T. XXXVIII. N° 7. *PARIS, 157, boul. Saint-Germain (6e)* 1er JUILLET 1929

la Revue universelle

JACQUES BAINVILLE, DIRECTEUR

Canovas del Castillo[1]

DEUXIÈME PARTIE

L'OEUVRE ET LES MOYENS

II. — État de l'Espagne en 1874. Les problèmes posés.

> ...Les réactions et révolutions subséquentes, qui nous maintiennent encore, par quelques-unes de leurs conséquences, auxquelles il est difficile de porter remède, au plus bas échelon de notre histoire nationale.
>
> CANOVAS, *El Solitario*, II, 41.

> Pour tous, également, les maux du pays commençaient à être insupportables.
>
> ID., *ibid.*, 89.

Nous voici donc à pied d'œuvre, et tout ce qu'on va lire maintenant est à retenir comme un document, un exemple ou une leçon. La Révolution de 1868 avait eu pour premier aboutissement, rappelons-le d'un mot, la dictature de D. Juan Prim, mais ce ne pouvait être que du provisoire, et l'Espagne, qui n'était pas mûre pour la République, n'était sortie de la monarchie que pour y

(1) Voir *la Revue universelle* des 1er janvier, 15 février, 1er mars et 1er juin 1929.

rentrer. Sortie d'une monarchie héréditaire, séculaire, sous une dynastie devenue nationale, pour essayer d'une monarchie élective, improvisée, sous un prince étranger. Le jour même où ce roi immigré touchait le sol de sa patrie d'adoption, Prim était assassiné, d'un coup d'escopette chargée de mitraille, à travers les glaces de sa voiture, dans un embarras de charrettes perfidement ménagé au détour de l'étroite calle del Turco. Le règne inauguré si tristement n'allait pas démentir ces funestes auspices. De difficultés en difficultés, d'abstentions en défaillances, de défaillances en trahisons, d'erreurs en fautes, de fautes en périls, de périls en abandons, et d'abandons en solitude, le vide se creusant peu à peu tout autour du trône, il se précipita, sans une chance ni une espérance, vers une fin aussi inexorable que la fatalité du signe de laquelle il était marqué dès son origine. C'est qu'aussi le défi porté aux conditions du réel et du possible était trop fort. Un prince élu, une onde ajoutée à une onde, une écume à la tempête, du précaire à de l'incohérent ; un prince étranger, dont l'intrusion heurtait l'âme nationale, en son instinct le plus profond, en son sentiment le plus vivant, en son vice et en sa vertu essentiels, la fierté ou l'orgueil ; et qui plus est, un prince appartenant à cette Maison de Savoie qui venait, en s'installant de force dans la Rome des papes, de blesser au sang ce grand corps religieux, l'Espagne des rois catholiques, le seul pays qui, avec la France, lors d'une tentative précédente, avait fait le geste d'étayer de son secours le pouvoir temporel du Saint-Siège ; un prince, enfin, aux manières populaires, dans un pays d'humeur égalitaire, sans doute, mais qui aime et peut-être a besoin qu'une étiquette, rigoureusement observée, élève entre le Roi et les sujets une haute barrière de respect, d'un respect tel qu'enveloppant la personne même intime du souverain, il sauvegarde et consacre en elle jusqu'aux formes extérieures, aux décors, aux pompes de la royauté.

Pour des raisons différentes, aucune des autres candidatures un moment envisagées n'aurait probablement eu un meilleur terme. Celle de Léopold de Hohenzollern, étrangère elle aussi et plus étrangère encore, pas même latine, tudesque, barbare, avait été étouffée dans le sang et dans la fumée de la guerre franco-prussienne. Celle du duc de Montpensier, outre ce qu'on eût pu lui reprocher du point de vue de la loi de famille et de la position de prince consort à laquelle, sous la

couronne, il eût toujours été ramené, aurait eu le défaut capital de créer une deuxième compétition dans la maison royale, d'où triple division, de l'oncle paternel ou du cousin contre la nièce ou la cousine, de l'oncle maternel ou du beau-frère contre la sœur ou le neveu, Bourbon contre Bourbon et contre Bourbon. C'était assez d'une guerre dynastique : deux eussent été trop. L'esquisse d'une candidature Espartero n'avait été qu'une fantaisie ; une candidature de Prim lui-même, à supposer qu'il eût rapporté et recousu en Espagne les lambeaux du rêve que, dit-on, il aurait fait au Mexique, n'aurait été que « fleur d'un jour », comme la dictature éphémère, ou plutôt « uninocturne » de Manuel Pavia. Bien plus sûrement encore que chef d'un pouvoir non défini, devenu roi, il ne fût pas, ainsi le veut le sort prédit par Juvénal aux tyrans, mort « d'une mort sèche ». Et sa mort même n'eût pas été une solution.

Au surplus, après l'échec d'Amédée de Savoie, et vingt-six mois perdus à cet essai stérile, il n'y avait point de solution immédiate. Peut-être, proclamée à l'aube du premier jour, dès la pointe du matin, le 3 janvier 1874, une République unitaire et modérée, selon la formule que le général Pavia s'est montré plus tard attentif à prétendre la sienne, eût-elle donné pour quelque temps à l'Espagne désorientée l'abri qu'elle cherchait en vain. Mais pour quelque temps seulement ; seulement peut-être. Et d'abord il avait fallu passer par tous les excès, par toutes les folies de la République fédéraliste, cantonaliste, communaliste. Les puissances de révolution, une fois déchaînées par la témérité des apprentis sorciers, ne se laissent pas réenchaîner facilement ; avant de revenir à un point d'équilibre, elles courent, roulent, penchent et tombent aux extrêmes.

J'ai déjà, ici et ailleurs, au long ou en résumé, décrit les horreurs, le plus souvent tragiques et souvent ridicules, qui remplirent le printemps, l'été et l'automne de 1873, sous les présidences brèves et ballottées de Figueras, de Pí y Margall, de Nicolas Salmerón, jusqu'à ce que Emilio Castelar, touché au front par la nécessité, eût senti se dissiper en son cerveau, trop bourré de lectures et de rêveries, les nuées de l'idéologie pure et s'éveiller, vague, mais impérieuse, la notion de gouvernement. Je n'en referai pas la désolante peinture. Du reste, quel minutieux travail d'historien appliqué aux textes et s'informant sur pièces vaudrait la fresque brossée, si je l'ose

dire, sur la muraille de la fournaise toute chaude, par Castelar lui-même, à l'origine l'un des plus sincères partisans de cette République intégrale, et, au début, l'un de ses principaux artisans, mais grand artiste, grand érudit, grand historien, grand poète, malgré ses petits travers, autant qu'incomparable orateur ; républicain, oui, mais Espagnol, et patriote par-dessus tout, d'un patriotisme aigu, sensitif, exaspéré, douloureux. Écoutons-le. Il parle à Grenade, dans une réunion républicaine, le 26 mai 1874, cinq mois environ après sa chute, sept mois avant la Restauration. Il ne ménage pas les vérités à ses amis d'hier, et, partout où il le rencontre, attaque corps à corps le séparatisme, qui a failli emporter la nation.

« Chez nous, dit-il, les populations semi-séparatistes par excellence sont les populations basques. Et voyez, si vous exceptez cette ville singulière, dont l'héroïsme fait notre orgueil, l'admiration et l'envie des étrangers, la Saragosse de la liberté ; si vous exceptez ces cités qui appartiennent à l'esprit moderne ; ceux qui sont nés sous l'arbre de Guernica, le monument le plus ancien de la démocratie dans le monde, ceux qui ont sauvé leurs Républiques de toutes les invasions, en les faisant aussi fortes que les montagnes contre lesquelles se brisent les bouillonnantes eaux de la mer Cantabrique ; ceux qui se gouvernent eux-mêmes par les institutions les plus fédérales peut-être de toute la terre ; parce qu'ils sont attachés à leurs autels et à leurs idoles, parce qu'ils vivent séparés, dans leurs foyers, en même temps de l'esprit moderne et de l'unité nationale, parce qu'ils ne respirent pas l'air chargé que respire notre conscience ; ceux-là ont fait de leurs rochers, que nous saluons comme la base des éternels municipes, les dolmens sanglants où se sacrifie la liberté ; ils ont fait de leur arbre, chanté par les poètes et salué par les orateurs, le vénéneux mancenillier de la démocratie ; ils ont fait de leur fer, qu'ils avaient juré d'employer à la défense de leurs libertés, des épées contre nos cœurs, des chaînes pour nos bras ; ils sont aujourd'hui les esclaves d'un roi absolu et les parricides assassins de la patrie. *(Applaudissements frénétiques.)*

« Au fond de la guerre basque, il y a une tendance séparatiste, et une autre tendance séparatiste au fond de la guerre cantonale. Les deux utopies se rejoignent en leurs résultats ; toutes deux sont également funestes. Il y eut

des moments de l'été dernier où nous crûmes complètement dissoute notre Espagne. L'idée de la légalité s'était perdue à ce point qu'un employé quelconque de guerre assumait tous les pouvoirs et le notifiait aux Cortès ; ceux qui étaient chargés d'exécuter les lois s'en moquaient, se soulevant ou sonnant l'alarme contre la légalité. Il ne s'agissait pas là, comme en d'autres occasions, de substituer un ministère au ministère existant, ni une forme de gouvernement à la forme adoptée ; il s'agissait de diviser notre patrie en mille parcelles, dans un morcellement semblable à celui qui suivit la chute du califat de Cordoue. Des provinces arrivaient les idées les plus étranges et les principes les plus embrouillés. Les uns disaient qu'ils allaient ressusciter l'antique petite couronne d'Aragon, comme si les formules du droit moderne étaient des exorcismes du Moyen Age. D'autres disaient qu'ils allaient constituer une Galice indépendante sous le protectorat de l'Angleterre. Jaén se préparait à une guerre avec Grenade. Salamanque tremblait pour la fermeture de sa glorieuse Université et l'éclipse de sa prédominance scientifique en Castille. Des rivalités mal apaisées par l'unité nationale en de longs siècles surgissaient comme si nous eussions rétrogradé aux temps de la barbarie, aux temps des *Zegries* et des Abencérages, des *agramonteses* et des *viamonteses*, des Castros et des Laras, des Capulets et des Montaigus, de guerre universelle. Des villes insignifiantes, à peine inscrites sur la carte, convoquaient des Assemblées constituantes. Le soulèvement éclata contre le plus fédéral de tous les ministères possibles dans le moment même où l'Assemblée élaborait d'urgence un projet de Constitution dont les plus grands défauts provenaient du manque de temps dans la Commission et de l'excès d'impatience dans le Gouvernement.

« Et alors nous vîmes ce que nous voudrions avoir oublié ; des émeutes quotidiennes, des sonneries de tocsin générales, l'indiscipline militaire, des républicains chers au peuple tués par le fer dans les rues ; des populations pacifiques excitées à la rébellion et prises de cette fièvre : une dictature démagogique à Cadix ; de sanglantes rivalités de noms et de familles à Malaga, qui causaient la fuite de presque la moitié des habitants et la guerre entre les factions de l'autre moitié ; le désarmement de la garnison à Grenade après les plus cruelles batailles ; des bandes qui

sortaient de quelques cités pour aller combattre ou mourir dans d'autres cités, sans savoir par quoi ni pour quoi sûrement, comme les bandes de Séville à Utrera ; les incendies et les meurtres à Alcoy ; l'anarchie à Valence ; les *partidas* de Sierra Morena ; le canton de Murcie livré à la démagogie et celui de Castellón aux apostoliques ; les bourgs de Castille appelant du haut de leurs barricades à une guerre des Communes, comme si Charles de Gand eût débarqué sur nos côtes du Nord ; une horrible et mystérieuse scène de querelles et de coups de poignard entre les émissaires des cantonalistes et les défenseurs du gouvernement à Valladolid ; la capitale de l'Andalousie en armes ; Carthagène en délire ; Alicante et Almeria bombardées ; l'escadre espagnole passant du pavillon rouge au pavillon étranger ; les côtes dépecées ; les vaisseaux enlevés comme si les pirates fussent revenus dans la Méditerranée ; l'insécurité de toutes parts ; nos parcs se dissipant en fumée et notre escadre coulant au fond de la mer ; la ruine de notre sol, le suicide de notre parti ; et au sinistre éclair d'une telle démence, en cette sombre nuit, la plus triste de notre histoire contemporaine, surgissant comme de rapaces oiseaux nocturnes des ruines, les sinistres armées carlistes, avides de plus grands maux, prêtes à consommer notre esclavage et notre déshonneur, et à répartir entre l'absolutisme et la théocratie les membres déchirés de la malheureuse Espagne *(Applaudissements frénétiques)*. Avais-je raison ou non de dire que l'utopie était restée consumée dans cet incendie? Et elle ne ressuscitera pas. »

Cet affreux tableau, où il n'est pas exagéré de dire qu'il y a vraiment quelque chose de « dantesque », Emilio Castelar, qui en avait eu les regards saturés, pour l'avoir contemplé à toute heure et de tout près, n'a pu de longtemps se défendre de le refaire. A cette date de mai 1874, le maréchal Serrano, duc de La Torre, chef du pouvoir exécutif ou président de la République, avait à faire front, dans le même instant, aux fureurs de la guerre carliste et aux embarras intérieurs politiques et financiers. Médiocrement servi par des ministres peu expérimentés, peu sûrs ou peu énergiques, lui-même irrésolu, travaillé en dessous par les intrigues des partis dont certaines tournaient de jour en jour à la conjuration ouverte, il n'opposait à tant de maux sévissant ensemble et frappant en masse, sans cesse ni répit,

que les sursauts incoordonnés, les bouts d'action désarticulés d'un gouvernement généralement mou et manifestement dénué de souffle. Dès cette date, une demi-année encore avant la faillite définitive, entre les mains de son auteur, de la révolution de 1868, Castelar prévoyait, redoutait et pourtant, comme patriote, comme Espagnol, ne pouvait s'empêcher de désirer presque, et quoi qu'il en coûtât à ses idées, à ses préférences, à ses préjugés, un changement de régime qui serait, pour employer le mot propre, le rétablissement d'un ordre, là où il n'existait plus rien de constant, de ferme et de solide.

« Pour la République, avouait-il dans ce même discours, il n'y eut pas, l'année dernière, de plus grand péril que la démagogie ; pour la République, cette année, il n'y a pas de plus grand péril que la restauration. Évitons celle-ci comme nous avons vaincu celle-là. Ainsi la République ne doit être le patrimoine d'aucun homme, ni d'aucun parti ; c'est la nation se dirigeant elle-même, et en ses larges institutions, en sa merveilleuse souplesse, à tous les degrés de développement qu'elle permet et consent ; tous les partis peuvent se gouverner sans flétrissure et se succéder au pouvoir sans conflits ni perturbations, selon que les appellent les exigences de la société et les vœux de l'opinion. Personne ne se dégrade à faire partie d'une municipalité, d'une députation provinciale ou d'un Congrès quand ses électeurs l'appellent, et personne ne peut ni ne doit se diminuer, si monarchiste qu'il soit, ou qu'il ait été, à servir une République, cette forme de la nation souveraine à laquelle tous nous appartenons. Ce qui ne peut pas être admis, ce qui ne doit pas être admis, ce qui sera toujours contraire à tout sentiment de la plus vulgaire honnêteté, ce qui n'a pas de nom, c'est d'accepter une fonction dans la République pour conspirer contre la République. Hors cela, comme la crise présente est si étendue, comme les sociétés modernes oscillent continuellement entre le progrès et la stabilité, il est bon que les partis conservateurs et les partis progressistes se succèdent, dans la République, suivant que le demandent les nécessités sociales. Nous avons, nous, plus que personne, le devoir d'appuyer les gouvernements sincèrement républicains ; parce que, de même qu'il serait incroyable que les conservateurs prissent le nom de républicains pour détruire la République, il serait incroyable

aussi que pour l'avoir propagée quand tous la condamnaient, pour l'avoir défendue quand tous la persécutaient, nous prétendissions que la République fût notre patrimoine exclusif, notre riche majorat, alors que la République est, comme le soleil, comme l'air, la propriété commune de tous les Espagnols. Ce serait trahison noire que les conservateurs conspirassent du dedans du gouvernement républicain contre la République, et ce serait démence aveugle que les républicains réclamassent exclusivement pour eux le gouvernement de la République. Non, mille fois non. La République, je le répète, est la nation, et la nation n'appartient à aucune personne, à aucune famille, à aucun parti, la nation est à tous ses enfants.

« Et, sans doute, il y en a qui disent que la République ne peut être un drapeau contre le carlisme, que la République ne peut être un drapeau contre la tyrannie. Bien des fois un phénomène très spécial a puissamment appelé mon attention. La démagogie se lève en armes en faveur des cantons, et nous convenons unanimement de la nécessité de la combattre avec énergie, de la vaincre avec décision, de l'extirper jusqu'à sa dernière bannière. La démagogie est vaincue, anéantie, et l'unique élément perturbateur qui reste est le carlisme. Oui, le carlisme efface les chemins, coupe les télégraphes, ravage les campagnes, assiège les cités, incendie les villages, appelle l'intervention étrangère, convertit les défilés en tombeaux de la jeunesse, consume la richesse publique, boit le sang national, commet les plus barbares cruautés, arrache les yeux aux vieillards, fusille les femmes sans défense, après les avoir déshonorées, immole jusqu'aux enfants, déracine des populations entières comme s'il arrachait de mauvaises herbes, et répand partout ses sicaires avec le poignard dans une main et le goupillon dans l'autre, pour nous enterrer, puisqu'ils ne peuvent pas nous asservir ; pour offrir à leur roi barbare et à leur cruelle théocratie le cadavre de la nation, puisqu'ils ne peuvent pas dominer sa volonté ni conquérir son arme. Et, pour combattre la monarchie, la République ne vaut pas, non ; il faut opposer à un Bourbon un autre Bourbon, à un descendant de Marie-Louise un autre descendant de Marie-Louise ; à un gouvernement personnel, un gouvernement personnel ; à une théocratie cruelle une théocratie hypocrite ; pour que les assassins, les incendiaires, les bour-

reaux de l'Espagne, vaincus sur les champs de bataille, s'emparent, comme ils s'en emparèrent durant le dernier règne, du palais et de là nous oppriment dans ce que nous avons de plus intime, de plus sacré, dans nos consciences et fassent de nous le jouet du monde et de l'histoire. *(Applaudissements.)* »

Puis, après avoir présenté, en termes véhéments, l'apologie de son gouvernement, Castelar remémorant ce que, dans sa seconde période surtout, les brumes intellectuelles ou verbales dissipées, l'utopie répudiée, il avait ou fait, ou tenté depuis le mois de juillet 1873 : un grave conflit international conjuré, Malaga réduite à l'obéissance, Alcoy châtiée, les mouvements séditieux réprimés, Carthagène enfin soumise, la discipline rétablie dans les troupes, les milices nationales utilisées, l'artillerie réinstallée à son poste, la loi des réserves en exécution, l'armée entière pourvue, vêtue, équipée, la marine réorganisée. Dans la guerre carliste, compensant les deux grands échecs de Jativa et de l'occupation de Cuenca, la marche du général en chef de Miranda à Tolosa, les rencontres heureuses de Barbarin et de Montejurra, le combat de Belavieta, promesses et gages de plus grandes victoires. Tous ces résultats obtenus grâce à des pouvoirs extraordinaires, dictatorialement, mais par une dictature si légère que personne, hors les rebelles, n'en avait senti le poids. D'énormes besoins financiers, mais pas un centime de nouvelle rente émise. Les impôts estimés les plus faciles et les moins lourds décrétés sans hésitation. La dette flottante diminuée de cent millions, malgré cinq cents millions dépensés pour la guerre. Au milieu de tant de passions déchaînées, justice rendue à la loyauté d'une administration exclusivement consacrée, en des jours brefs et pleins d'angoisses, à libérer la patrie de deux sanglantes guerres. Des fautes commises, des erreurs caressées, certes, mais sans que jamais il ait songé à soi ni à ses intérêts, sans qu'il ait eu d'autre pensée que la République et la patrie.

Pour être équitable, on doit reconnaître, au moins en transposant de l'absolu au relatif, qu'il y a une part de vérité dans ce panégyrique. Entre autres éloges, Castelar avait le droit de se décerner celui d'avoir « cherché sa force dans la légalité ». — A un mot près, le mot « force », car sa bonne volonté, ou sa volonté même, ni sa conscience, ni moins encore, l'opinion, n'avaient suffi à le faire vraiment

fort. Où il avait, au contraire, tout à fait raison, c'est lorsqu'il remarquait : « Partout la légalité est un grand bien, mais un bien suprême en Espagne. Nos maux proviennent de deux causes : de ce que le pouvoir, quand il a la force, ne pense qu'à des coups d'État ; et le peuple, quand il a la force, à son tour ne pense qu'à des révolutions. Chez nous, personne ne pense à la légalité. Les coups d'État fondent des gouvernements qui sont obéis, mais non respectés ; les révolutions, à leur tour, promulguent des réformes qui sont faciles, mais non durables. Dans les coups d'État et dans les révolutions, tout naît de l'improvisation, et l'on ne compte pour rien le créateur et le conservateur de tout ce qui est grand et solide, le temps. Le critérium des coups d'État et le critérium des révolutions me paraît être le même, le succès à tout prix ; les moyens sont les mêmes ; l'arbitraire et la violence, les fins sont les mêmes, ou un pouvoir ou une démocratie par la force. Les insurrections continuelles de Paris, aussi bien celle qui en finit avec les Girondins que celle qui en finit avec les Jacobins, portaient en leur sein le 18 Brumaire. La violation de l'Assemblée constituante au mois de mai 1848 et les journées de Juin portaient en leur sein le Deux-Décembre. Les pouvoirs qui naissent des coups d'État ont des forces matérielles, mais n'ont point de forces morales à opposer aux révolutions. »

Au demeurant, reprenait don Emilio, il y a République et République ; plus exactement, il y a républicains et républicains. Dans l'ancien parti républicain, des dissentiments très graves s'élevèrent toujours entre deux fractions fondamentales. Les uns — c'était nous — voulaient la lutte légale, et les autres voulaient la lutte révolutionnaire ; les uns les Cortès et les autres le *retraimiento*. (On sait ce qu'est le *retraimiento*, fait qu'on dirait spécifiquement espagnol, s'il n'avait été pratiqué par une démocratie latine, dès que le peuple de Rome se retira sur le mont Aventin. Notre mot « abstention » traduirait si faiblement qu'il ne traduirait pas. Notre mot « retraite » traduirait mal. Le *retraimiento*, c'est la retraite hargneuse, l'abstention menaçante, la séparation hostile d'une partie de la nation, classe sociale ou parti politique, qui pour un temps plus ou moins long, en nombre plus ou moins grand, avec des raisons plus ou moins sérieuses, — mais il n'est pas de raisons contre la nation, — se met à l'écart, se retire, se retranche de la vie nationale. Non, ce n'est

pas un mal spécifiquement espagnol, mais ç'a été longtemps une des plaies de l'Espagne.) Castelar poursuivait donc : « Les uns voulaient la propagande pacifique, les autres l'action révolutionnaire ; les uns (nous-mêmes) espéraient tout de la parole et des votes, les autres de la conjuration et des armes. Quand nous disions que la République viendrait pacifiquement, on nous appelait utopistes, visionnaires. Elle est venue pacifiquement, légalement ; et ceux qui avaient été vaincus par la science et par l'expérience, ceux qui avaient encore dans les mains les armes de l'insurrection et sur les lèvres les paroles insensées contre notre conduite et notre doctrine, s'emparèrent de tout ; ils prirent ici des parcs, là des canons, ailleurs des armements, les soldats de terre et de mer, notre escadre, la fleur de nos arsenaux ; ils égarèrent l'opinion du parti, enflammèrent les esprits, armèrent une révolution, firent que la République, loin d'être un vrai gouvernement, fut seulement un combat prolongé. Nous nous sommes séparés pour toujours de tous les perturbateurs. Persévérons dans notre conduite, fuyons la violence et l'arbitraire, fuyons tous les perturbateurs, pour chercher le repos de notre patrie à l'ombre d'une véritable, pacifique et solide démocratie. »

Suit une large esquisse de ce que serait la République telle que l'orateur la conçoit en son imagination plutôt qu'il ne la revoit en ses souvenirs. Toutefois il se défend de la vouloir faire trop belle : « Je sais bien que ce ne serait pas la meilleure des Républiques... » Mais, telle quelle, elle sauverait le nom et la chose. « Pour conserver la forme républicaine, il faut constituer à toute force et à tout prix deux partis qui représentent les deux tendances propres aux sociétés modernes, la conservation et la tendance au progrès dans la République. » Telle quelle, du reste, et dans le tout récent passé, est-ce à dire que l'épreuve a été nulle, qu'elle n'a rien produit, et qu'il n'y a rien à en tirer? Emilio Castelar ne pouvait en convenir, il le nie, il conclut :

« La République a modifié profondément la manière d'être de notre patrie. Qu'il y ait donc, dans la République, un parti conservateur et un autre réformiste ; qu'ils s'accordent tous deux pour accepter une légalité commune et en appeler à l'opinion publique, que chacun d'eux sache voir quand il a épuisé ses procédés de gouvernement et quand sont indispensables les procédés contraires ; quand la société a besoin

de repos, et quand, de mouvement. Qu'ils luttent, puisque la lutte est la vie ; mais qu'ils luttent de telle sorte qu'un changement de gouvernement, demandé par les circonstances, ne soit pas un changement dans les fondements de la société... Et si nous n'inaugurons pas une ère de félicité et de bonheur, de celles que tous les partis promettent et qui jamais ne viennent, nous aurons fondé le gouvernement de la nation par elle-même, et de ses progrès la nation seule sera l'auteur, et de ses erreurs la nation seule sera responsable. Elle arrivera, à la fin, à comprendre que les réactions et les révolutions sont également funestes, et que dans une politique sensée elle trouvera, sinon la grandeur que nous avons perdue, la paix et l'ordre qu'à tout prix il faut à notre patrie. (*Applaudissements bruyants et prolongés.*) »

Si j'ai donné de ce discours, fameux en son temps, et dont l'importance devait le dépasser, d'aussi abondants extraits, ce n'est pas uniquement, on le pense bien, pour le plaisir, indifférent à notre dessein, de faire goûter un morceau de rare éloquence, qui réunit ces deux qualités naturellement contradictoires, la plénitude et la sonorité ; ce n'est pas non plus à cause de l'attachement, affectueux et empreint de gratitude, que j'ai voué personnellement à la mémoire d'Emilio Castelar. Ce n'est pas même uniquement parce qu'il y a là, ramassé dans les quelques pages d'un raccourci magistral, tout ce qu'il était nécessaire que je disse, et que j'aurais voulu dire, et que je n'aurais pas pu dire, ou que je n'aurais dit que beaucoup moins complètement, beaucoup moins fortement, avec combien moins d'autorité et d'efficacité démonstrative, en un long chapitre. J'insiste encore sur la date à laquelle ce langage a été tenu, cette confession a été faite, cet appel a été jeté : 26 mai 1874. J'insiste sur ce que, à cette date, il n'y avait pas six mois que Castelar avait quitté le pouvoir, entraînant avec lui les débris que le choc des réalités avait laissés subsister de la République fédérale et les espérances qu'eût pu faire naître, sous sa direction délivrée de la chimère et éclairée par la pratique, une République retombée du ciel empyrée, revenue à terre et sur sa terre, instruite et assagie.

Mais, à cette date aussi, il y avait bientôt six mois que le maréchal Serrano avait pris en main les affaires, et il n'était que trop visible que cette main, vaillante à tenir l'épée, était flasque et molle à tenir la plume, ou, comme on dit par méta-

phore, « les rênes du gouvernement ». Un peuple n'est pas un coursier indomptable, mais à la condition qu'il se sente monté. L'épée même, dans les six derniers mois de son année de présidence, le Serrano la saisit plusieurs fois, et ne la tint que mollement. Il ne fut brave que de sa personne physique, sous le feu, comme il l'avait été, six ans auparavant, à Alcolea, comme il l'avait été en mars, à San Pedro de Abanto ; mais, dans les intervalles de bataille, dans l'exercice quotidien de sa charge, il ne sut pas avoir de courage, ni ce qui en est l'équivalent civil, de décision et d'esprit de suite. Dès ce moment, l'essai de République qui, peut-être, ainsi que le général Pavia l'avait entrevu le 3 janvier, eût été la dernière carte de la révolution, — une République unitaire, modérée, conservatrice — cet essai était manqué. Il n'eût eu chance de réussir, après tout ce débordement de fureurs, que mené avec une sorte de rage, par cette espèce singulière d'hommes qu'on appelle des « enragés de modérés », — et qui eussent mérité, autant l'une que l'autre, les deux épithètes : cumul difficile, et plus difficile équilibre, car comment mettre de la rage dans la modération, tout en gardant de la modération dans la rage? Et cependant, c'était sûrement ce que la situation exigeait.

Il est remarquable que la conclusion de Castelar se soit rencontrée, à l'autre pôle de la pensée politique, avec le plan de Cánovas, et cette observation seule justifierait que nous lui ayons fait ici une aussi grande place. L'un comme l'autre, celui-là autant que celui-ci, et Castelar non moins que Cánovas, pose les mêmes conditions au bon fonctionnement d'un régime constitutionel, parlementaire et libéral. Seulement Cánovas le veut dans la monarchie, et Castelar l'aurait voulu dans la République. Ils veulent, l'un et l'autre, ce régime parlementaire, actionné et fonctionnant par deux partis, qui représentent les deux tendances, universelles et éternelles, des sociétés : la tendance conservatrice et la tendance réformatrice, ou rénovatrice, ou innovatrice. L'un et l'autre, ils les veulent à l'intérieur de la forme de gouvernement, de l'édifice constitutionnel, d'accord pour accepter la légalité commune et, pour les départager dans leurs différends, s'en remettant (ce n'est pas le point le plus solide de la construction) aux arrêts de l'opinion publique, rendus par scrutin. L'un et l'autre doivent se rendre compte de ce qu'ils peuvent faire et de ce qu'ils ne peuvent pas faire, chacun en

vertu de ses principes, de ses méthodes et de ses coutumes ; et ce que l'un ne peut pas faire, il doit le laisser faire à l'autre, puis le respecter lorsque l'autre l'a fait. L'un et l'autre veulent que les partis luttent entre eux, rivalisent d'activité et d'influence, puisque la lutte, loi générale de la vie, est en particulier la règle de la vie parlementaire, mais qu'ils ne poussent pas cette émulation jusqu'à atteindre et ébranler la société dans ses fondements, qu'ils ne se battent que pour la majorité et le gouvernement, c'est-à-dire que les armes soient courtoises, les prises loyales, et les blessures, s'il en est, superficielles. Que cela serait bien, si cela pouvait être ! Mais on n'a pas encore inventé le moyen d'arrêter la lutte au point juste où elle ne touche que l'enveloppe de la société sans en troubler les éléments, sans en remuer ni en altérer la substance, et les changements de gouvernement ne sont jamais des opérations à risques limités. L'une et l'autre, enfin, se plaçant à égale distance des « réactions » et des « révolutions », veulent chercher « dans une politique sensée » ce minimum de satisfaction et de garantie, l'ordre et la paix, dont une nation a besoin pour vivre, ou simplement pour ne pas mourir. Là-dessus, Cánovas et Castelar pensent de même. Ils ne diffèrent que sur la forme de gouvernement à laquelle ils le demanderont. Mais cette différence engage tout. Emilio Castelar vient, en effet, de démontrer, par sa propre expérience, que c'était impossible dans la République ; il reste à Cánovas à prouver, par la science, que c'est ou que ce serait possible dans la Monarchie. Et, d'abord, il fallait prouver que la Monarchie elle-même, qu'une restauration de la Monarchie était possible.

Objectera-t-on que l'expérience républicaine de Castelar avait été brusquement écourtée, et que par là même elle ne prouvait rien ; que, si on l'avait laissée se développer, si elle avait été poussée à fond, elle aurait peut-être réussi? Mais qu'est-ce qui l'avait interrompue? Bien moins la sommation de D. Manuel Pavía, — le premier coup d'État « réactionnaire » depuis la révolution de 1868, — que les folies de la République fédérale, les rancunes et les désirs de revanche des fédéralistes contenus ou vaincus. Castelar lui-même l'a expliqué, dans son discours d'adieu à la tribune, du 7 février 1888 : « Ainsi, rappelle-t-il, que je l'ai dit à mes amis, dans une nuit célèbre, — et ils ne m'ont point écouté ! — : Si notre République sait être conservatrice, elle sera la formule

de cette génération... » Mais ce sont des choses que les républicains n'écoutent, ni entendent, et les Républiques ne savent pas, ne peuvent pas être conservatrices. De même de l'aphorisme de M. Thiers, devenu, en ces jours de contrition et de ferme propos, le modèle, inattendu, de Castelar : « La République sera conservatrice, ou elle ne sera pas. » Il est plus naturel aux Républiques de ne pas être que d'emprunter une certaine façon d'être. Tout à l'opposé, ce qui leur est le plus difficile, c'est d'être des gouvernements d'ordre, parce que, dans le monde moderne, elles sont en général filles des révolutions, et que la révolution, grand désordre elle-même, enfante à l'infini d'autres désordres. Les amis de Castelar ne l'eussent pas mieux écouté, en mai, septembre, ou décembre, qu'ils ne le firent en janvier ; à mesure qu'il aurait tourné le dos à l'anarchie, ils l'auraient tourné à sa République, en qui ils n'eussent plus reconnu ni leur République, ni, de bonne foi, la République. Pour les faire plier à une légalité un peu sévère, il lui eût fallu avoir une force qu'il n'avait pas, et cette force, il lui eût fallu l'employer, contre eux, sans égards d'ancienne camaraderie, sans remords d'ancienne complicité. Finalement, il aurait échoué en mai, septembre ou décembre, comme en janvier, car la nature des choses est la nature des choses, et l'impossible n'est pas l'impossible seulement pendant une saison.

Efforçons-nous, par delà les détails, les incidents, les anecdotes, de considérer dans leur ensemble les problèmes posés. De quoi s'agissait-il, pour l'Espagne, en cette décisive, en cette suprême année 1874? De rien de moins que de tout refaire. Premièrement, refaire un gouvernement, qui gouverne, c'est-à-dire qui commande et qui soit obéi. On n'avait pas le choix. Dans un pays, qui de la monarchie venait de verser dans l'anarchie et qui avait été menacé d'y sombrer, qui, aux divers degrés de la République fédérale, provinciale, cantonale, communale, n'avait rencontré, durant toute une année, que désastres et ruines, sans même le répit d'une halte entre deux calamités, et à qui, toute l'année suivante, un essai de République unitaire, centralisée, n'avait apporté que des déceptions, il n'était plus de recours que dans la monarchie. Mais refaire la monarchie supposait qu'au préalable on avait refait la dynastie, rétabli le droit incontestable ou établi le fait incontesté dans la Maison royale divisée contre elle-même. Qui dit monarchie, dit un roi, un seul, dont la

personne est certaine et prolongée en la personne d'un successeur certain. Ce roi devait être un faiseur d'ordre et de paix ; d'ordre matériel, moral, social ; de paix intérieure et extérieure, dans la métropole et dans ce qui lui restait de colonies, en Espagne et à Cuba. Paix en Espagne avec les carlistes, dans les provinces basques, la Navarre, la vallée de l'Ébre, en Catalogne ; soumission des régionalistes, autonomistes plus ou moins séparatistes, dans les provinces du Midi et du Sud-Est ; aux Antilles, réduction des insurgés cubains.

Pour refaire l'ordre et la paix, refaire une raison à ce peuple affolé par six années consécutives d'agitations et de combats, après un demi-siècle coupé de secousses, d'angoisses et de transes. Bien plus : refaire la nation, en son unité qui n'avait pas été facile à faire, et qui n'avait jamais été absolument faite, jamais plus loin que la soudure, jamais jusqu'à la fusion complète en un bloc de ses dix royaumes arabes et de ses cinquante provinces. Afin de refaire la nation, refaire des organes de nation non pas seulement de gouvernement, ou d'État, mais de nation ; restaurer l'autorité non seulement dans sa théorie, dans sa doctrine, dans ses principes, mais dans ses moyens d'action, dans ses instruments : une armée, une marine. Pour refaire l'armée, la réaccoutumer à la discipline, en haut et en bas, généraux et troupes ; se comporter envers elle de telle façon qu'elle ait la claire notion moins de son pouvoir que de son devoir ; et pour refaire une marine, réhabituer les équipages et leurs officiers à traiter les navires de la flotte comme étant au service des nécessités de l'État, non à celui de leurs passions ou de leurs inclinations politiques ; leur réapprendre que ce sont des vaisseaux, et non des tribunes d'où « lancer le cri ».

Refaire les finances, remplir le Trésor dont les caisses, tôt épuisées par la guerre, par une double et triple guerre, étaient demeurées vides, l'impôt ne rentrant plus, soit qu'il fût payé à d'autres, comme en territoire carliste ou en territoire cantonaliste, soit qu'il ne le fût à personne, dérobé, fraudé, l'argent manquant, ou se cachant ou s'enfuyant. Ranimer le commerce éteint, remettre l'Espagne en communication avec le monde, la convaincre à nouveau qu'il y a des Pyrénées, mais qu'on les traverse, et que de l'autre côté sont de vastes marchés où l'on peut acheter et vendre ; rouvrir en même temps les voies de mer, débarrassées du blocus de

la côte cantabrique et des ports méditerranéens. Recréer dans les esprits et dans les âmes le sentiment de la sécurité, qui commence à la certitude du lendemain ; la foi qu'il y aura quelque chose après l'instant présent, et que, si quelque chose « s'en va », quelque chose aussi va revenir. Réinfuser dans les cœurs l'amour et la volonté de vivre une vie qui vaudra la peine d'être vécue, qui ne sera pas, comme celle des six dernières années, une série de petites morts.

A ces heures lugubres de 1873 et de 1874 où l'Espagne s'ensevelissait sous une pluie de soufre et de cendre, avec plus de hâte à mesure que le désespoir l'étreignait davantage, elle était prête à accepter n'importe quoi. Mais, précisément, ce qui allait venir ne pouvait pas être n'importe quoi. Ce ne pouvait être que la monarchie. Ce ne pouvait être qu'une monarchie nationale. Mais ce ne pouvait être avec n'importe quel prince. Ce ne pouvait être avec la reine Isabelle, détrônée en 1868, et dont les fautes étaient trop présentes aux mémoires pour que son retour fût généralement désiré ni sans doute désirable. Ce ne pouvait être qu'avec un prince nouveau, son fils, l'Infant Don Alphonse. Mais ce prince nouveau était un jeune prince, à peine majeur. Ses années de formation s'étaient passées à l'étranger, en Angleterre, il ignorait tout de l'Espagne, et, en conséquence, son règne, au moins pendant les premiers temps, devrait être placé non seulement sous une régence, mais sous une sorte de tutelle. Devant lui se dressait en compétiteur son cousin Don Carlos, qui ne désarmerait pas sans avoir été désarmé. La monarchie qu'on allait relever serait une monarchie moderne ; à cette date de 1874, elle aurait dû l'être partout, et nulle part on n'aurait pu songer à une restauration purement traditionaliste ; mais en Espagne, dans les circonstances données, elle devait l'être beaucoup plus qu'ailleurs, justement pour que la monarchie de Don Alphonse se distinguât de la monarchie de Don Carlos. Comme celui-ci symbolisait l'absolutisme, celui-là incarnerait une royauté tempérée, constitutionnelle, représentative, — dirons-nous libérale et parlementaire? — En quoi, au demeurant, étant représentative, admettant auprès d'elle une représentation à droits définis et reconnus, elle ressemblait, bien plus que ne leur eût ressemblé l'absolutisme, aux antiques monarchies de Castille et d'Aragon, où le Roi n'était pas le Roi replié sur soi-même, en sa majesté solitaire, mais le Roi dans les Cortès. Du point

de vue religieux, Don Carlos et ses partisans revendiquaient la qualité d'apostoliques ; Don Alphonse se contenterait du titre de catholique. Moderne, constitutionnelle, représentative, la monarchie restaurée ne pouvait être que légalitaire, mais elle ne le serait que lorsqu'il n'y aurait plus en Espagne personne qui eût l'envie ni l'idée de contester la prééminence des lois sur les armes ; elle ne serait libérale et parlementaire que lorsque tous les partis, puisqu'un pareil régime ne peut s'en passer, auraient adhéré aux institutions, seraient entrés dans la Constitution, et observeraient loyalement la règle du jeu.

En d'autres termes, ce ne serait pas tout, ce serait peu d'avoir, par un coup de surprise ou de violence, ressuscité la monarchie. Il faudrait « la rendre vraiment nationale et constitutionnelle, la doter des organes indispensables à un gouvernement de ce temps ; instruire et guider un jeune prince grandi dans l'exil, improviser un personnel administratif, corriger les mœurs politiques ; former, réformer, transformer des partis en armes, faire des partis de parlement et de tribune, les attirer dans la légalité, les y retenir, discipliner le sien et aider à l'éducation des autres ; après s'être créé une majorité, créer à cette majorité une opposition, et, après l'avoir créée, par une dernière habileté que tout le monde ne comprendrait pas, la lier sans retour à la monarchie, en lui remettant à son tour le pouvoir. Non seulement le décor et la pompe, mais toute la réalité du pouvoir ; lui démontrer qu'il y avait pour elle quelque chose à faire avec ce régime ; qu'elle pouvait introduire dans le fait par la loi une partie au moins de ses principes et de ses aspirations ; la combattre peut-être quand elle proposait tel ou tel article, mais s'incliner une fois l'article voté, et surtout, le tour des conservateurs revenu, ne point songer à défaire ce que les libéraux avaient fait ; considérer comme droit acquis même le droit acquis contre soi ; par là monarchiser l'opposition et « libéraliser » la monarchie ; le dessein n'en était ni vulgaire, ni aisé : Cánovas le conçut, l'entreprit, le suivit et le mena à bien (1). »

(1) Écrit en 1897, au lendemain de l'assassinat de Cánovas. Cf. *l'Espagne, Cuba et les États-Unis*. Paris, Perrin, 1898. IV. — D. Antonio *Canovas del Castillo, l'homme et la vie*, II, p. 192-193.

III. — Les problèmes résolus. État de l'Espagne en 1894.

Je n'ai pas connu l'Espagne de 1874 et n'en ai donc pu parler que d'après les livres et les récits. Mais, vingt ans après, j'ai connu l'Espagne de 1894, et j'en ai rapporté une impression personnelle. Je l'ai notée sur le vif, et il suffirait presque de transcrire ; mais cette impression est encore assez vive, et, d'autre part, il y a aujourd'hui assez de recul pour que je m'assure de ne m'être pas trompé et de n'avoir pas été trompé. Non, aucun Potemkine ibérique n'a fait apparaître à mes yeux un régime, un gouvernement, un ordre, une paix, une légalité, une sécurité qui n'auraient été qu'apparences et illusions.

En 1894, vingt ans après, — Don Alphonse XII étant mort prématurément, Don Alphonse XIII enfant régnait, sa mère, la seconde Marie-Christine, étant régente. Il régnait incontesté. Le carlisme, un instant en posture de l'emporter, était abattu déjà depuis plus de quinze ans, et abattu comme il devait l'être, après avoir été militairement battu. Don Carlos avait passé les monts et ne les avait plus repassés. Ses prétentions, s'il ne les abandonnait pas, tournaient au juridique, au théorique, à l'historique ; elles s'étaient abaissées de la guerre à la chicane. Il les promenait à l'étranger, tantôt en France et tantôt à Venise, cette auberge des rois sans couronne. Rome même l'avait grandement déçu. Le pape Léon XIII, en prescrivant le respect envers les pouvoirs établis, lui avait enlevé du même coup son auréole de légitimité et son auréole « d'apostolicité ». Il pouvait bien conserver le dévouement de ses curés basques et navarrais, de ses prêtres *cabecillas* à la Santa-Cruz, mais il ne pouvait plus se targuer d'avoir avec lui l'Église.

Débarrassés du fédéralisme et du cantonalisme, le Midi et l'Est, Cadix, Malaga, Carthagène, Valence avaient repris leur existence ordinaire ; la Catalogne s'était remise à l'ouvrage. L'armée, satisfaite de ses victoires en Biscaye et à Cuba, lasse de ses intrusions dans la politique, se reconstituait en silence : le ralliement au drapeau rapprochait les officiers que les discordes civiles avaient jetés dans des camps opposés. L'administration se réorganisait, non point

jusqu'à la perfection, qui n'avait jamais été atteinte en Espagne, mais où l'est-elle? et le progrès était évident. Les finances étaient normales, quoique le budget, en déficit tant le passé était lourd et l'avenir exigeant, ne se bouclât que par l'emprunt, mais du moins l'État avait une comptabilité régulière : les impôts rentraient ; c'étaient les percepteurs qui les percevaient, et ils les versaient au Trésor. Toutes les provinces les payaient, et nulle ne revendiquait plus, en vertu de ses *fueros*, le privilège d'en être exempté. Le commerce se ranimait ; les routes, au dedans et vers le dehors, étaient recouvertes ; seules les barrières douanières et le particularisme provincial gênaient ou ralentissaient la circulation des denrées et de la richesse ; les ersonnes allaient et venaient librement d'un bout à l'autre du royaume ; il n'y avait plus d'embuscades tendues dans les défilés ; on voyageait sans risques même en diligence, et si deux gendarmes, le fusil au bras, continuaient d'accompagner chaque train, c'était pour la couleur locale, et parce que le factionnaire éternellement maintenu devant le banc jadis peint en vert est de tous les pays. L'argent sortait, par filets ou par flots, des coffres et des bahuts, cherchait et trouvait des emplois, alimentait les mines de Bilbao et les fabriques de Barcelone, ou venait rouler et se perdre à Madrid, aux environs de la Fuente Castellana, accroissant la fortune ou défrayant le luxe.

L'économie nationale regagnait peu à peu son équilibre : c'était une question de savoir si elle avait besoin de plus ou moins de protection, quelle part on ferait au « protectionnisme », et comment on unifierait dans un intérêt supérieur les intérêts distincts du Nord-Ouest et du Nord-Est industriels et ceux du Midi, du Sud-Est, de l'Est agricoles, mais c'était un bon signe que cette question se posât, et qu'on s'occupât de la résoudre. De même pour la question ouvrière, que la Conférence de Berlin, en 1890, avait tirée au premier plan de « l'actualité » ; elle faisait l'objet de la plus sérieuse, attentive et pénétrante étude. Le socialisme était endigué, l'anarchisme paraissait bridé, tenu en main, emprisonné entre les murailles de Montjuich. La propriété et le travail étaient garantis ; le sentiment de la sécurité refleurissait ; l'Espagne jouissait de la paix sous toutes ses formes. Elle offrait le spectacle heureux d'une société rassise et reclassée, d'une nation ressaisie et resserrée, d'un

État reconstruit et renouvelé, d'un gouvernement qui faisait vraie figure et, à l'occasion, comme dans le conflit avec l'Allemagne, au sujet des Iles Carolines, grande figure de gouvernement ; d'un peuple ressuscité et que n'écrasait plus, que n'opprimait plus la hantise de l'impossibilité de vivre ; d'un pays recomposé, réunifié, rajeuni et renaissant.

Politiquement, c'était la même Espagne et ce n'était plus la même ; c'était la même monarchie et une autre monarchie ; modernisée et libérale, ou plutôt libéralisante, en ce sens qu'elle acceptait et accordait toutes les libertés qu'on s'est accoutumé à appeler nécessaires : liberté de la presse, de réunion, d'association, et ceci qui n'est pas seulement une liberté, jugement public, jury populaire, mariage civil ; n'était-elle pas allée jusqu'au suffrage universel? La transformation dans les mœurs, c'est-à-dire la transformation de l'Espagne, était déjà visible : entre autres signes, cette terre de l'intolérance était en train de devenir tolérante ; la transformation dans les lois, c'est-à-dire la transformation de la monarchie, était par elle-même décisive. Je l'ai fait observer alors : « ce phénomène ne s'est pas produit comme par enchantement ; de vénérables machines à gouverner les hommes ne se démontent pas, et des machines plus parfaites ne se remontent pas d'un seul coup. Ce n'est ni en un mois, ni en un an que réussissent à se rendre actuelles, répétons le mot propre, à *se moderniser*, des choses qui ont l'âge de l'Espagne et de la monarchie espagnole. Ce n'est pas sans regarder derrière soi, devant soi et autour de soi que les ministres de la Restauration sont entrés dans les voies nouvelles ; ils n'ont pas tout offert de leur plein gré et on a dû leur prendre ce qu'ils ne donnaient pas. Mais, à mesure qu'ils sont entrés, plus ou moins pressés et sollicités, dans ces voies nouvelles, à mesure qu'ils y ont fait avancer la Restauration, le sol s'est dérobé, en quelque sorte, sous les pieds des autres partis, et, jusqu'aux entrailles mêmes de ce sol remué, le fixant comme les pins ont fixé les landes, la monarchie, tronc séculaire où de jeunes greffes avaient repris, a poussé de multiples et vivaces racines (1). »

(1) *L'Espagne, Cuba et les États-Unis*, chap. v. « L'œuvre de M. Canovas », p. 224-225.

En effet, politiquement, — précisons : parlementairement, — l'affermissement de la monarchie restaurée et, s'il est permis de le dire, sa *modernisation*, son renouvellement devaient aboutir, comme ils l'ont fait, à un classement nouveau, dans le pays, des opinions et, dans le Parlement, des partis politiques. Avant tout, il importait de faire sortir les mécontents du *retraimiento*, et de les amener à une opposition « constitutionnelle » : l'ordre et la paix étaient à ce prix. Durant les premiers temps, les premières années, les résistances avaient été très vives : et de la monarchie elle-même contre une liberté dont les excès étaient trop près encore pour qu'elle ne menaçât point de dégénérer aisément en désordre, et de l'opposition républicaine contre le seul principe et le seul nom de la monarchie. Mais l'opposition républicaine n'était ni la seule, ni la plus dangereuse pour la solidité de la Restauration. Même quand Don Carlos eut repassé la frontière, il y eut l'opposition carliste, dont la force pouvait venir de ce qu'elle était une opposition à la surenchère. Le carlisme ne représentait pas seulement la ligne masculine (plus éloignée d'un degré, mais masculine) de la dynastie de Bourbon, tandis que l'alphonsisme n'en représentait que la ligne féminine : en outre, le carlisme contenait, par définition, un *maximum*, et l'alphonsisme, un *minimum* de monarchie. Toutefois, là était aussi la plus grande chance du régime nouveau. Il s'agissait de mesurer exactement la dose de monarchie que l'Espagne de 1874 pouvait supporter et de lui présenter toute faite l'espèce de monarchie qu'elle pouvait ou désirer ou accueillir. L'opération était délicate : il fallait sonder le terrain pli par pli, n'avancer, ne s'arrêter que très prudemment. Un pas à gauche, c'était trop peu de monarchie pour les carlistes ; un pas à droite, c'en était trop pour les républicains. Or la Restauration ne pouvait s'implanter qu'en détachant d'un de ces partis et de l'autre, et en rattachant à elle ce qui, de rapprochement en rapprochement, se laisserait, à la fin, assimiler. A ses débuts, elle n'était qu'une transaction, un compromis, une solution intermédiaire. Sur quelles bases se ferait l'arrangement, et avec qui, premièrement, tenterait-on de s'accommoder?

Logiquement, puisque c'étaient des royalistes, et qu'il n'y avait de dissentiment fondamental que sur la personne du roi (le plus ou le moins d'absolutisme ou de constitutionnalisme n'étant invoqué qu'en second lieu), on commença

par les carlistes, par les moins exaltés, les plus raisonnables d'entre eux. C'est sur ceux-ci qu'on s'efforça tout de suite d'exercer l'attraction, non sans succès, car on en vit paraître dans les Chambres, on n'en vit plus paraître sur les chemins, et si redoutable que fût leur éloquence, elle l'était infiniment moins que leur canon. On s'attaqua ensuite à ce parti moyen qui, d'avance, était destiné à former aussi bien une gauche dans la monarchie qu'une droite dans la République et à fournir des ministres à l'un et à l'autre régime. Entre la Restauration et lui, il ne semblait pas y avoir d'abîmes de doctrine infranchissables. Ceux-là étaient marqués au front du signe de ralliement. Il fallait simplement ménager les positions acquises et les transitions, apaiser les amours-propres, endormir les regrets, laisser s'user les scrupules et s'enhardir les timidités. Il y avait enfin les républicains qui croyaient ou qui avaient cru à la République et en elle. On ne les aurait pas par des caresses. Il en était, — les métaphysiciens, les Pi y Margall, les Salmerón, — qu'on n'aurait par rien. Mais il y en avait d'autres, les politiques, qu'on aurait par des actes, des lois et des mesures, qui leur sembleraient des concessions ou même des conquêtes. Ils avaient un programme et ils y tenaient ; pour les avoir, il suffirait de les en déposséder, en le vidant de son contenu positif. C'étaient, eux, des hommes à principes, qui suivraient leurs idées plutôt que leurs ambitions ou que leurs intérêts. Ainsi se rallièrent d'abord M. Sagasta et ses amis, pour former la gauche dynastique, au grand scandale d'Emilio Castelar, lequel les foudroya de ses invectives ; mais, quelques années plus tard, Castelar lui-même prononçait le discours du 7 février 1888, où il retournait et achevait sa prédiction : « ...Maintenant, je vous dis, à vous (aux conservateurs libéraux), si votre monarchie sait être démocratique, elle sera la formule de cette génération... » Et, en 1894, la vingtième année de la monarchie restaurée, il écrivait à ses amis une lettre, à la fois digne et pressante, dont ils entendirent si bien le sens que, peu de temps après, l'un d'eux, M. Abarzuza, recevait un portefeuille.

En cette vingtième année de son âge, la Restauration était faite, forte et majeure. Une monarchie tout ensemble antique et moderne, antique par ses racines, moderne par ses frondaisons ; antique en ses fondations, moderne en ses développements ; héréditaire et représentative, conformé-

ment à ses promesses. Constitutionnelle, parlementaire ; nous avons — pourquoi ne pas l'avouer? — dans notre arrière-pensée : peut-être un peu trop parlementaire. Ces deux grands partis, ces deux partis rivaux, chacun avec son *leadership*, son équipe, ses projets, sa clientèle, se succédant au pouvoir, selon le système de l'alternance ou de la *rotative*, imprimant à la politique chacun sa direction, donnant au balancier chacun sa chiquenaude, puis passant la main, et laissant l'autre manier la mécanique et en régler le mouvement ou l'immobiliser à son tour ; ce gouvernement, par petites secousses et petits arrêts, tout ce parlementarisme à l'anglaise, n'était-ce pas beaucoup d'Angleterre en Espagne? On ne contestera pas qu'il y eût, en cette imitation, une bonne part d'artifice et même de paradoxe. Mais le plus paradoxal, et le comble de l'artifice, le chef-d'œuvre de l'art, est que, pendant vingt ans, malgré les mœurs électorales, les mœurs publiques pis que médiocres de l'Espagne, l'imitation ait réussi. Et réfléchissons : à ce pays travaillé par trois quarts de siècle de révolutions, il fallait une médecine constitutionnelle ; à ce pays qui ne croyait plus qu'aux armes il fallait réapprendre les lois, les formes et les formalités ; il fallait le faire jouer à un autre jeu.

Au total, en vingt ou en vingt-cinq ans, le régime avait si bien pris qu'il avait pu, sans parler du reste, traverser deux crises redoutables ; la mort prématurée du roi D. Alphonse XII, avec tout l'inconnu qu'elle contenait, la mort, plus redoutable encore, de l'auteur lui-même de la Restauration. — L'histoire d'Espagne continuait. Mais cela ne s'était pas fait tout seul. Telle avait été l'œuvre de Cánovas del Castillo ; telle avait été, par Cánovas, l'œuvre de la monarchie relevée et rebâtie. Le nécessaire avait été rendu possible et le possible avait été réalisé. Grâce à quelles circonstances? Par quels moyens? A quelles conditions? Une analyse rigoureuse va nous en instruire. C'en est fini des tableaux. Allons à l'école.

CHARLES BENOIST.

(A suivre.)

Le Corrège[1]

Que dire... du petit tableau de la Madeleine lisant au pied d'une montagne couverte d'une ombre profonde?

La chaleur est dans toute sa force. La sainte s'est placée à l'ombre de frais châtaigniers, elle a placé le livre dans lequel elle lit par terre et séduite par la fraîcheur du gazon elle s'est couchée. Le livre est contre terre. La tête est appuyée sur son bras droit, le gauche placé entre le gazon et le livre l'élève un peu vers le haut des pages, afin de lire plus facilement. Madeleine, sûre de la solitude profonde de la forêt où elle s'est retirée, a dégagé ses bras et ses épaules de la draperie qui la couvre. Le bras gauche, une partie de la poitrine et le livre seuls sont éclairés. La lumière glisse sur le haut de la tête et la figure n'est éclairée que par le reflet du livre.

Que dire de cette figure? C'est la beauté la plus céleste méditant sur de grands intérêts. C'est la beauté sérieuse, et cependant ce n'est point une copie de la tête de la *Vénus de Médicis* ou de la *Niobé*. J'avouerai que pour moi c'est beaucoup mieux. Mais ceci est une opinion peut-être très particulière. J'achèverai de me perdre auprès du plus grand nombre des gens qui aiment les arts, en disant que l'antiquité me paraît ne nous avoir rien laissé d'aussi

(1) Voir *la Revue universelle* du 15 juin.

gracieux que cette figure. J'y vois les charmes de l'*Hermaphrodite* et du *petit Apollon* rendus plus touchant encore par mille circonstances particulières.

Sous le rapport de l'exécution, ce tableau est parfait. Il est fort petit, il n'a qu'un pied de haut sur seize pouces de long. Le roi de Saxe le paya cent quarante et un mille quatre cent quatre-vingts francs au duc de Modène.

Le dernier tableau qu'acheta Auguste III est le plus célèbre de tous : il est connu sous le nom de la *Nuit* du Corrège. Il représente la naissance du Christ. Le Corrège fit ce tableau pour Albert Pratonieri, ainsi qu'on le voit par un acte qu'il signa en 1522, l'année qu'il termina la coupole de Saint-Jean à Parme, mais ce tableau ne fut fini qu'en 1527.

Peut-être ce retard lui servit-il à observer de plus près les effets du clair-obscur et à chercher les moyens de le faire contribuer davantage à la beauté de la scène qu'il voulait représenter. Il avait le dessein de faire naître la lumière du corps de l'enfant, chose que jusqu'alors le seul Raphaël avait imaginé.

L'effet du tableau de la *Nuit* est si délicat et tient tellement à la couleur que pour peu que le temps eût fait souffrir ce tableau, il serait entièrement perdu. Heureusement, il est très bien conservé. Ce sont de ces ouvrages qui, au premier aspect, remuent le cœur de l'ignorant comme celui de l'homme éclairé, mais non pas avec le même degré de plaisir. La nature est imitée avec un tel artifice que rien ne donne l'idée de la sécheresse, ni même de la difficulté ; tout semble fait avec la plus grande facilité. La scène est au milieu des champs, la nuit va finir, on aperçoit à l'horizon l'aurore qui commence à naître, dans le lointain on voit des bergers qu'on distingue à peine. Plus près, saint Joseph qui conduit l'âne. La figure de cet animal est disposée de manière à ce que l'œil juge sur-le-champ, et sans effort, combien les bergers sont éloignés.

En revenant de la surprise que cause ce tableau, on croit d'abord qu'il était impossible de donner à la mère du Christ une position plus avantageuse. Elle a la tête inclinée vers son fils et on n'aperçoit que le front ; mais en y réfléchissant on voit qu'il n'était pas possible de prendre un autre parti sans tomber dans un effet de lumière peu agréable. La clarté vient du corps de l'enfant et elle est

très vive. Si le peintre n'eût pas caché la figure de Marie, une lumière vive venant d'en bas eût jeté des ombres très fortes, elle eût produit un effet bizarre et, par cela seul, rompu le charme du tableau.

L'enfant aussi est placé avec beaucoup de talent. On le voit dans un raccourci tel qu'à peine on distingue son visage. L'on aperçoit très bien, au contraire, ses mains et ses pieds. Le Corrège n'a pas voulu présenter la figure d'un enfant nouveau-né, chose qui nous est peu agréable, parce que nous ne sommes pas accoutumés à la voir. On voit qu'il aimait mieux cacher les choses qui ne sont pas belles dans la nature que d'altérer la vérité en leur donnant une beauté qu'elles n'ont pas : exemple rarement suivi par les peintres qui ont cherché la beauté idéale. C'est peut-être par la même raison qu'il cacha la figure d'un vieux berger qui est sur le premier plan, par celle d'un autre berger plus jeune et plus beau, lequel, avec un mouvement plein de joie, paraît s'entretenir avec le vieillard de ce qui est arrivé.

Une jeune fille qui a deux tourterelles dans un panier semble ne pouvoir se rassasier de regarder l'enfant divin ; elle se couvre le visage avec la main pour ne pas être éblouie par la splendeur qui jaillit de son corps.

Dans le haut de ce tableau est une gloire avec des anges éclairés également par Jésus. Le Corrège a placé la seconde lumière dans ce groupe dont les ombres étant plus éloignées de la lumière sont plus suaves.

On trouve à Dresde un petit tableau qui a une palme de hauteur et qui représente le mariage de sainte Catherine. C'est un bel ouvrage du second style du Corrège. On le trouve répété à Naples, et il n'y a pas de doute que l'un et l'autre ne soient du Corrège. Ces doutes sont levés d'une manière à l'usage de peu d'artistes. Ces tableaux ont été souvent copiés par de grands peintres et entre autres par Annibal Carrache, et pas une de ces copies n'approche des originaux.

Le roi d'Espagne possède deux petits tableaux du Corrège. Le meilleur représente Jésus priant dans le Jardin des Oliviers. Un ange lui apparaît, lui montre d'une main la croix et la couronne d'épines qui sont à terre et dans l'ombre. De l'autre main, qui paraît sous un raccourci plein de grâce, l'ange montre le ciel. Il semble dire au Sauveur que la volonté

de son père est qu'il accepte les souffrances qui vont l'accabler, et Jésus indique, par le mouvement de ses bras, qu'il s'y soumet. Ce tableau est fort bien fait, mais on y remarque surtout des effets étonnants de clair-obscur. Le Christ reçoit la lumière du ciel et l'ange la reçoit du Christ. Dans le lointain on distingue trois disciples dans les attitudes les plus heureuses. Plus loin est la troupe des ministres de la capture. On dit que le Corrège donna ce tableau à son apothicaire en paiement de vingt et un francs qu'il lui devait. Je cite ce fait parce que je crois y voir une nouvelle preuve de la pauvreté du Corrège. L'apothicaire revendit le tableau deux mille huit cents francs et enfin un gouverneur de Milan le paya quinze mille francs pour le compte de Philippe IV, roi d'Espagne.

L'autre tableau qui est à l'Escurial représente Marie qui habille son fils. Le style de cet ouvrage est moins grand, mais la couleur y est bien empâtée et l'on y trouve toute la tendresse du Corrège. Le sourire de la Vierge, le petit air mutin de l'enfant qui ne fait point perdre de vue que cet enfant extraordinaire est un Dieu soumis aux faiblesses de l'homme, tout cela ne pouvait être rendu que par le Corrège. Quelques personnes trouveront qu'en effet, cela n'est pas rendu et ne verront dans ce tableau que deux figures agréables comme tant d'autres. Nous ferons observer à ces personnes un genre de mérite qui peut se prouver. C'est la fidélité avec laquelle le Corrège a observé les lois de la perspective aérienne. On aperçoit ici saint Joseph occupé dans le lointain à polir une pièce de bois ; les ombres de cette figure sont plus légères, la lumière est diminuée, les contours sont plus légers, tout semble se confondre.

La première difficulté de l'art, qui est l'imitation de la simple vérité, ayant été vaincue par quelques hommes habiles comme Masaccio, Jean Bellin et André Mantègne, qui trouvèrent même le moyen d'exprimer les différents plans et les raccourcis, les peintres qui vinrent après eux, comme Léonard de Vinci, Pierre Pérugin, Ghirlandajo et le Frate, rencontrèrent moins d'obstacles ; les deux premiers pour ajouter à l'art une certaine grâce, le troisième un peu plus d'intelligence dans la composition, et le dernier une majesté et un artifice dans le clair-obscur et dans les draperies inconnus jusqu'alors. Mais ces peintres, après avoir

porté l'invention dans des parties aussi difficiles, ne purent y joindre cette facilité d'exécution qui distingua depuis, quoique à des degrés différents, Michel-Ange, le Titien, Giorgion et le divin Raphaël. Ce dernier réunit en lui seul toutes les qualités dont chacune, séparément, avait fait la gloire d'un des grands peintres de l'âge précédent et il porta la peinture au plus haut degré de perfection.

Cet art dut des progrès si brillants et si rapides aux formes terribles de Michel-Ange, à la vérité de la couleur du Titien, à l'expression parfaite et à la grâce naturelle de Raphaël. Cependant on pouvait peut-être désirer encore quelque chose de plus doux et de plus attrayant.

Le Corrège parut et sut réunir à des formes plus grandioses peut-être que celles de Raphaël quelque chose de suave et de tendre que la peinture n'avait point exprimé avant lui. Il éloigna de l'âme tout ce qui pouvait la blesser, même le plus indirectement. Attentif à séduire de toutes les manières, il voulut que ses tableaux présentassent à l'œil une réunion agréable de couleurs, qu'ils fussent quelque chose de joli en eux-mêmes, et qu'ils fussent agréables même avant d'avoir parlé à l'âme.

Le Corrège fut le premier qui peignit avec l'objet de présenter aux yeux une réunion de couleurs agréables, une opposition de lumières et d'ombres qui leur offrît un doux repos, et par ce plaisir physique pénétrât jusqu'au cœur.

Il chercha à produire sur celui-ci un effet analogue, en éloignant soigneusement tout ce qui pouvait lui présenter l'idée de la douleur et même celle de la moindre âpreté. Chose si éloignée de la beauté antique, qui sort si rarement du genre austère. Le Corrège nous transporte au milieu d'une société de gens très polis, et cependant extrêmement sensibles, qui ont soin de ne laisser voir jamais que le côté agréable des choses. Que n'eût pas fait ce peintre aimable, si la mode du siècle eût été de prendre des sujets de tableaux dans les fictions si touchantes et si belles du Tasse et de l'Arioste, au lieu de les chercher dans les livres sacrés d'une religion constamment noire. Michel-Ange seul avait été fait pour elle. Aussi le Corrège, entraîné par son génie, sortit-il de son véritable caractère. Il a donné à ses saints l'expression du bonheur et de la grâce, au lieu de leur donner l'air mortifié et ces figures pâles, blêmes, profondément empreintes de la crainte de l'enfer, que nous voyons aux

gens vraiment pieux. Certainement rien ne rappelle moins l'idée triste de tels personnages que le saint Géminien du tableau de ce nom, que les saints Sébastien du *Mariage de sainte Catherine*, de Paris, et du *Saint Géminien*, de Dresde. Pour trouver de vraies figures de saints, il faut avoir recours au Guerchin, aux Carraches. Là tout est d'accord avec la religion chrétienne. Je me contenterai de citer le *Saint François d'Assise* du Guerchin, nº 977. Toutes les figures que le Corrège a peintes ont un air de tendresse et de bonheur. On retrouve ce caractère jusque dans les physionomies les plus graves, par exemple dans le beau saint Géminien du tableau de *Saint Sébastien* de Dresde. Si l'on dépouille saint Géminien de ses ornements pontificaux, on trouve la tête d'un philosophe aimable et tendre, par exemple de ce qu'aurait été le Corrège, s'il fût parvenu à un âge avancé.

Ainsi, outre le talent de rendre son âme visible dans ses compositions, le Corrège eut un très grand talent d'exécution, dans l'art de préparer et d'appliquer les couleurs. On n'ose pas entrer dans la description de ce genre d'habileté, qui exigerait un très grand nombre de mots techniques.

Ce grand artiste voulait toucher les cœurs et s'en emparer d'abord. Il a connu les secrets de la séduction, surtout cette variété continue si opposée aux maximes qu'on suit aujourd'hui dans les arts. On n'ose pas être soi, parce qu'on n'a pas fait d'observations personnelles.

Toutes les fois qu'il l'a pu, il a donné un peu de raccourci aux membres de ses figures, rarement il les a faites parallèles à la superficie des tableaux. Cette âme sensible était choquée par des défauts de grâce invisibles, je ne dirai pas au commun des hommes, mais même à plusieurs de ceux que le hasard a introduits dans le temple des arts. Quelques personnes trouvent donc un peu d'affectation dans la position de ses mains. J'avouerai que, voulant leur donner de la grâce, il a évité ces positions froides qu'elles présentent souvent dans la nature, quand elles ne sont pas occupées.

On reproche au Corrège un dessin peu exact. Il est sûr qu'il n'a pas choisi les formes toujours simples des Anciens, ni les muscles ressentis de Michel-Ange, qu'il n'a pas montré sans cesse, il est vrai, sa science de l'anatomie, comme l'école de Florence. Dans le Tasse, la douce Herminie n'a pas les formes de la belle et sévère Sophranie.

Voilà à quoi se réduit ce reproche. Quant aux choses

incorrectes, c'est-à-dire qui sont impossibles dans la nature, on n'en trouve pas dans ses tableaux, et c'est sur ses ouvrages qu'Annibal et Louis Carrache ont formé leur goût du dessin.

Il paraît que le Corrège avait observé que ce qui donnait de la sécheresse aux tableaux de ses maîtres, c'était la grande quantité de lignes droites et de formes anguleuses qu'ils présentaient. Il vit, au contraire, que les muscles étant des corps arrondis groupés sur des os dont aucun n'a une forme exactement droite, la ligne des contours était constamment ondoyante. Il vit que dans les corps doués d'une grande force, le *Gladiateur combattant*, par exemple, on trouvait les formes convexes en beaucoup plus grand nombre et beaucoup plus grandes que les concaves, tandis qu'au contraire les corps des jeunes filles et des jeunes garçons présentent des formes plus souvent concaves.

Après Raphaël, personne n'a entendu mieux que le Corrège la perspective, si nécessaire au dessin du nu, et Michel-Ange seul a montré plus de profondeur que le Corrège dans la science des formes et la construction de la figure humaine. On trouve, dans une lettre de Michel-Ange à Varchi, qu'il modelait d'abord, en terre ou en cire, les figures qu'il se proposait de peindre. Il paraît que des études analogues ont conduit le Corrège au même genre de perfection.

On remarque dans ce peintre des oppositions d'ombres et de lumières, des oppositions de couleurs et jamais rien qui puisse seulement rappeler l'idée de la dureté. Il traitait un tableau entier comme une seule figure. En analysant ses ouvrages, on trouve avec facilité la première lumière, la seconde lumière et ainsi des autres ; il en est de même des ombres.

Aucun peintre n'a connu comme lui les changements qu'apporte aux contours, aux couleurs, aux ombres et aux clairs d'une figure la plus ou moins grande quantité d'air qui se trouve entre cette figure et nous. Il triomphe dans cette partie et j'en citerai encore pour exemple le tableau de saint Sébastien de Dresde.

Le brillant des couleurs du Corrège est passé en proverbe (1). Il paraît que le Corrège a eu un vernis particulier

(1) Lucentezza.

et dont la recette est inconnue. Quelques personnes croient qu'il exposait ses tableaux à la chaleur du soleil pour que ses couleurs se mélangeassent mieux ensemble. Il doit, sans doute, une grande partie de cet avantage à son talent mécanique pour mélanger et placer ses couleurs. Talent dont l'absence se fait si vivement sentir, par exemple, dans les compositions presque toujours si admirables du Poussin et qui fait que les gravures, d'après ce peintre, sont souvent plus agréables que ses tableaux. Sans doute le Corrège n'a point égalé le coloris du Titien, mais sa parfaite connaissance du clair-obscur l'a conduit à pouvoir exprimer les formes les plus délicates, et pour ainsi dire, les plus insensibles, chose à laquelle n'est pas arrivé le Titien. On trouve du charme à des figures peintes à fresque par le Corrège, avec des teintes pâles presque sans force.

On croit apercevoir les objets qu'il a peints dans un miroir, et quand le soir les autres peintures, par la faiblesse de la lumière, perdent de leur effet, les siennes semblent en acquérir un nouveau et vaincre l'obscurité qui les entoure. Jules Romain disait que le coloris du Corrège était le plus beau qu'il eût vu. Ce peintre cherchant à présenter un tout qui fût d'abord agréable à la vue, devait attacher aux draperies beaucoup plus d'importance que ses prédécesseurs. Il en tire en effet le plus grand parti pour le clair-obscur, pour celui de la couleur et pour l'harmonie générale de la composition. Dans cette partie si essentielle, il recula les limites de l'art. Tous les peintres venus après lui l'ont imité dans cette partie qui valut dans la suite de grands succès à Lanfranc. Mais quelque grand que soit le Corrège, je suis loin de croire que Raphaël doive lui céder. Quoique les peintures d'Allegri soient plus égales dans l'exécution et plus exquises, il n'a pas possédé au même point que Raphaël l'expression des mouvements de l'âme, dernier objet de la peinture, à l'égard duquel tous les autres ne sont, pour ainsi dire, que des moyens. Du moins, il n'a surpassé Raphaël que dans les expressions de deux mouvements de l'âme : l'attendrissement de la *Madonna alla scodella*, de la *Madeleine devant saint Jérôme*, et la volupté des âmes si profondément sensibles.

Le peintre d'Urbin n'a rien fait dans ce genre, tout comme le Corrège n'a pas laissé de têtes d'apôtres comparables à celles du tableau de la *Transfiguration*, ni des figures de

femmes qui aient l'expression sublime de la *Madonna alla sediola.*

Le vulgaire demande souvent aux artistes des qualités qui s'excluent. Ils reprochent à Cimarosa de ne pas exprimer une mélancolie profonde et touchante, et ils demandent à Mozart les accents pleins de vivacité d'un amour profond et heureux.

Il est sûr que le saint Géminien ou le saint Jérôme du Corrège n'ont pas cette expression forte et sublime que l'on trouve dans un si grand nombre de têtes d'apôtres de Raphaël. Mais cette expression demande celle de la force et de la sévérité, et que devenait le tableau du *saint Jérôme*, si ce docteur eût eu l'expression sévère d'un véritable saint? Jamais, en présence d'un tel homme, la Madeleine n'aurait osé se livrer aussi entièrement aux mouvements de son cœur et embrasser son Dieu comme elle l'embrasse. Le Corrège sentait apparemment qu'en présence d'un tel homme, il n'aurait jamais osé s'attendrir. Aussi, il a donné à saint Jérôme cette maigreur heureuse qui annonce l'être qui a beaucoup senti. Il se serait bien gardé de lui donner les formes puissantes de l'apôtre qui, dans la *Transfiguration*, est sur le premier plan, à gauche, et tient un livre. Il jugeait que le sentiment du sublime est toujours précédé par un peu de terreur, et cette âme tendre voulait attacher ses spectateurs, leur faire répandre de douces larmes, et non donner à leurs cœurs des secousses violentes. Pour laisser à ces idées leur justesse, il faut se rappeler que la peinture n'a pas d'autre moyen que l'apparence des corps et leur physionomie pour exprimer les passions. Ainsi pour elle ce qui se trouve être vrai le plus souvent, est vrai sans exception.

Si, par exemple, l'on pouvait arrêter un instant et connaître tous les hommes qui passent à la fois sur une place publique, on verrait qu'en général, ceux chez lesquels des membres pleins de force et des couleurs vives annoncent une santé toujours florissante et une grande vigueur ont moins pensé et moins senti que d'autres. On citera facilement une personne qui réunit à ces qualités beaucoup d'esprit et une âme très sensible. Mais cet homme-là n'existe pas pour le peintre, il est hors de la puissance de son art. La sensibilité d'un tel homme ne peut être rendue par la peinture, et le Corrège ne donnera jamais des formes athlé-

tiques aux personnages par lesquels il voudra offrir l'idée d'une sensibilité délicate et profonde. Lorsqu'un poète a dit ..... peut-on se figurer dans cette femme les traits d'une santé inébranlable?

Ce qui me ferait penser que le Corrège a eu quelques-unes de ces idées c'est la figure qu'il a donnée au fils de la *Madonna alla scodella*, et aux anges qui, dans le haut du tableau, courbent les branches du palmier pour que saint Joseph puisse atteindre aux fruits.

Le Corrège n'a pas agi de tant de manières différentes sur les cœurs des hommes. Il y a loin de certaines têtes d'apôtres de Raphaël à celle de la *Madonna alla seggiola;* mais, dans l'expression de la grâce et de la tendresse, le Corrège est allé aussi loin que Raphaël, et le peintre d'Urbin n'a rien fait de comparable à la Madeleine du tableau de *Saint Jérôme*, à la Léda, etc. ; dans d'autres parties qui sont son triomphe, et dans l'art de disposer les couleurs, le Corrège a su plaire davantage aux yeux.

En voyant un tableau de Raphaël, l'âme sent plus que les yeux ne voient ; dans le Corrège, les yeux sont plus enchantés que l'âme n'est touchée, mais le goût du siècle de ce grand artiste pour des tableaux, dans lesquels les grâces étaient un contresens, lui a singulièrement nui, tandis que le talent sublime de Raphaël pour les têtes d'apôtres s'est trouvé très bien placé.

J'ai souvent rencontré à Coreggio, et dans les plaines fertiles qui environnent Modène, des têtes qui me semblaient être celles du Corrège. Celles qui m'ont le plus frappé ressemblaient au saint Sébastien du *Mariage de sainte Catherine*, à la figure de sainte Catherine elle-même, dans ce tableau, surtout à la figure de Jésus dans la *Madonna alla scodella*, à celle de l'ange dans le tableau de *saint Jérôme*. Cet air de bonheur et ce doux sourire se retrouvent fréquemment dans ce beau pays, où, comme il y a mille huit cents ans, les vignes unissent, par leurs rameaux courbés sous le poids de leurs fruits rougissants, des ormes élevés. C'est comme j'ai rencontré, à Florence et dans ses environs, des têtes de madones de Raphaël, et ses têtes d'apôtres dans la rue qui mène à Saint-Pierre, à Rome, et dans les villes qui sont tout près.

On trouve en Italie beaucoup de copies des tableaux du

Corrège, particulièrement des plus petits. On estime surtout celles qui ont été faites par Schidone, Lelio de Novellara, Girolamo Carpi et les Carraches qui, s'étant longtemps exercés à imiter ce grand homme, se rapprochèrent beaucoup des originaux, toujours plus cependant dans le dessin que dans la science de la lumière, de l'ombre et du coloris.

Jusqu'à l'époque du Corrège, la peinture est allée en croissant ; il la porta au plus haut degré qu'elle ait encore atteint en 1530, en peignant la coupole de Parme. Depuis cette époque heureuse elle est toujours allée en déclinant. Les Carraches et leurs élèves la ramenèrent un instant à un point bien voisin de la perfection, mais après eux, elle tomba dans une obscurité profonde, les ténèbres se sont épaissies pendant deux siècles, malgré les efforts de quelques artistes que nous ferons connaître. Enfin, à la voix d'un grand homme elles semblent se dissiper en France. La postérité saura si ce n'est qu'une lueur passagère, ou si c'est l'aurore d'un beau jour.

On sait que Massari, entendant parler de la gloire que Raphaël acquérait, se proposa d'aller étudier près de lui et quitta Modène pour aller à Rome. Quand Massari prit cette résolution le Corrège étudiait encore à Modène et devait entendre les mêmes louanges de Raphaël et de Michel-Ange. On ne peut pas dire qu'il fut moins studieux et moins amant de l'art et de la gloire que Massari. Je serais donc tenté de croire que le Corrège alla à Rome, qu'il y vit et étudia les œuvres de Raphaël et beaucoup plus celles de Michel-Ange, mais qu'étant d'un caractère doux et modeste, uniquement occupé de l'étude de son art, il ne chercha point à faire connaissance avec les peintres de Rome et par conséquent ne fut pas connu du public de cette ville.

On voit en France quelques tableaux du plus beau style du Corrège, et, parmi les autres, les deux tableaux que le duc d'Orléans régent acheta du duc Bracciolo ; l'un représente Léda et l'autre Danaé. Charles-Quint envoya ces tableaux à Prague et les fit placer dans le Palais royal, où ils restèrent jusqu'à ce que Gustave-Adolphe, roi de Suède, ayant pris et saccagé la ville de Prague dans le courant de la guerre de Trente Ans, il les envoya à Stockholm. Après la mort de ce grand homme, ces tableaux restèrent méconnus pendant la minorité de Christine, jusqu'à ce

qu'un ambassadeur qui en savait l'histoire en fît faire la recherche et on les trouvât servant de volets pour fermer la fenêtre d'une écurie. On les raccommoda du mieux que l'on put et la reine Christine les apporta à Rome avec elle, après avoir eu soin d'obtenir du pape l'autorisation nécessaire pour les faire sortir de l'état ecclésiastique quand on le voudrait. Après la mort de cette reine, ils passèrent dans les mains de don Livio Odescalchi. A sa mort son cabinet fut vendu, les statues furent achetées par Philippe V, roi d'Espagne, et le duc d'Orléans, régent, acheta les tableaux. Ceux-ci se trouvèrent ainsi, à la mort du régent, au pouvoir de son fils qui finit ses jours à Sainte-Geneviève, dans une espèce de folie religieuse. Ce prince fit mettre en pièces devant lui, de peur d'être trompé, la *Léda* et la *Danaé* du Corrège. Il fit brûler la tête du tableau d'*Io*, autre ouvrage du Corrège qui paraissait avoir trop d'expression. Les morceaux déchirés du restant de ce tableau furent recueillis par Charles Coypel, premier peintre du roi de France. Après sa mort, un peintre rejoignit les pièces du tableau, fit une nouvelle tête à la figure d'Io, et, dans cet état, le vendit à un financier duquel le roi de Prusse l'acheta à un très haut prix.

La *Léda* se trouve au musée Napoléon, mais si la *Danaé* existe encore, elle est tellement cachée, qu'on ne connaît personne qui puisse dire l'avoir vue.

La figure principale du tableau de *Léda* représente une femme avec un cygne, lequel paraît vouloir approcher son bec de ses lèvres. Elle est assise à côté d'une source limpide, dans laquelle elle tient un pied. Tout près de Léda, on voit une de ses compagnes qui, en souriant, cherche à se défendre des entreprises d'un autre cygne qui la poursuit en nageant dans l'eau, où elle est jusqu'aux genoux. Plus en arrière, on voit une autre des compagnes de Léda, mais un peu plus âgée qui, au moment où une de ces femmes lui présente une chemise, regarde avec une attention voluptueuse un autre cygne qui s'envole et qui paraît l'avoir quittée à l'instant. Ce spectacle est considéré avec attention par une autre des femmes de Léda ou de ses compagnes, mais ni les unes, ni les autres ne font attention à Léda. La partie du tableau dans laquelle elle se trouve est plus tranquille ; un Amour, sous la figure d'un jeune homme de quinze à seize ans, touche une lyre faite à l'antique, deux très petits

Amours l'accompagnent avec des coquilles, dont ils se servent comme de cors. Tout cela est représenté avec la grâce de laquelle le seul Corrège était capable. La scène se passe dans une forêt d'arbres d'espèces variées, le devant du tableau est occupé par un petit lac d'eau limpide.

Dans l'autre tableau on voit Danaé, plâcée avec grâce sur un lit. Un grand Amour soutient avec une main le coin de la draperie qui découvre le sein où elle reçoit la pluie d'or dans laquelle Jupiter se transforme, et avec l'autre main lui montre la beauté de ces gouttes qu'elle considère avec plaisir. Aux pieds du lit sont deux Amours jouant ensemble sur une pierre ponce, l'un avec une de ces gouttes d'or et l'autre avec la pointe d'une de ses flèches. Ce tableau est plein de grâce. Le grand Amour a la physionomie la plus heureuse et toute la figure est dessinée avec une grâce qui n'a jamais été surpassée par aucun moderne. Le clair-obscur surprend, et quoique le corps soit généralement peu éclairé, toutes les parties s'en voient si distinctement, qu'on ne réfléchit pas qu'il est dans l'ombre et même dans une ombre forte ; mais cela même donne plus de relief aux cuisses qui reçoivent la lumière ; la cuisse gauche, en particulier, est la plus éclairée et fait paraître la figure comme détachée du tableau. La tête de Danaé est faite à l'imitation de celle de la Vénus de Médicis et les cheveux arrangés de la même manière. Le peintre y a seulement ajouté l'expression nécessaire à son sujet et un caractère un peu plus jeune.

Le tableau d'*Io* est d'une égale beauté. On ne voit que le dos de la figure, seule manière décente de représenter ce sujet et d'ailleurs la seule possible, puisque Jupiter est transformé en nuée. On ne dit rien de l'expression dont le seul défaut, si elle en a, est d'être trop parfaite. On ne voit de cette figure que la tête et les épaules, une main et les pieds, et malgré cela il est impossible de mieux exprimer son bonheur ; la scène se passe dans une forêt, accessoire bien choisi et où la belle imagination du peintre, dans l'action de boire, montre toute l'anxiété de satisfaire à un besoin impérieux et toute l'ardeur de l'amour.

Il existe une réplique de ce tableau dans la galerie de Vienne et elle est accompagnée d'un tableau de même grandeur dans lequel le Corrège a représenté l'*Enlèvement de Ganymède*, tableau dans lequel on voit un beau paysage, dont les détails sont présentés comme s'ils étaient vus du

haut d'un mont. On y voit le chien de Ganymède qui, dans le vif désir de vouloir suivre son maître, paraît s'étendre dans l'air.

On voit au musée Napoléon le *Mariage de sainte Catherine*, de proportion un peu plus que demi-nature. Saint Sébastien est présent à la cérémonie et dans le lointain on aperçoit le martyre de sainte Catherine et de saint Sébastien. Ce tableau, ainsi que les deux suivants, fut envoyé en présent au cardinal Mazarin par son collègue Barberini ; ils sont peints en détrempe et sur toile. Les deux derniers sont des allégories. Dans le premier on voit la Vertu assise et armée et à côté d'elle une figure (qui doit représenter les quatre vertus cardinales avec leurs symboles. C'est-à-dire un frein, une épée, une peau de lion et un petit serpent enlacé dans les cheveux). Du côté opposé est une seconde figure qui, avec un compas dans une main, mesure le globe et de l'autre montre le ciel. Cette figure paraît indiquer la connaissance des choses célestes et terrestres. Le haut du tableau est occupé par des figures de jeunes femmes, l'une desquelles paraît être la Victoire qui couronne la Vertu, et l'autre la Renommée qui la fait connaître.

On trouve une réplique de ce tableau non achevée dans la galerie du prince Doria à Rome ; le pendant de ce tableau représente l'homme vicieux tourmenté par ses passions, caressé par le plaisir, enchaîné par l'habitude et tourmenté par le remords.

Aujourd'hui qu'on a réservé le nom de poésie à la représentation agréable des mouvements du cœur humain, ou au talent de l'émouvoir, on ne tient plus compte aux peintres du plus ou moins d'esprit qu'ils ont mis dans leurs allégories. Mais celles du Corrège sont composées de figures qui présentent des grâces si naturelles qu'on s'intéresse sur-le-champ à elles et que la froideur qui tue l'allégorie ne saurait atteindre les siennes.

III

Le Corrège commença, comme tous les autres peintres de son temps, avec un goût petit et servilement attaché, mais il s'en délivra plus vite que les autres. On a prétendu qu'il ne connut pas l'antique. Il est peu probable qu'il soit allé

à Rome ; cependant quelques-unes de ses figures offrent de la ressemblance avec la Vénus de Médicis.

D'ailleurs André Mantègne, son maître, était si grand admirateur de l'antique que ses rivaux disaient qu'il faisait mal de ne pas peindre ses tableaux d'une seule couleur grise, au lieu de la couleur de chair, parce qu'ainsi ils paraîtraient des bas-reliefs antiques ; critique fausse d'une manière à laquelle ses auteurs ne pouvaient atteindre. Mantègne n'avait ni la grâce, ni la beauté, ni le goût des anciens, mais le seul désir d'être imité. Il est probable que le Corrège fut élève de Mantègne parce que ses premières peintures rappellent le goût de ce maître et sont seulement un peu plus suaves.

Le Corrège prenait exactement ses figures dans la nature, comme tous les meilleurs peintres de la fin du quinzième siècle ; mais il ouvrit bientôt les yeux ; il vit que cette imitation exacte ne donnait presque d'autre plaisir que celui de la difficulté vaincue ; que pour intéresser et mettre en jeu toute la sympathie du cœur humain, il ne fallait pas reproduire tous les effets de dessin et de clair-obscur que présentait la nature, mais ne prendre que les parties correspondantes à l'impression qu'on voulait produire.

Il vit qu'il ne fallait pas imiter servilement la nature, mais son effet.

La peinture est séparée de la nature par deux obstacles : le premier lui est commun avec tous les arts, le second lui est particulier.

La qualité d'exister réellement et de n'admettre aucun doute, quant à la réalité, rend touchantes, dans la nature, des choses qui, imitées par l'art, n'auraient pas d'effet, — dont la qualité touchante n'est pas assez forte pour supporter le déchet causé par le manque de moyens de l'art qui produit rarement une illusion complète et qui ne la produit jamais que pendant quelques instants.

Un homme, dans la rue, rencontre son ami qu'il a quitté il y a six mois et qu'il croyait à cent lieues ; le serrement de main de ces deux hommes peut être touchant pour le spectateur qui passe, mais la force sympathique qu'il renferme n'est pas assez considérable pour supporter l'imitation de l'art.

Le second obstacle qui sépare la peinture de la réalité vient de ce qu'elle n'a pas à sa disposition une lumière et une ombre véritable.

Aucune couleur, quelque brillante qu'on la suppose, ne peut rendre la lumière d'un corps éclairé par le soleil. Le peintre n'a qu'un moyen, c'est de se rappeler qu'on juge de tout par comparaison et de faire dans son tableau les ombres plus fortes que dans la nature, afin qu'elles le soient présisément dans la même proportion que les lumières sont plus faibles. On voit que ce second obstacle est particulier à la peinture. Si, dans la nature, on aperçoit quelques petites taches ou quelques plis dans l'ombre, on l'aperçoit bien plus clairement que dans le tableau le plus exact d'un peintre flamand ; les différents degrés de clair et d'obscur sont infinis dans la nature, mais l'art n'en peut rendre que quelques-uns.

Quand Molière présente dans Don Juan un pauvre qui demande l'aumône à cet incrédule, au nom de Dieu, et que Don Juan lui répond : « Puisque vous êtes bien avec lui, que ne vous donne-t-il de quoi vivre ! » il est clair que cette action peut être imitée parfaitement au Théâtre-Français. Il n'en est pas de même de la peinture ; la chose la plus simple, une colonnade au fond d'une décoration, ne peut pas être imitée exactement.

Le Corrège abandonna donc l'imitation exacte de la nature pour produire un plus grand effet. Il vit que tous les corps avaient des ombres et des lumières nécessaires : ce sont celles qui les font paraître en relief sur une surface plane ; mais qu'il y avait quelquefois des ombres et des lumières accidentelles qui présentent à l'œil la saillie des corps d'une manière imprévue et lui donnent le plaisir de la surprise et de la difficulté vaincue.

Que l'œil n'aimait pas à voir une suite de figures ayant chacune une partie éclairée avec la même lumière.

Que l'œil aimait extrêmement la variété et, chose singulière, qu'il aimait quelquefois à trouver dans l'imitation d'une scène quelconque, quelque chose qui lui rappelât que c'était un effet peu commun dans la nature ; que cela aidait l'âme à concevoir des émotions sublimes. Ce sentiment singulier provient peut-être de ce qu'il y a des effets d'ombres et de lumières qui, pour nous, sont triviaux et ne peuvent plus produire aucune sensation sur l'âme : ils ne font qu'annoncer à notre esprit les distances d'un corps.

Les personnes qui ont appris une langue étrangère, qu'elles n'ont jamais entendue que dans les livres et dans la bouche

d'une ou deux personnes distinguées, prouvent souvent qu'elles aiment mieux exprimer dans cette langue que dans la leur certains sentiments nobles et doux. C'est que les mots de cette langue étrangère sont intacts pour eux, qu'ils n'ont jamais perdu leur fleur, qu'ils n'ont jamais été profanés par la canaille parlante ou écrivante.

On trouve dans la peinture quelque effet de ce sentiment.

Il est probable que le Corrège avait fait beaucoup de découvertes de ce genre ; que ces idées avaient dans son esprit un degré de netteté qu'on ne peut leur donner ici. Elles furent chez lui le fruit de toute la vie d'un homme sensible, appliqué uniquement, et sans aucune distraction, à un même objet, celui de charmer les yeux et d'attendrir les âmes au moyen de la grâce la plus enchanteresse.

Ses idées allaient de la nature à la peinture et il faut que les nôtres remontent de ses ouvrages à la nature. Nous ne pouvons donc qu'indiquer quelques particularités que l'on remarque dans ses tableaux.

Lorsqu'on cherche à éviter le plaisir qu'ils produisent pour les examiner, on y trouve d'abord une variété extrême ; on voit que la ligne des contours est toujours ondoyante. Il est probable que le Corrège fut conduit à cette idée par la nature qu'il avait sous les yeux.

La manière du Corrège n'a jamais pu être reproduite. Il paraît qu'il ne se fit jamais aider dans ses tableaux à l'huile. Jules Romain peut être pris pour Raphaël quand il peint d'après les dessins de son maître ; mais il n'y a rien de semblable chez le Corrège.

Les Carraches ont suivi ses traces avec adoration jusqu'à préférer ses tableaux à la *Sainte Cécile* de Raphaël ; mais ils ne l'ont pas imité. Louis était trop dur et trop uniforme, Annibal variait peu les formes, et là où le Corrège faisait des contours ondoyants ils les faisaient circulaires. Quant au coloris, les Carraches ont été opposés au Corrège ; les couleurs de ce dernier sont brillantes, les leurs sont toujours opaques. On peut comparer sous ce point de vue la *Résurrection* d'Annibal Carrache (M. N. nº 858), avec le *Mariage de sainte Catherine* du Corrège (M. Nap. nº 895).

Ce que la composition est pour Raphaël, le clair-obscur, et une partie du coloris, l'est pour le Corrège.

Dessin du Corrège. — Si le Corrège n'a pas vu l'antique

comme il se voit à Rome, il l'aura vu comme il se voyait de son temps à Parme et à Modène. Un mot suffit à un grand génie pour diriger son attention vers une partie qu'il oubliait, une statue médiocre aura peut-être fait pour le Corrège ce qu'un dessin de Michel-Ange fit pour Raphaël.

Peut-être il aura été conduit à sa manière de dessiner, à force de chercher la variété dans les formes et dans le clair-obscur. Désirant interrompre sans cesse les contours avec des clairs-obscurs, pour varier continuellement les teintes, il aura découvert que des contours droits et simples ne peuvent pas admettre des ondulations dans l'intérieur des parties. On trouve quelques lignes droites dans ses premiers tableaux ; elles sont fort rares dans ses chefs-d'œuvre.

Si l'on compare la beauté de l'antique et celle du Corrège dans le dessin, on voit que ce dernier compose toutes ses figures de lignes concaves et convexes ; cette dernière donne de la grandeur, l'autre de la légèreté.

Les anciens admettaient avec ce genre de contours des lignes droites et des angles. On peut trouver que le Corrège tombe quelquefois un peu dans le maniéré et dans des formes vulgaires pour avoir employé la ligne convexe au lieu de la droite et avoir remplacé un angle par une ligne concave. Les figures ne présentent point le goût fort et nerveux de Raphaël, ni le genre noble des statues antiques. Mais le Corrège possède la partie la plus idéale du dessin : la grâce.

Du clair-obscur. — Il y a été sublime. Si on lui ôtait cette partie, son coloris serait inférieur à celui du Giorgion, du Titien et de Van Dyck. S'il ne faisait pas des hommes parfaits, il fit du moins les figures les plus gracieuses du monde.

Ce qu'on appelle vérité, en peinture, est susceptible d'une démonstration morale pour les personnes qui savent voir. Raphaël a quelquefois manqué à la vérité dans le clair-obscur ; c'est par conséquent ne jamais arriver à l'idéal. Le Corrège ne répète jamais la même force dans un tableau, ni dans le clair ni dans l'obscur. Chaque ombre a le ton correspondant à sa couleur. On distingue dans ses tableaux l'ombre d'une peau blanche d'avec l'ombre d'une peau brune.

Pour donner de la force aux peaux blanches, il ne les fit pas sans ombre, mêla des reflets aux ombres, et jamais il

n'éclaira une matière obscure pour la faire servir de fond clair à l'ombre d'une matière claire.

Du coloris. — Son coloris est très bon, mais peu délicat et peu fin ; les figures, dans ses tableaux, comme en Lombardie, ont le fond du teint brun, ses chairs semblent trop solides.

Dans la nature, la graisse produit la couleur pâle, la chair des muscles la rouge, et l'humide le bleuâtre. Le Corrège n'observa pas assez ces effets ; ainsi, ses figures paraissent avoir une peau grossière et trop enduite de graisse, ses ombres sont uniformes et monotones et sont souvent trop brunes. Du reste il est admirable dans le choix des couleurs de ses draperies et dans la dégradation des chairs.

Il n'a pas égalé la vivacité du Titien, le moelleux du pinceau du Giorgion, ni la délicatesse de Van Dyck ; mais ses femmes et ses enfants sont peints d'une manière remarquable. Aucun peintre ne put mieux rendre la tête de la Madeleine, dans le *Saint Jérôme.*

Dans les figures d'homme, sa couleur est trop lisse ; en général, il est trop harmonieux.

De la composition. — Ce grand peintre eut à rendre des choses si peu intéressantes qu'il n'a laissé aucune invention vraiment belle.

On voit que, dans les commencements, il cherchait plus l'effet que l'expression, quoiqu'il ait toujours eu un peu plus d'expression dans les sujets gracieux que dans les sujets sérieux.

Il caractérisa bien les affections de l'amour quoique avec peu de variété dans les figures, où il n'y a guère de différence entre ses têtes de madones et ses têtes de nymphes.

Il arrangea très bien ses groupes, mais tous ses tableaux semblent faits pour déployer les belles masses de clair-obscur, plutôt que l'expression propre au sujet.

De l'idéal. — Il fut idéal dans cette partie du dessin qui a rapport à l'élégance de contour.

Le Corrège fut idéal dans la couleur donnée aux draperies et dans leurs formes.

Enfin le Corrège subordonna toutes les parties de la peinture à la grâce et au bel effet du clair-obscur. Tout le beau qui se trouve dans ses ouvrages dérive de ce principe.

STENDHAL.

Le Mystère de la Salle obscure

Au début du vingtième siècle le cinématographe apparut. Nul ne pouvait pressentir l'ampleur de son action et ses répercussions, non seulement dans le plaisir, mais encore dans l'âme des foules. Cette vogue prodigieuse provient-elle uniquement du goût d'un nouveau divertissement? Ne doit-on pas chercher à cet engouement sans précédent des causes plus profondes?

Au moment où la lumière renaît dans la salle obscure, les spectateurs présentent une physionomie particulière, modèlent leurs traits sur ce masque caractéristique, qu'on pourrait nommer le masque du cinéma, dont l'expression, à la fois distendue et fixe, s'observe aussi chez les sujets émergeant d'un état d'hypnose ou d'un accès de somnambulisme. Rapprochement que confirment encore le mouvement un peu paresseux que chacun ébauche comme au sortir d'un sommeil, l'effort qu'on fournit durant les entr'actes pour rétablir un contact avec les contingences et cette impression de renouer avec la vie au point précis où on l'abandonna quand commença la projection. A la sortie, on constate un silence presque général, une allure un peu hébétée. Tous s'éloignent avec, même dans la nuit, les yeux d'un chathuant devant une clarté.

Les habitués présentent promptement de véritables phénomènes d'intoxication. Privés de ce qu'ils supposent un simple délassement, ils éprouvent un mésaise, proche de

celui du mélomane loin des concerts, mais plus torturant : *le manque du cinéma*, qui chez certains, enthousiastes ou nerveux à l'excès, peut se manifester à jours fixes, ainsi que pour l'adonné aux stupéfiants la nécessité, à des heures exactes, de la pipe ou de l'injection. On rencontre ce cas extrême parmi les femmes d'une certaine catégorie sociale, dont la quasi oisiveté et les lectures favorisent en vase clos la culture du romanesque et qui mènent ainsi discrètement à la pâture un bovarysme dissimulé avec soin. Puis chez tous les adolescents épiant leur sensibilité nouvelle ou renouvelée sans cesse par excès d'imagination. Il faut ajouter certains artistes et intellectuels. Non ceux épris de l'idée pure et les virtuoses de l'abstraction, mais les amateurs de vie qui remontent leur pouls à la cadence de la foule et ne cherchent des mots que pour épingler des rêves.

On déduirait de ces manifestations une forme inattendue de névrose si on ne les discernait, moins précises mais cependant aussi intenses, chez des êtres voués aux besognes médiocres. Petits employés ou ouvriers s'absorbant tout le jour dans un travail sans initiative, souvent manuel, viennent, une ou deux fois par semaine, procurer un mystérieux assouvissement à leur démon secret. Ainsi règne un envoûtement international et les fidèles communient selon des rites mal définis dans un mysticisme dont on sourit jusqu'au moment où il vous envahit. Mais l'ordre de cette cérémonie est singulièrement plus proche des diverses phases d'une opération chirurgicale que de la pompe d'une célébration mystique. Il n'est pas si paradoxal d'assimiler le spectateur conduit à son fauteuil au patient qu'on étend sur une table de clinique.

L'obscurité ne s'abat-elle pas sur notre visage ainsi qu'un masque de chloroforme et l'analgésie est suffisante pour que toutes nos facultés d'éprouver se concentrent dans l'ordre visuel. Phénomène dû autant à un seul point lumineux dans la salle qu'à un magnétisme encore inexpliqué de la machine, mais effectif uniquement dans les ténèbres. Toutes les tentatives de projection dans une salle éclairée échouèrent moins par insuffisance technique que par l'impossibilité du spectateur à atteindre, en pleine clarté, l'état second indispensable .Au moment précis où le faisceau lumineux attaque en bistouri nos uniques cellules encore capables de réactions commence le rôle de la musique. Son action, en ébran-

lant constamment notre système nerveux, maintient ouverte la plaie psychique sans cesse creusée et élargie. Se plaçant telles des pinces hémostatiques aux points par lesquels nous pourrions retrouver un certain contrôle de nos sensations et discuter des événements, trop souvent invraisemblables, elle empêche l'intérêt de faiblir et soutient d'ondes sonores l'attention, qui, sans elle, mourrait d'une véritable hémorragie. Car l'intrigue n'est rien, la succession des faits n'importe qu'en tant que matérialisation d'aspirations profondes, de sentiments confus, de tout un ensemble indistinct et inavoué dans l'état normal. Véritable scalpel, le rayon blanc les découvre chez chacun sous des replis multiples d'incompréhensions, de pudeurs, de fausses hontes et les libère dans le mirage d'aventures et de cités imaginaires qui passent sur nos têtes en poussières lumineuses avant de naître sur l'écran. Ces velléités virtuellement satisfaites, ces aspirations indistinctes quoique primordiales, trouvant ainsi une soupape d'échappement, ne composent-elles pas le détail de cette zone sous-jacente que, depuis quelques années, philosophes et psychiatres s'appliquent à discerner ?

Il est admis aujourd'hui que nos pensées formelles, nos actes ne sont que des îlots émergeant et décelant toute une géographie psychique que recouvre le flot des habitudes, des préjugés et du respect humain. Il serait excessif de considérer cet univers comme une création de notre époque, mais aucune ne favorisa davantage cette révélation, ainsi que des secousses sismiques haussent parfois les terres sous-marines. L'existence des villes, haletante, anémiante, la fébrilité que les difficultés de l'effort alimentaire impriment à nos actes quotidiens, l'accélération des moyens de transport, cette giration éperdue de notre ambiance, épuisent nos ressources musculaires, notre contrôle sur nous-mêmes, tout en surexcitant notre système nerveux. Nous nous trouvons donc dans un état de moindre défense contre les forces inconnues et, par hyperesthésie, plus aptes à les ressentir. Pour accroître ce désordre une organisation totale tendant à la bureaucratie, une discipline stricte dans toutes les sphères de l'activité oppriment les individus, annihilent les caractères empreints d'originalité, tandis qu'une culture primaire imprévoyamment répandue tend à multiplier les exigences et les prétentions. Jamais une civilisation par des principes de syndicalisme ouvrier, de taylorisation du travail, de

vastes organisations financières, de morale utilitaire, de gérontocratie obsédante, ne fut autant en faveur de la masse au détriment des personnalités. Donc jamais on ne supprima avec plus de méthode la possibilité de réalisation dans tous les domaines, jamais les refoulements de chaque être ne s'imposèrent aussi fréquents, aussi intenses. C'est une véritable rupture d'équilibre entre la pression interne et la résistance du récipient. Rarement donc l'introspection n'eut autant d'adeptes. Un réel malaise pèse sur les esprits et les névroses se multiplient, tant dans le domaine pathologique que dans la production artistique, leur premier refuge.

Fragmentaire, au style télégraphique, avec des images arrachées aux quatre points de la sensibilité, la poésie d'aujourd'hui entraîne le lecteur dans une partie déconcertante de chat perché. Faisant crédit à l'intelligence, elle exige un effort comparable à celui d'un géologue inférant d'un archipel un massif montagneux immergé. La musique plus favorisée, puisque art d'exprimer l'inexprimable, agit de même. Les dissonances agressives, les sonorités les plus heurtées de nos compositeurs, quand elles ne proviennent pas d'un souci d'école ou d'un sacrifice au snobisme, dénotent un même sens du relief où règne le mépris des vallées. Les plus tendres ouatent leurs audaces de brumes, les désinvoltes nous lancent hardiment par-dessus le précipice. Dans la peinture, la sculpture, arts matériels par excellence, une effrayante angoisse congestionne chacun. La recherche des constructions abstraites, le tronçonnement des aspects confessent que les auteurs demeurent impuissants devant une révélation de la relativité du monde extérieur. Ainsi tous les artistes avouent inconsciemment qu'ils conçoivent le convenu des anciens enchaînements rationnels, mais qu'à moins de génie leurs procédés ne leur permettent pas de traduire le mirage auquel ils se vouent. Au théâtre on se préoccupe de soutenir l'insuffisance des mots par une création d'atmosphère, un emploi systématique du silence. Dans le roman deux tendances rallient la totalité des suffrages. Le roman d'aventures et d'extrême fantaisie, dont le merveilleux rassasie l'hôte inconnu, réunit une clientèle simplement avide d'évasion. Le roman psychologique, que le snobisme consacre, se voua d'abord aux personnages enfants, aux souvenirs de jeunesse. Les enfants ne se laissent-ils pas dominer par des instincts ataviques souvent contraires à nos disciplines. Ils vivent

dans une province irréelle, constituée spontanément avec les tendances auxquelles nous refusons le droit de cité. Ils se débattent dans notre univers à trois dimensions. La crise de l'âge ingrat tant redouté ne marque-t-elle pas le début de ce conflit entre l'être véritable et le citoyen selon la formule sociale, conflit d'où naîtra la personnalité. Bientôt cela devint insuffisant. De la complaisance envers son enfance découle un narcissisme fatal, puis un déclenchement des instincts. Nos auteurs s'établirent marchands de cauchemars et de nobles talents s'égarent dans ce monde souterrain où se combattent la déraison et l'animalité. La philosophie bergsonienne, la malsaine psychiatrie de Freud s'efforcent à les justifier, mais dans cette recherche pour exprimer ces appétits secrets, des velléités inavouables et nos rêves sournois, la littérature ne pouvait que s'avilir, les arts plastiques se dissoudre. La musique renfermait encore trop de noblesse et malgré le délire wagnérien demeurait trop abstraite pour satisfaire pleinement ce sensualisme exaspéré. Il fallait un art aussi impondérable qu'une mélodie mais fixant momentanément des apparences, aussi dangereux de sentimentalisme benêt que de révélations morbides, un art de fantômes et de larves. Ce fut le cinématographe.

Il est tel que si l'on tournait les pages grises d'un album et dépourvu de relief, ainsi M. Léon Daudet dépeint la suite silencieuse du rêve. Ne croirait-on pas la description d'une vision cinématographique. Alors nous concevons mieux la séduction de la salle obscure. L'humanité vient y rêver tout éveillée, demander à des songes sur commande d'assouvir ses aspirations confuses, ses instincts les plus louches. Comme c'est avec *le corps qu'on rêve*, selon l'heureuse formule de M. Abel Bonnard, nous ne lui réclamons que de banales histoires d'amour, des rixes, de grossières réussites. On nous rassasie de baisers, de coups de poing, de fortunes promptement acquises. En vieillissant le cinématographe évolua des belles images de l'enfance aux insomnies des adolescences contrariées. Aux folles chevauchées de William Hart, l'homme aux yeux clairs, aux lents passages de Dorothy Dalton traversant d'un pas égal les films d'aventures et les vergers californiens, aux saines amours de Priscilla Dean succédèrent la nostalgie scandinave, puis le macabre germanique, maintenant naît un érotisme anglo-saxon,

hypocrite et frôleur, Clara Bow prodigue des œillades, révèle ses jambes... Nous franchissons ce seuil comme on franchit celui du sommeil — pour rêver... oublier peut-être... La petite lampe de la placeuse semble, feu follet, nous guider comme dans un conte anglais au pays des merveilles... mais de pauvres merveilles que d'autres hommes imaginèrent. Nous échangeons simplement avec eux des confidences qui craindraient la lumière, nos appétits matériels se précisent durant le spectacle, et nous sortons diminués intellectuellement, plus soumis que jamais au corps, à sa domination sévère et pauvre.

La séance cinématographique se déroule bien ainsi qu'une opération chirurgicale, mais une opération dirigée contre l'esprit au bénéfice de la matière. Ce n'est pas un paradoxe que d'estimer que le cinématographe achève la faillite contemporaine de l'intelligence. Le drame est plus intense qu'on pourrait l'imaginer à première vue, car il résume une des plus dangereuses agressions de la machine contre l'homme. Ne nous y trompons pas. Nous ne considérons pas sur l'écran les jeux d'une humanité véritable, mais ceux d'une humanité recréée par une machine. Nous croyons voir avec nos yeux alors qu'en vérité nous voyons avec l'objectif de l'appareil. Ses déformations inévitables, ses angles de prise de vue régissent nos perceptions visuelles. Tout se passe comme si nous étions nous-mêmes l'appareil. Dans notre fauteuil nous imaginons vivre selon la cadence de notre pouls, alors que la cadence de la projection règle à notre insu notre influx nerveux. Selon son rythme purement mécanique, multipliant l'aspect spectral des images, nous commençons une vie nouvelle, à laquelle nous préparèrent durant le jour les machines professionnelles, l'automatisme et la spécialisation de beaucoup de métiers, les moyens mécaniques de transport..., une vie de machine. L'influence des perceptions, spécialement des images, reste indiscutable sur nos sécrétions et nos réflexes. Ainsi se constitue peu à peu cette gymnastique interne dont résulte la pensée. Nous voyons en machine, nous choisissons et nous associons selon la machine, nous commençons donc à penser comme la machine.

Avouons que déjà nous sommes subjugués. Les films qui nous troublent aujourd'hui sont ceux où l'homme cesse de jouer le rôle principal. Virtuosités acrobatiques de l'appareil nous présentant sous tous les aspects, avec une cadence

choisie, des événements simples et sans importance, d'autres machines en action ou des paysages fuyants et renouvelés, dansants et évanouis, toujours inscrits dans quelque fantastique portière d'Orient-Express. L'opérateur lui-même s'est soumis aux exigences, aux caprices de son appareil et le spectateur s'offre, proie bénévole. L'imagerie instable de la matière nous détourne de plus en plus des seules réalités vraiment réelles, parce que spirituelles, de celles que ni les sons, ni les formes ne parviennent à exprimer complètement : les sentiments et les idées. La machine, par le bruit, le mouvement, la fièvre qu'elle suscite, nous traque, nous use physiquement dans tous les actes de l'existence contemporaine. Déjà elle était parvenue avec le phonographe à nous envoûter sensoriellement, à diriger nos divagations secrètes par sa musique déformée où subsiste surtout le rythme, son rythme à elle... de machine. Désormais, par le cinématographe elle s'empare de notre cerveau, annihile notre raison, contrôle notre pensée. Devant cette victoire satanique on ne peut que répéter l'appel prophétique de Gœthe : *Les esprits que tu évoques, tu ne pourras plus les renvoyer.*

Tout ce qui naquit de la terre retourne à la terre. Ne devons-nous pas comprendre ainsi le mythe de Saturne qui dévore ses enfants. Une fatalité plus précise encore pèse sur tout progrès scientifique, que M. Léon Daudet compare si excellemment à un plan incliné. Il s'accroît de sa propre force et court plus sûrement à l'anéantissement. Le cinématographe devait se suicider par ses améliorations. Le jour où il voulut adjoindre à l'illusion visuelle l'illusion sonore, ses jours étaient comptés. Le cinématographe va mourir du film sonore ou parlant.

Nous n'envisageons pas ici la simple question artistique. Les limites que sa nature lui imposaient furent évidemment le meilleur facteur de son épanouissement. En art les obstacles sont des aides, non des gênes. Le silence et l'infinie variété du blanc et noir, loin de nuire à son développement, lui permirent d'acquérir promptement une séduction propre. Le cinématographe survivra sans doute comme moyen d'expression offert à certaines imaginations, mais son emprise va s'atténuer. Il cessera d'appartenir au domaine de la sorcellerie pour devenir un art banal ou puissant selon l'homme qui s'y consacrera.

Nous devons d'abord ne pas assimiler le film parlant et le film sonore. L'un et l'autre relèvent des mêmes principes scientifiques : soit le vitaphone qui emploie un phonographe synchronisé, soit le movietone qui consiste dans l'adjonction à la pellicule cinématographique d'une seconde bande sur laquelle le son est photographié selon les oscillations des ondes sonores, puis rendu par le procédé renversé. Le movietone se présente évidemment plus complet puisqu'il permet des coupures simultanées dans les deux bandes et qu'à une accélération de la projection correspond une accélération égale de la reproduction du son.

Le film parlant est une forme bâtarde entre le théâtre et le cinématographe. Négligeons volontairement le côté commercial et pratique qui fera qu'un film parlant cessera d'être international, qu'enregistré dans un idiome il ne sera compréhensible que pour les habitants d'un pays déterminé, qu'on ne parviendra jamais à le traduire puisqu'il sera réglé sur les intonations, les particularités d'une langue précise et qu'ainsi les frais à envisager pour son exécution ne seront amortissables que dans son pays d'origine. Mais, fait plus grave, l'introduction du dialogue dans un film détruit absolument le comique général, car le comique des répliques reste un phénomène purement local, alors que les situations plaisantes provoquent un rire automatique. Dans un film dramatique il restreint la mise en scène et donne trop d'importance à l'action verbale. Pour nous désigner clairement le protagoniste qui s'exprimera on nous présentera une suite de tableaux sans intérêt plastique. On se heurtera à l'impossibilité de rendre la conversation d'un groupe qui se déplace, car l'égalité du son dans la mobilité du site donnera uniquement l'impression d'interlocuteurs immobiles devant un décor qui se déroule ainsi que dans les vieilles féeries. Comme le discours, pour être clairement perçu, exige le crible de la raison, que cet exercice s'exécute plus lentement que la simple perception visuelle, on imprimera un mouvement ralenti à la projection des images, et cette mise en scène rejoindra le convenu de celle d'un opéra-comique. Ainsi le cinématographe, qui vivait de sensations inexprimées, d'ensembles et de rythmes, perdra ses caractéristiques et devra rechercher à son tour les dialogues. Or un comédien de théâtre s'impose surtout par une émanation personnelle, et la valeur de sa voix. Cette éma-

nation personnelle, ce phénomène de présence que l'orateur provoque aussi bien que l'acteur restera toujours imperceptible à la machine. Elle ne pourra jamais nous le rendre, car il est élaboré par des cellules vivantes et sensibles uniquement à des êtres vivants. La puissance d'une mimique à l'écran nous émeut car elle suscite une inconsciente et semblable mimique en nous-mêmes, une émotion en jaillit... mais elle n'est que notre œuvre, alors que l'émotion personnelle et inexprimée de l'interprète, la seule valable, ne nous parvient jamais par l'écran. De même une voix humaine vit d'impondérables. L'amplification du son enlève à la voix toutes ses particularités et son naturel. La séduction mourra au début de l'enregistrement. Nous ne percevrons plus que des reprises de souffle, des défauts de prononciation, un cabotinage obligatoire. L'anonymat de la machine ne permettra que des ombres de paroles, que des ombres humaines échangeront.

Réaliser le film parlant consiste à faire parler des fantômes. Les personnages du cinématographe vivent très loin, viennent du plus profond de nous-mêmes et restent craintivement muets tant leurs secrets sont définitifs. La parole résonnera trop proche dans la salle et nous apparaîtra simplement ridicule auprès du sens mystérieux des apparitions. Le cinématographe ne consiste ni dans un livre ni dans une comédie. Il propose à l'œil ce que la musique propose à l'oreille. Il doit donc se construire selon les principes d'une sonate ou d'une symphonie. Certains voudront discerner là une approbation au simple film sonore, qui se contenterait d'accompagner la projection de bruits, de chants et d'une musique exécutée durant la prise de vue. Nous nous sommes suffisamment étendus plus haut sur le rôle anesthésique de la musique durant la représentation. L'adaptation musicale doit être faite uniquement sur la projection, se soumettre à elle sans en dépendre absolument. Mieux, elle doit se composer de mélodies connues et évoquant pour un public déterminé tout un monde d'images auditives pouvant faire escorte aux images visuelles et neuves qu'on présente. Le petit *blue* américain accompagnant une scène sentimentale ne correspond en rien au sentimentalisme allemand, à la sensibilité française, et brusquement le convenu de la situation apparaît. De plus le son ainsi étroitement associé à la vision dispersera l'attention. L'attention résulte

d'un choix ; à trop la solliciter on risque simplement de l'amoindrir et, imprudemment placé entre deux plaisirs égaux, le spectateur, comme l'âne de Buridan, se laissera mourir d'ennui. Enfin le son et l'image nous sont également rendus par une machine. De même que deux négations se détruisent, deux machines concordantes ne nous donnent que l'impression de la mécanique. Le badaud juché sur un manège de chevaux de bois, parmi les ritournelles d'orgue de Barbarie, ne s'imagine jamais un Faust poursuivant Marguerite. De la conjonction d'un appareil sonore et d'un moulin à images ne naîtra que l'amère constatation que deux machines se coalisent pour créer des apparences et surprendre notre secret. Le palais du Dormeur Éveillé ne possédera désormais pour nous plus d'attraits et, délivrés de ses pièges, nous le quitterons pour voir sourire des femmes vivantes et peiner des hommes de chair.

Tout rêve s'écoule silencieux ; quand, étreint par l'aventure imaginaire, nous poussons un cri véritable, il retentit si profondément en nous qu'il parvient à notre oreille et nous réveille. Alors les phantasmes se dissipent, nous nous retrouvons dans la chambre connue. — On a voulu rendre bruyante la salle obscure... Les charmes se désagrègent, les mauvais sorciers s'évanouissent comme au cri du coq. Nous allons nous réveiller et devant l'envoûtement vaincu nous concevrons que l'intelligence humaine avait peut-être couru un grand péril.

LUCIEN FARNOUX-REYNAUD.

La Conspiration de Saumur [1]

IV

La police de la Restauration était, en vérité, bien mal renseignée ; peut-être aussi les magistrats craignirent-ils de découvrir trop de coupables. Parmi tant de conspirateurs, on n'arrêta guère que ceux qui s'étaient fait prendre les armes à la main. Dans le Saumurois, où chaque village recélait plusieurs Chevaliers de la Liberté, quatre personnes seulement furent comprises dans les poursuites : le docteur Caffé et le teinturier Chauvet qui s'étaient portés ouvertement au-devant de la colonne ; un propriétaire rural, Sauzais, signalé par une tentative de soulèvement dans la commune de Varrains, et le commandant Gauchais. Chauvet disparut, le commandant se réfugia en Espagne, Sauzais et Caffé seuls furent mis sous les verrous.

Cette impunité presque entière rendit le courage aux conspirateurs. L'organisation des Chevaliers de la Liberté n'avait été sérieusement entamée que dans les Deux-Sèvres : en Maine-et-Loire, les cadres subsistaient presque intacts ; on recommença presque immédiatement à conspirer. Une communication de la Vente centrale à la Charbonnerie ranima toutes les espérances.

L'École de cavalerie, dont l'esprit était assez justement

(1) Voir *la Revue universelle* du 15 juin 1929.

suspect, avait été licenciée, et le ministre de la Guerre l'avait remplacée par un régiment de carabiniers, envoyé de l'Est, et dont le loyalisme ne paraissait pas douteux. Or la Charbonnerie informa le comité de Saumur que dans cette troupe modèle existait une Vente de sous-officiers présidée par un de ses agents les plus zélés, le maréchal des logis Wœlfeld.

Il n'en fallait pas davantage pour remettre en campagne l'infatigable Grandménil, qui n'avait pas été inquiété et continuait tranquillement à exercer la chirurgie dans son village des Rosiers. Cette fois il s'associa étroitement deux habitants de Gennes, sur la rive gauche : un notaire, Delalande, et un négociant en vins, Baudrillet.

La première chose était de s'assurer l'appui de la Haute Vente. Grandménil, accompagné de Baudrillet, fit le voyage de Paris et obtint facilement une entrevue du grand instigateur de tous ces complots. Le général La Fayette rassembla, dans son hôtel de la rue d'Anjou, les membres de la Haute Vente et ceux du comité directeur et leur présenta les deux émissaires. Ceux-ci exposèrent leur plan de soulèvement auquel on promit le concours de la Charbonnerie. On leur confia une lettre et des cartes coupées pour les accréditer près de Wœlfeld. Puis La Fayette leur remit quelque argent et leur prodigua les exhortations : « Allons, du courage, mon cher Grandménil, dit-il, en les congédiant, bonne chance et bon voyage. »

A ces hauts dignitaires du libéralisme, seigneurs de vieille race ou bourgeois respectés, les La Fayette, les d'Argenson, les Manuel, les Kœchlin, les Dupont de l'Eure, le fanatisme politique déguisait sans doute la cruauté de leur rôle. A l'abri sur leurs sièges parlementaires, ils poussaient tranquillement ces exaltés à des complots où, personnellement, ils ne couraient presque aucun risque. Ils restaient en effet étrangers à l'exécution matérielle, et le serment des charbonniers protégeait, contre les indiscrétions, leur complicité morale. Le succès du complot leur eût profité ; son échec ne les atteignait pas, et quand les exécuteurs de ces tentatives impuissantes et mal conçues étaient conduits à la guillotine, ils n'hésitaient pas à désavouer hautement ces malheureux qui, jusqu'au pied de l'échafaud, se sacrifiaient pour ne pas trahir leur serment.

Le maréchal des logis Wœlfeld, auquel était adressé le

message de La Fayette, montrait, en effet, un grand zèle en faveur de la Charbonnerie. Pendant un séjour des carabiniers à Saint-Denis, un de ses parents, Paur, naturaliste au Jardin des Plantes, lui avait proposé de l'affilier. Wœlfeld avait accepté, et Paur, enchanté de cette recrue dans un régiment jusque-là réfractaire, l'avait présenté à plusieurs membres de la Haute Vente. Le sous-officier avait-il prémédité une trahison, ou regrettait-il après coup son engagement téméraire? Toujours est-il qu'il s'empressa de tout révéler à ses chefs. Ceux-ci lui ordonnèrent de garder le silence et de continuer son rôle jusqu'au bout. Il se soumit sans répugnance à ces instructions. A Châteaudun, où les carabiniers tinrent garnison quelque temps, il prétendit avoir fondé une Vente, à laquelle adhéraient beaucoup de ses camarades. Le comité directeur se réjouit de ces affirmations, qu'il ne contrôla pas.

Grandménil et Baudrillet, de retour à Saumur, s'abouchèrent aussitôt avec Wœlfeld, qui leur fit le meilleur accueil. Ils lui exposèrent leurs projets, qu'il encouragea chaudement. Il répondait du succès. Les sous-officiers dont il disposait paralyseraient l'autorité des chefs et soulèveraient le régiment. Les pourparlers continuèrent, et Grandménil y amena les principaux conjurés de la contrée. Pour ne pas éveiller les soupçons, on prétextait des parties de chasse ou de plaisir. On buvait ensemble, tantôt dans un faubourg de Saumur, à l'auberge de la Promenade, tantôt aux environs, dans un cabaret du hameau des Tuffeaux. Le 1er juin eut lieu une réunion décisive, à laquelle assistaient Grandménil, Wœlfeld, Baudrillet, le notaire Delalande, l'avoué Fournier. On fixa les grandes lignes du plan d'insurrection. Il ne manquait plus que le général. Grandménil et Baudrillet connaissaient la retraite de Berton. Ils se chargèrent de le prévenir.

Depuis l'échec de Thouars, Berton n'avait pas perdu son temps : tous ses instants avaient été employés à conspirer. La Rochelle, où il avait d'abord trouvé asile, était, à cette époque, un foyer de bonapartisme ardent, et le 45e régiment de ligne, qu'on venait d'y envoyer, renfermait une Vente à laquelle étaient affiliés de nombreux sous-officiers. Berton s'empressa de se mettre en relation avec les sergents de La Rochelle. Mais une malchance invincible s'attachait décidément à toutes ses entreprises. Dans la nuit même où il avait eu une entrevue avec deux des principaux meneurs,

Raoulx et Lefèvre, le complot se découvrait et plusieurs des conjurés étaient menés à la prison militaire.

La participation du général avait été révélée : il n'eut que le temps de s'éloigner. A cette époque dépourvue de chemins de fer, de télégraphe et de téléphone, dépister les poursuites de la police était relativement facile ; avec un bon guide, et des gîtes sûrs, en évitant les grandes routes, les diligences et les brigades de gendarmerie, on pouvait se promener tranquillement à travers le labyrinthe des chemins ruraux et se moquer de toute la force armée du royaume. Berton s'achemina sans encombre à travers les Charentes et les Deux-Sèvres et eut l'audace de demander l'hospitalité à un cultivateur du Saumurois, Rousseau, de Bessé. Il pensait, sans doute avec quelque raison, que le théâtre de la précédente conspiration serait l'endroit où on le rechercherait le moins.

Le piteux avortement de tous ses projets ne l'avait nullement découragé. A Bessé, il se préoccupait beaucoup plus de renouer le complot que de se cacher. La propagande révolutionnaire continuait : dans le voisinage, on embauchait presque ouvertement des combattants pour la prochaine insurrection. On leur promettait des places, de l'argent, des pensions : on leur proposait même de leur montrer le général.

Cependant, peu à peu, la présence de Berton dans le pays s'ébruitait : il jugea prudent de reprendre le chemin des Charentes. Son itinéraire de guides et d'étapes était excellent car il retraversa impunément quatre départements où toute la gendarmerie était à sa poursuite. Cette fois, il trouva une retraite à Puyraveau, près de Rochefort. Il s'y reposait depuis quelques semaines, lorsque les deux émissaires de Saumur vinrent l'y relancer.

Pour ce conspirateur endurci, le commandement d'une nouvelle insurrection était une bonne aubaine, qu'il accepta immédiatement. Les Saumurois repartis, il se remit en route et gagna sans incident, entre Parthenay et Bressuire, la petite ville de Mézières, où Baudrillet l'attendait avec un cheval de main. Tous deux chevauchèrent botte à botte jusqu'aux Rosiers. Là, on logea Berton sous le faux nom de Jolivet, dans la maison d'un complice dévoué, Chaillou Saint-Aubin.

Les conspirateurs devaient se rencontrer le 14 juin avec

Wœlfeld, dans un bois voisin des Tuffeaux. Par excès de précautions, il avait été convenu que le général jouerait le rôle d'un simple aide de camp : mais son caractère brusque et trop confiant ne s'accommoda pas de ce déguisement. Dès les premières paroles, il révéla sa véritable personnalité et se livra entièrement au sous-officier. Celui-ci se répandit en protestations de dévouement et multiplia ses offres de service. On aborda aussitôt le projet de soulèvement. L'exécution récente du maréchal des logis Sirejean, un des auteurs de la première conjuration, suscitait des désirs de représailles. Les conjurés résolurent de ne plus rien ménager. Voici le plan que Wœlfeld proposa :

Au lever du jour fixé, trois ou quatre cents conjurés énergiques, sous le commandement de Berton, s'empareraient du bourg de Saint-Florent, qui touche Saumur. En même temps, les sous-officiers affiliés au complot feraient prendre les armes au régiment : un escadron garderait la caserne, et emprisonnerait ou massacrerait tous les officiers qui voudraient forcer la consigne ; un second escadron irait se joindre aux conjurés et leur ouvrirait l'accès de la ville. Le colonel, saisi dans son lit, signerait de gré ou de force un appel pressant au général commandant la division de Tours ; ce général, attiré hors de la place, tomberait dans une embuscade de rebelles qui l'entraîneraient et le fusilleraient à la place même où avait été exécuté Sirejean.

Berton ne fit aucune objection : toutefois, avant de passer aux actes, il témoigna le désir de s'aboucher personnellement avec quelques-uns des sous-officiers dont Wœlfeld répondait. Il était d'ailleurs nécessaire de communiquer les instructions aux délégués de la région. Une dernière réunion fut convenue. Il était également dangereux de trop se cacher et de trop se montrer. On résolut de donner à cette conférence l'apparence d'une partie de plaisir. Le notaire Delalande possédait justement, à trois kilomètres de Saumur, une propriété rurale qu'on appelait l'Alleu. On y fixa le rendez-vous ; le 17 juin, à quatre heures du soir, Grandménil préviendrait les délégués et Wœlfeld amènerait quatre de ses camarades. On déjeunerait ensemble, on boirait et on causerait tout à son aise. Ces arrangements pris, on se sépara au milieu des témoignages de la plus grande cordialité.

L'Alleu, où allait se passer une des principales scènes de ce drame, occupe, sur la rive gauche de la Loire, le flanc

d'un coteau boisé, que domine le donjon féodal de la tour de Ménive. C'était à cette époque un simple rez-de-chaussée de tuffeaux blancs que recouvrait un toit d'ardoises bleuâtres. Deux grandes salles composaient tout l'intérieur ; la famille du fermier habitait l'une, l'autre servait au maître de pied-à-terre. Il y venait chasser, pêcher, ou surveiller les travaux. Un lit, une armoire, des chaises de paille, une grande table, où de nombreux convives pouvaient banqueter, meublaient sommairement cette pièce. Une belle allée de mûriers conduisait du chemin communal à la porte de l'habitation.

Pendant les trois jours d'intervalle, des rumeurs inquiétantes circulèrent. Le gouvernement, disait-on, était sur les traces d'un nouveau complot : la surveillance de la police redoublait. Ces bruits vagues ne découragèrent pas les conspirateurs mais firent augmenter les précautions. On s'efforça de mettre la personne de Berton à l'abri d'une surprise. Le trajet des Rosiers à l'Alleu pouvait s'effectuer par trois voies : la route nationale établie sur la levée de la rive droite, une route départementale, qui longe la rive gauche, enfin un chemin vicinal qui suit les hauteurs, au midi, à travers les bois. Les conjurés, pour moins attirer l'attention, décidèrent de se séparer en trois groupes et d'utiliser les trois itinéraires. Grandménil, Chaillou Saint-Aubin et les commissaires d'Angers prendraient la route nationale et franchiraient le fleuve au bac des Tuffeaux ; les délégués de la rive gauche s'achemineraient par la route départementale ; Berton, qu'escorteraient Baudrillet et Delalande, irait à cheval par le chemin d'en haut d'où, à la première alerte, il était facile de se dérober dans les bois. Il mettrait pied à terre au hameau de Ménive, sur le bord du coteau. Ses compagnons descendraient seuls à l'Alleu et ne l'enverraient chercher que s'il n'y avait aucune menace de danger.

En conséquence le 16 juin, à onze heures du soir, le général passa la Loire et alla coucher, à Gennes, dans la maison du notaire Baudrillet, d'où il devait se mettre en route le lendemain matin. A l'heure du départ, Baudrillet leur fit savoir qu'il ne pouvait les accompagner. Un coup de pied de cheval lui avait meurtri cruellement la jambe : il était incapable de se mettre en selle, et comptait faire le voyage par eau. Berton et Delalande ne voulurent pas l'abandonner, et changèrent leur itinéraire. On trouva facilement des mari-

niers, et tous trois s'embarquèrent sur un de ces longs bateaux plats qu'on pousse à l'aide d'une gaffe.

Le trajet, d'une douzaine de kilomètres, s'annonçait comme une véritable navigation d'agrément. La matinée était splendide : les rayons du soleil qui montrait son disque radieux au-dessus des coteaux de la rive gauche, miroitaient sur la large bande argentée de la Loire et doraient le sable jaune des grèves. Le chenal, que la barque remontait lentement, tantôt s'élargissait au milieu d'une nappe d'eau étincelante, tantôt s'enfonçait et se rétrécissait, entre des berges empierrées et des archipels d'îles verdoyantes, dans des bras sinueux que moirait l'ombre mouvante des saules et des peupliers. De temps en temps, les mariniers trempés de sueur déposaient leurs perches et amarraient la barque aux touffes d'osiers de la rive. On jetait alors l'épervier et le filet ramenait un essaim de poissons blancs, qui frétillaient éperdument sur les planches. Après un moment de repos on se remettait à voguer joyeusement, sans se douter de la sinistre destinée qui attendait les conspirateurs.

Midi était déjà passé lorsque la barque aborda près de l'Alleu. Berton, Delalande et Baudrillet, négligeant les précautions convenues, se dirigèrent tout droit vers la maison. La fermière y apprêtait le repas commandé pour quinze personnes : quatre livres de viande, deux volailles, plusieurs plats de poisson. Les voyageurs sentaient le besoin de se rafraîchir et la promenade sur eau avait aiguisé les appétits. Delalande alla chercher des bouteilles de vin, et on mit dans la poêle la friture pêchée le matin. On s'attabla. La chaleur étouffait. Les convives quittèrent leurs habits et restèrent en manches de chemise. Ils emplirent et vidèrent les verres, ils mangèrent le poisson et s'attardèrent jusqu'à deux heures. Berton parlait cependant de monter au hameau de Menive, lorsque tout à coup Wœlfeld, un fusil de chasse à l'épaule, et une carnassière sur le dos, se montra sur le seuil.

La surprise fut réciproque, Wœlfeld avait devancé l'heure pour se livrer plus librement à l'examen des lieux : il ne croyait pas rencontrer à cette heure les conspirateurs, qui ne l'attendaient pas davantage. On se fit néanmoins bonne figure. Ruser était désormais inutile. Berton demanda au sous-officier où étaient ses camarades. Celui-ci répondit qu'il les avait cachés dans un bois voisin et sortit pour les chercher.

L'imprudence de Berton facilitait singulièrement la besogne de Wœlfeld : il s'empressa d'utiliser cette heureuse fortune. Quatre sous-officiers, armés de fusils de chasse en bandoulière et de pistolets dans leurs carniers, l'attendaient dans un fourré : il expédia l'un d'eux à Saumur, avec mission de requérir et de ramener immédiatement un peloton de carabiniers. Il conduisit les trois autres à Berton, qui leur fit un accueil cordial. Les fusils furent déposés le long du mur. De nouvelles bouteilles furent débouchées, et on trinqua ensemble au succès de l'entreprise. Bientôt le vin manqua. Delalande quitta la pièce pour aller au cellier. Les quatre sous-officiers demeuraient seuls en face de Berton sans méfiance et de Baudrillet, que sa jambe meurtrie paralysait. C'était le moment de risquer le coup. Sur un signe de Wœlfeld, ses acolytes sautent sur leurs fusils et couchent en joue les deux conjurés. Ceux-ci, saisis, devant les bouches des fusils braqués sur eux, n'ont pas le temps de se reconnaître : ils ne se défendent pas et sont désarmés sans résistance. Berton vide ses poches et pose, sur la table, parmi les verres un poignard et des pistolets chargés. Tous deux sont assis et consignés sur le lit, sous la menace, s'ils bougent, d'être aussitôt fusillés.

Au même instant, Delalande rentrait les bras chargés de bouteilles. Il n'a pas le loisir de se mettre en garde : empoigné, réduit à l'impuissance, on l'envoie sur le lit rejoindre les deux autres.

Le plus fort de la besogne était accompli : néanmoins Wœlfeld n'était pas sans inquiétude : d'un moment à l'autre les huit ou dix conjurés qu'on attendait, pouvaient survenir. La supériorité du nombre compenserait l'infériorité des armes et l'issue d'une lutte restait extrêmement douteuse. Wœlfeld laisse les prisonniers sous la garde de ses camarades. Il s'arme d'un fusil, et se place en faction à la porte extérieure.

Effectivement, au bout de quelque temps, l'un des conjurés, Maignan, apparaît, à cheval, au bout de l'avenue. Wœlfeld le laisse approcher à bonne portée, et lui crie subitement de s'arrêter : comme le cavalier hésite, il l'ajuste et le culbute sur le sol. Après cette exécution le sous-officier rentre dans la salle l'arme fumante. « En voilà un qui dort, dit-il, si Grandménil vient, je lui en réserve autant. » Pendant son absence Berton avait vainement essayé de séduire

ou d'apitoyer ses gardiens : ceux-ci déclarèrent qu'ils ne connaissaient que les ordres de leurs chefs.

Cependant les carabiniers tardaient beaucoup : quatre heures approchaient, et l'anxiété de Wœlfeld augmentait. En effet, un peu avant l'heure fixée, sept ou huit des conjurés attendus s'engagent ensemble dans l'avenue. Ils sont bientôt mis sur leurs gardes. Des paysans qui travaillaient dans les champs avaient assisté de loin au meurtre de Maignan. Un enfant crie aux cavaliers de ne pas avancer, parce qu'on a tué un homme. Le cadavre gisait encore au milieu de l'allée, et sur le seuil de la maison, ils distinguent Wœlfeld qui les guette, son fusil chargé à la main. La trahison est manifeste mais les Chevaliers veulent tenter de délivrer leurs camarades. Ils mettent pied à terre, s'arment de leurs pistolets et marchent vers la maison. Masquant leurs silhouettes derrière les troncs des mûriers, ils se glissent d'arbre en arbre et gagnent peu à peu du terrain. Par la fenêtre du rez-de-chaussée, les prisonniers les aperçoivent distinctement et se réjouissent déjà, lorsqu'un galop de cavalerie retentit sur la route. Un peloton de quarante carabiniers accourait bride abattue. Les attendre, c'eût été se sacrifier sans profit. Les conjurés remontent à cheval et se dérobent rapidement.

Le détachement enveloppe Berton, Delalande et Baudrillet solidement garottés, et rentre dans Saumur aux cris de : « Vive le roi ! A bas les bonapartistes ! » Les captifs, conduits au château, y sont fouillés et mis en cellule. Le lieutenant du roi les interroge aussitôt séparément.

Berton et Delalande gardèrent leur sang-froid et ne compromirent personne. Mais Baudrillet, dans le premier moment de détresse, perdit la tête et raconta tout, son voyage à Paris, sa visite à La Fayette, les encouragements qu'il en avait reçus. Plus tard, sur les vifs reproches de ses compagnons de prison, il s'efforça de revenir sur ses révélations. Il ne pouvait guère se rétracter entièrement ; mais il essaya de donner le change sur la personne de La Fayette. Dans l'instruction qui suivit il insinua qu'il pouvait bien avoir été la dupe d'un artifice et traça de l'homme politique auquel Grandménil l'avait présenté un portrait très différent de la physionomie du célèbre marquis.

Le mensonge était évident, mais il atteignit son but, qui était de sauver La Fayette. De plus la prétendue duplicité

de Grandménil allait fournir un thème de défense, que plaideraient tous les accusés.

V

L'arrestation du général Berton livrait à l'accusation, sinon la tête, du moins le bras de la conspiration. La procédure, dès lors, marcha plus rapidement. Un arrêt de la Cour de cassation du 18 juillet, complétant celle d'avril, renvoya toute l'affaire en bloc devant la cour d'assises de la Vienne. Le 1er août, *le Moniteur* publia l'acte d'accusation définitif.

La lecture du réquisitoire produisit, dans le monde parlementaire, une émotion qui allait jusqu'au scandale. Le procureur général Mangin ne ménageait personne : il nomma sans ambages tous les personnages compromis dans l'instruction : ceux qui, comme La Fayette et Voyer d'Argenson, avaient réellement participé au complot, et ceux, comme Benjamin Constant, Laffitte, Kératry, le général Foy, dont le nom avait servi d'enseigne aux conspirateurs. A la séance de la Chambre, le journal circulait de main en main excitant, suivant les bancs, la stupeur, la colère ou l'indignation. Les députés incriminés comprirent qu'ils ne pouvaient rester sous la charge de cette accusation. Ils se concertèrent rapidement et s'efforcèrent de parer ce brutal coup droit par une riposte adroite.

Soudain, Benjamin Constant, montant à la tribune, interrompit la discussion du budget et protesta vivement contre le réquisitoire qu'il traita de conte des *Mille et une Nuits*. Le choix de ce premier orateur était habile. Vraisemblablement le protestataire n'ignorait pas le complot et avait fait des vœux pour son succès, mais l'auteur d'*Adolphe* avait le souci de sa sécurité bien trop développé, pour le compromettre dans un acte matériel d'exécution, il pouvait donc nier sa participation avec quelque apparence de sincérité. Laffitte, banquier tout aussi avisé, lui succède : lui aussi n'est qu'un conspirateur platonique : il affirme son innocence et réclame une enquête. Tandis que le garde des Sceaux répliquait, une voix révélant la tactique à laquelle la gauche s'était ralliée, lui crie : « C'est ce scélérat de Grandménil qui a joué le rôle d'agent provocateur. » Le général Foy prend la parole à son tour et expose franchement le thème,

de défense qu'ont imaginé les libéraux. Il attaque violemment la personne du procureur général Mangin et l'accuse d'avoir machiné la conspiration de toutes pièces, en l'étayant sur les déclarations suspectes d'un individu disparu. « Le point essentiel, disait-il, c'est la déposition d'un nommé Grandménil, contumax qui, dit-on, a pris la fuite, et sur le compte duquel on met tous les mensonges qu'il importe à la faction de répandre... On a eu grand soin d'en faire un contumax, il ne sera pas interrogé : il ne s'expliquera pas publiquement, il ne paraîtra pas, je le parie. »

Au moment où une voix avait jeté l'interruption : « C'est ce scélérat de Grandménil qui a joué le rôle d'agent provocateur » un mouvement s'était produit dans la tribune des anciens députés et quand le général Foy reprit et précisa énergiquement l'accusation, un homme se dressa sur le bord de la tribune et fit un geste pour l'enjamber. C'était Grandménil, qu'un hasard extraordinaire amenait là juste pour y recevoir en pleine face cette calomnie et ce déshonneur public.

Le conspirateur malheureux s'était, en effet, échappé, sain et sauf, du piège tendu à Berton. Traqué par toutes les gendarmeries du royaume, il était parvenu néanmoins à gagner la capitale où des complices lui avaient fourni un asile. Il se cachait dans la maisonnette d'un maraîcher derrière les Invalides. Cette retraite, près des barrières de Paris, ne pouvait être que précaire, et la Charbonnerie cherchait un moyen de l'expatrier. Un député normand, Adam de la Pommeraye, s'engageait à procurer une barque qui transporterait le proscrit dans l'île de Jersey. Il était nécessaire de les aboucher ensemble et nul lieu ne parut plus convenable pour cet entretien que les couloirs du Palais-Bourbon : le sanctuaire des lois, avait-on pensé, serait le dernier endroit où la police rechercherait un conspirateur. Le 1er août précisément, Georges de La Fayette, fils du général, conduisit Grandménil à la Chambre, il le présenta, dans la salle des Pas-Perdus à Adam de la Pommeraye. Celui-ci les fit entrer dans la tribune des anciens députés, qui restait généralement déserte.

Du fond de cette galerie le proscrit, pâle, tremblant d'indignation, n'en pouvait croire ses oreilles, assistait à la séance et entendait ces coryphées du libéralisme, auxquels il se dévouait jusqu'au sacrifice de sa fortune, de sa

liberté et de sa vie, le traiter publiquement de traître et d'agent provocateur. Après les paroles du général Foy, il ne fut plus maître de son indignation ; il voulut s'élancer dans la salle pour confondre ses calomniateurs, mais ses deux compagnons épiaient ses gestes, et son exaltation ne leur avait pas échappé. Avant qu'il eût escaladé le bord de la tribune, ils l'avaient empoigné et rejeté en arrière. Le tumulte et la confusion qui emplissaient la salle étouffèrent cet incident. Les deux hommes politiques purent calmer Grandménil et l'entraîner hors du palais, sans que la tentative eût été remarquée.

On fit mieux encore : on apaisa, on chapitra le proscrit et on lui persuada de se sacrifier jusqu'au bout au salut des parlementaires compromis. Le malheureux consentit à garder le silence et à ne pas se laver de l'ignoble accusation dont on le salissait. De la tribune du Palais-Bourbon, elle se répandit au dehors et persista malgré tous les démentis. Vainement ceux qui avaient exigé ce sacrifice essayaient de détromper le public. Les soupçons de cette prétendue trahison poursuivirent Grandménil dans l'exil et jusqu'à l'amnistie : plus de vingt-cinq ans après, elle lui fut encore jetée à la face, devant le tribunal où il comparut après les événements de Juin 1848.

Cependant les conspirateurs, sur lesquels la justice avait pu étendre la main, attendaient dans les prisons de Poitiers l'ouverture de la session des assises. Le choix de l'antique métropole du Poitou, qui se justifiait d'ailleurs par des raisons très juridiques, répondait parfaitement aux exigences de la situation politique. La vieille cité parlementaire et religieuse, que le mouvement moderne n'avait encore guère troublée, ensevelissait, dans l'ombre de ses basiliques et dans la paix de ses rues bordées de murs de couvents ou de façades d'hôtels silencieuses, le tumulte de cette affaire pour laquelle l'opinion publique se passionnait.

Le réquisitoire incriminait cinquante-six accusés : mais quarante seulement comparaissaient, les autres, en fuite, n'étaient traduits que comme contumaces.

Les pénalités requises étaient terribles. Tant de fois, au cours du dix-neuvième siècle, le révolutionnaire de la veille est devenu le gouvernant du lendemain, que l'habitude des attentats politiques en a considérablement atténué la répression. Les régimes intronisés par l'émeute ou le coup d'État

ne pouvaient guère invoquer d'autre droit que celui du succès, et le maître du jour aurait soulevé la réprobation publique en châtiant trop rigoureusement un forfait dont il avait lui-même donné l'exemple. Mais, en 1822, attaquer un gouvernement à main armée et susciter une guerre civile n'était pas encore considéré comme un crime véniel. Sans parler de la Convention qui envoyait en bloc à l'échafaud tous ceux qui n'approuvaient pas sa politique, le Code impérial, encore en vigueur, punissait de mort les complots, attentats, tentatives de guerre civile, attaques de villes, et, dix ans auparavant, la conspiration du général Malet avait entraîné l'exécution de douze personnes, dont neuf au moins n'étaient que des dupes. Conformément aux articles du Code pénal, le procureur général requérait la peine capitale contre les accusés présents ou contumaces, l'emprisonnement contre les membres des Ventes.

La juridiction devant laquelle les conspirateurs allaient comparaître était le jury de droit commun, mais sa composition normale, dans ce département presque exclusivement agricole, le rendait peu favorable à l'indulgence ; les grands propriétaires parmi lesquels il se recrutait étaient la plupart dévoués au régime, et les autres, par leur situation même, hostiles aux fauteurs de troubles et aux propagateurs de guerre civile.

Les révélations faites sur les sociétés secrètes des Charbonniers et des Chevaliers du Travail impressionnaient non seulement le public, mais les magistrats. Les plus grandes précautions avaient été prises contre une tentative de délivrance des prisonniers. Les avocats ne communiquaient avec leurs clients qu'après de minutieuses formalités et deux gardiens ne quittaient pas le parloir où Berton s'entretenait avec son défenseur. Le transfert des prisonniers s'opérait, sous une escorte de gendarmes, dans des voitures closes, où ils étaient enchaînés deux à deux. Enfin on avait mis la ville presque en état de siège. Des patrouilles battaient le pavé des rues, des détachements étaient massés aux carrefours, l'infanterie s'échelonnait sur le parcours de la prison au palais de justice.

Les audiences s'ouvrirent, le 26 août, à dix heures du matin, dans la grande salle de l'ancien palais des comtes de Poitiers. Toutes les issues étaient étroitement gardées. La mise en scène était imposante. Au fond de la longue pièce

rectangulaire, sept conseillers en robe rouge siégeaient sur le drap fleurdelisé des fauteuils de la cour ; à droite le ministère public, le procureur général Mangin, et l'avocat général Labady, puis les douze jurés faisant retour en équerre ; sur des gradins, en face, les quarante accusés encadrés de gendarmes, formaient un assemblage disparate. Le premier, qui fixait tous les regards, était le général Berton, en frac bleu très correct, d'une raideur toute militaire ; l'ex-colonel Alix, agent très actif de la maçonnerie, tenait la seconde place ; puis l'ancien chirurgien-major Caffé, l'entrepreneur de charronnage Férail, l'ex-huissier Saugé, les trois officiers de santé Fradin, Ricqué et Ledein, des propriétaires ruraux, Lambert, Sénéchault, Sauzais, deux officiers en retraite ou en demi-solde, Marchais et Michin, un clerc de notaire, Beaufils, enfin une foule d'artisans, ouvriers, débitants, paysans, les uns en blouse bleue, d'autres dans leurs habits du dimanche. Ils tournaient de droite et de gauche leurs faces méfiantes et ahuries, écoutaient les débats sans avoir l'air de comprendre leur gravité et témoignaient plus de stupeur que d'inquiétude. Douze avocats étaient assis au banc de la défense.

Plusieurs rangs de témoins, regardant la cour, formaient le quatrième côté du prétoire. Parmi eux, on se montrait le sous-préfet de Bressuire, le curé Fagault, le colonel de La Ville de Beaugé, le maire Maupassant, Wœlfeld, devenu sous-lieutenant, les gendarmes de Thouars et de Montreuil. Le public très réduit s'entassait dans le peu d'espace libre, au fond de la salle. Les journalistes avaient été logés dans les embrasures de deux fenêtres. Derrière le président, quelques dames favorisées occupaient une tribune grillée.

L'audience débuta par des chicanes de procédure. Les accusés, pour augmenter le nombre des récusations, avaient imaginé d'assigner comme témoins à décharge trois des jurés, sans doute les plus hostiles. Cet expédient juridique leur enlevait le droit de siéger dans l'affaire. La cour dut rendre un arrêt qui les rayait de la liste du jury.

Cet incident levé, Berton en souleva un nouveau. Un règlement de décembre 1810 interdisait aux avocats de plaider hors des cours et tribunaux, où ils étaient assermentés, sans une autorisation spéciale du ministère de la Justice. Berton avait demandé un défenseur du barreau de La Rochelle et le garde des Sceaux, appliquant strictement les textes,

n'avait pas accordé la permission nécessaire. Berton se refusait de faire un autre choix, et le président avait désigné d'office un avocat de Poitiers. Berton s'insurgea vainement contre cette décision.

La mesure était rigoureuse, mais légale, et la cour passa outre à sa réclamation ; mais la discussion continua et, pendant toute l'audience, un conflit lamentable se poursuivit entre le président qui imposait la défense d'office, et le défenseur, qui ne voulait pas plaider malgré son client.

Enfin Berton se leva de nouveau pour contester la compétence des assises de la Vienne et déposa encore des conclusions qu'un troisième arrêt de la cour rejeta.

Ces chicanes indisposaient la cour et le jury sans améliorer la situation des accusés. Les faits à leur charge étaient patents, publics, incontestables ; près de deux cents témoins en déposaient. La défense ne pouvait guère que discuter la responsabilité morale de chacun. Les avocats usèrent de la même tactique que les députés. Ils essayèrent de rejeter la principale culpabilité sur ceux qui avaient pris la fuite. Le complot, plaidèrent-ils, avait été machiné par un agent provocateur, et le malheureux Grandménil fut de nouveau choisi comme le bouc émissaire de toute la conspiration.

En revanche, tout le monde s'efforça de dégager les parlementaires compromis. Baudrillet comparaissait comme témoin. Il tenta de nouveau de donner le change sur les personnages auxquels Grandménil l'avait présenté. La Fayette avait soixante-six ans : il était maigre, de haute taille, complètement rasé et portait une perruque blonde. Baudrillet prétendit avoir été mis en relation avec un homme de quarante-cinq à cinquante ans assez gros, de taille moyenne, ayant des cheveux et des favoris noirs. Ce mensonge, par lequel il essayait de rétracter ses premiers aveux, ne trompait personne. Mais audacieusement soutenu, il enlevait toute base sérieuse à une accusation contre La Fayette et, en même temps, accréditait la légende de supercherie forgée contre Grandménil.

Le principal accusé, le général Berton, ne pouvait plaider ni l'erreur ni l'inconscience. Il accepta franchement les responsabilités d'un chef d'insurrection et demanda aux jurés de lui réserver leurs sévérités et d'en exonérer les autres. Mais il épilogua sur les causes du soulèvement et discuta ses intentions. Le renversement des Bourbons, affirma-t-il,

n'était pas le but de la conspiration, on ne voulait que rétablir la charte et soustraire la famille royale à la tyrannie de la noblesse et du clergé. Le général se plaignit des rigueurs auxquelles il était soumis. D'une fierté presque provocante envers les magistrats et les jurés, il s'embarrassa et même se démentit parfois dans les détails. De sa générosité à l'égard de ses compagnons d'infortune, il excepta l'un d'eux, l'ex-chirurgien-major Caffé.

Le cas du docteur Caffé offrait un intérêt tout particulier. Il était l'un des principaux instigateurs de l'insurrection, et sa maison du quartier des Ponts avait été le rendez-vous permanent des conspirateurs. Mais le rôle considérable qu'il avait joué ne s'était guère manifesté au dehors. Il n'avait participé que de loin à la prise d'armes, et l'accusation manquait de preuves matérielles. La charge la plus grave était l'hospitalité qu'il avait accordée à Berton pendant trois jours ; encore ne l'appuyait-on que sur le témoignage un peu suspect d'une servante congédiée, Caffé soutenant énergiquement qu'il ne connaissait pas personnellement le général et ne l'avait admis que comme un malade, sous le faux nom de Jolivet, dans une maison de santé annexée à son habitation. Berton pouvait d'un mot confirmer ou détruire ce suprême argument de défense. Mais les deux conspirateurs s'accusaient réciproquement avec aigreur. Caffé prétendait que les hésitations de Berton avaient tout perdu, Berton que le changement de plan, dont Caffé était l'un des principaux instigateurs, avait déterminé l'échec. Questionné sur son séjour chez Caffé, le général ne put oublier sa rancune : il répondit brutalement qu'il n'avait pas pris de faux nom et n'avait jamais été malade.

Le procureur général Mangin, magistrat de grand talent et d'une probité irréprochable, mais d'une sévérité inflexible, montra envers les accusés une rigueur qui lui attira les attaques violentes de la presse libérale.

Les débats se prolongèrent pendant onze jours. Le 11 septembre, à onze heures et demie du matin, les jurés entrèrent dans la chambre des délibérations. Les accusés furent reconduits dans leur prison. Les questions étaient nombreuses. A deux heures et demie du soir seulement le verdict fut rendu. On ramena les accusés. Mais, dans le trajet, la roue d'un des chariots où on les entassait s'était rompue, Jaglin avait une blessure au front, et Saugé boitait. A peine eurent-ils

pris leur place qu'un incident pénible se produisit. Caffé demanda qu'on l'éloignât de Berton, assis à côté de lui. On fit droit à sa réclamation. On leur donna lecture du verdict et la cour se retira pour rédiger l'arrêt.

L'audience fut de nouveau suspendue. Berton, Caffé, Fradin, Sénéchault, Jaglin et Saugé, qu'on avait placés seuls sur le premier banc, attiraient tous les regards. Berton gardait son calme, Caffé paraissait résigné, Fradin, Jaglin et Saugé manifestaient une vive inquiétude, Sénéchault restait inconscient. Derrière eux la plupart des autres accusés semblaient ne pas bien se rendre compte de la gravité de leur situation.

A minuit la cour rentra en séance et prononça l'arrêt.

Le jury s'était montré impitoyable à l'égard de ceux qui avaient organisé le complot ou s'étaient particulièrement signalés dans la prise d'armes. Non seulement Berton et Caffé, mais Fradin, l'adjoint de Parthenay, Saugé qui avait hébergé Berton, Jaglin, qui portait le drapeau de l'insurrection, étaient condamnés à mort. La même peine frappait Sénéchault qui avait accepté les fonctions de juge de paix, mais dont la faiblesse d'esprit était manifeste. Ceux qui n'avaient fait que suivre le mouvement bénéficiaient d'une indulgence relative. Trente-deux étaient condamnés à des peines variant d'un an à cinq ans d'emprisonnement. Deux accusés seulement, Marchais et François Fradin, obtenaient l'acquittement.

Les six condamnés à mort se pourvurent immédiatement en cassation. C'était un moyen de gagner du temps et de tenter un recours en grâce. Mmes Caffé, Sénéchault et Fradin gagnèrent Paris en poste, et multiplièrent les démarches. Le ministre de la Justice, auquel on s'adressa d'abord, refusa de donner un espoir. Mmes Sénéchault et Fradin n'hésitèrent pas : dans la cour des Tuileriés elle se jetèrent aux pieds de la duchesse d'Angoulême et lui présentèrent un placet. La duchesse de Berri se laissa également attendrir. A la prière des deux princesses, le roi se montra moins inflexible que son ministre. Il fit grâce de la mort et commua la peine de Fradin en vingt ans, celle de Sénéchault en quinze années d'emprisonnement.

Le 5 octobre, à deux heures du matin, un courrier spécial, sous l'escorte de deux gendarmes, apportait au procureur général la grâce de deux des condamnés, l'ordre d'exécu-

tion des quatre autres. L'échafaud de Berton et de Caffé devait être dressé, le jour même, sur la place du Pilori. Jaglin et Saugé seraient exécutés le surlendemain à Thouars.

A six heures du matin, le préfet et l'avocat général pénétrèrent dans les cellules de Berton et de Caffé et leur annoncèrent le rejet de leur pourvoi et leur exécution prochaine.

Le général garda le même sang-froid et la même attitude provocante. Comme le greffier voulait donner lecture de la sentence : « C'est bien, dit-il, en voilà assez. » Il reprocha ensuite au geôlier de n'avoir pas fait venir le barbier.

Caffé feignait de se résigner et d'accepter les secours d'un prêtre, qui l'accompagna dans sa cellule. Tandis que celui-ci l'exhortait, le condamné, prétextant la fatigue et le froid, se coucha dans son lit, les mains dissimulées sous la couverture. Vers neuf heures et demie, il pâlit subitement et murmura d'une voix éteinte : « Donnez-moi votre bénédiction et embrassez-moi. » L'ecclésiastique appela les gardiens qui découvrirent la couche inondée de sang. Caffé, d'un coup de bistouri, s'était ouvert l'artère crurale, la mort avait été presque instantanée.

Le suicide de Caffé fit augmenter les précautions à l'égard de Berton. On s'empressa de le lier étroitement. A onze heures le bourreau fit la toilette du condamné et coupa le collet de l'habit. Le général protesta : « Ne pouvez-vous vous contenter de le rabattre? » Deux prêtres l'attendaient dans une pièce voisine : « Dispensez-vous, messieurs, de m'accompagner, leur dit-il. Je sais aussi bien que vous ce que vous pouvez me dire. »

Un peu avant midi, la charrette fatale arriva. Berton y monta tranquillement. Comme il avait les mains liées, il demanda au bourreau de se placer derrière lui et de le soutenir contre les cahots. Les deux prêtres s'étaient assis à ses côtés. Pendant le parcours, il promenait avec calme ses regards à droite et à gauche. Il y avait peu de spectateurs : la plupart des fenêtres étaient fermées. La charrette fit halte sur la place du Pilori. Berton en descendit et gravit seul les marches de l'échafaud. Les ecclésiastiques voulurent encore s'approcher, il leur dit : « Laissez-moi tranquille. » Puis il cria d'une voix forte : « Vive la France ! Vive la liberté ! » Attaché sur la planche, il redressa la tête et reprit : « Encore une fois, vive la liberté ! »

Le surlendemain, l'échafaud se dressait de nouveau sur

la place de Thouars. Jaglin et Saugé y avaient été amenés la veille, dans une voiture qu'escortaient de relais en relais des piquets de cavalerie. A midi et demi les deux condamnés furent conduits au supplice. Leur attitude différait. Jaglin s'était confessé et manifestait de vifs regrets. En montant sur l'échaufaud il cria : « Vive le roi ! » Saugé conserva jusqu'au bout la même résolution farouche, il mourut au cri de : « Vive la République ! »

Après avoir débuté comme une comédie, la conspiration finissait en tragédie sanglante. Tous ceux que n'aveuglait pas la passion politique pouvaient prévoir d'avance ce lamentable dénouement. Le lieu était aussi mal choisi que le milieu : une insurrection du Saumurois, eût-elle obtenu quelques succès locaux, n'avait aucune chance sérieuse d'aboutir à un changement de régime. Il en est, en effet, du corps politique comme du corps physique : les blessures aux extrémités sont rarement mortelles, c'est au cœur et à la tête qu'il faut frapper, et un gouvernement établi ne peut guère être renversé que par un coup de main brusque et imprévu qui, l'attaquant dans sa capitale, paralyse tous ses moyens d'action.

D'autre part les grasses campagnes du Saumurois n'étaient pas faites pour engendrer une race de révolutionnaires bien ardents. Ceux qui sont prêts à tout risquer sont, en général, ceux qui n'ont pas beaucoup à perdre. Les Chevaliers de la Liberté s'étaient recrutés en grand nombre parmi les bourgeois riches et les paysans aisés ; trop d'intérêts matériels les enchaînaient pour pousser la chevalerie jusqu'à l'insurrection. La vivacité de leurs rancunes politiques avait bien pu se donner carrière dans une conspiration secrète et des conciliabules à huis clos, mais quand il fut question de livrer bataille au grand jour, le renversement du trône leur parut moins intéressant que la conservation de leur fortune et de leur vie.

Ce drame eut, cependant, moins de huit ans après, un épilogue triomphal : le 29 juillet 1830, l'instigateur principal de tous ces complots, le grand chef de la charbonnerie, le général marquis de La Fayette, montait les marches de l'Hôtel de Ville au milieu de l'acclamation populaire.

R. Blachez.

Les Dieux de la Tribu [1]

DEUXIÈME PARTIE

LES DÉLÉGUÉS DE SON ALTESSE

Le romanesque chez moi s'étendait à l'amour, à la bravoure, à tout.

STENDHAL.

I

Première entrevue.

Sur la piste des personnages...

Quelques jours plus tard, le 10 octobre, dans l'après-midi, Ozilie faillit perdre patience. Décidée à quitter Paris le soir même pour se rendre en Suisse, elle avait envoyé Trophime Trophimova jusqu'à la rue Danton. La femme de chambre, sortie à quatre heures, devait uniquement demander les lettres parvenues à la poste restante et revenir. Mais la Trophimova ne revenait pas. Serait-elle de retour à temps pour prendre le train, ce soir? Avec les habitudes de Trophime on pouvait en douter.

Ozilie s'efforçait de ne point penser à ces désagréments. Elle songeait plutôt qu'elle laisserait sans trop de regrets, cette chambre d'hôtel de la rue de Tournon, où, fidèle à ses principes, elle s'était réfugiée pendant son séjour à Paris, de préférence à cet appartement situé près du Luxembourg que M. Chenoncay réservait aux voyageurs venant de Chamarges.

Par contre, elle emportait la nostalgie de Paris. Elle ne quittait jamais, sans un serrement de cœur, cette ville qui l'enchantait. Et elle goûtait une fois encore les amères joies du départ et cette impression

(1) Voir *la Revue universelle* du 15 juin 1929.

si vive que l'on ressent à changer d'existence, à rompre les liens convenus, établis avec les horaires et l'habitude...

Mais aujourd'hui, il fallait reconnaître que le voyage était imposé par la nécessité et non par un subit caprice. Ozilie s'était promis de ne pas rouler avant longtemps sur les routes de la Suisse et voici que, par sa faute, cette lettre perdue à Chamarges, retrouvée et déchiffrée on ne sait comment par Pierre Caussanges, l'obligeait à regagner cette cour de Neu-Thorenberg qu'elle avait désertée quelques mois plus tôt.

Ce Caussanges, comme elle s'était trompée sur lui ! Elle l'avait pris pour un loyal garçon. Elle lui avait confié un peu de son âme tourmentée, et, sous des manières voilées, il est vrai, le plus clair de ses goûts. Elle avait, en somme, pensé tout haut en sa présence et cherché à analyser devant lui aussi bien la femme qu'elle croyait être que celle qu'il lui aurait plu de représenter...

Cette erreur de diagnostic la corrigerait-elle? Désormais, elle n'accorderait plus autant de crédit à son instinct. Elle ne jugerait plus sans appel, les gens, sur la première impression. Mais alors, à quoi se fier?

* * *

A cinq heures et quart, Trophime reparut. Elle ne rapportait qu'une seule lettre. Et pour excuses, la dignité de son silence.

— Vous avez pris une voiture? demanda Ozilie, ironique, qui ne tutoyait pas sa femme de chambre lorsqu'elle s'apprêtait à lui faire des reproches.

— Oui, mademoiselle, répondit la Trophimova aussi sévère que sa maîtresse. La voiture est encore en bas.

— Vous étiez chargée?

— Non, mademoiselle. J'étais pressée.

— Vous n'êtes pas trop fatiguée?

— Si, mademoiselle. J'ai attendu longtemps devant le guichet.

— Si longtemps?

— Très longtemps. Et je crois en outre que j'ai été suivie dans la rue.

— Les admirateurs se multiplient derrière vos pas...

— Oh ! pas des admirateurs, rectifia simplement Trophime insensible à ces railleries.

— Quoi donc, s'il vous plaît?

— Des policiers, je présume.

— Tu les connais?

— Non. Mais ils me connaissent.

Toutefois, Ozilie qui lisait la lettre, dont le texte dactylographié était court et catégorique, haussa les épaules :

Un envoyé de S. A. le prince Evgueny vous attendra du 10 au 12 octobre, tous les jours après-midi, de quatre heures et demie à cinq heures et demie sur la terrasse des Tuileries. Il désire vous parler, à vous seulement, de faits de la plus haute importance.

Pour S. A. Evgueny :

Une signature illisible griffait le papier.

D'abord, Ozilie fut stupéfaite et furieuse. Elle recevait un ordre sans paraphe, ni sceau, ni lieu d'origine, mais un ordre quand même. Evgueny ne changerait donc jamais ! Et comment avait-il eu connaissance de l'adresse d'Ozilie? Par Gina... Voilà un danger qu'elle n'avait pas prévu.

Ozilie prit la décision de se rendre place de la Concorde.

* * *

Sur la terrasse des Tuileries, rien de remarquable. Un vieillard, puis un autre vieillard, un jeune homme et une dame, puis une petite fille... Ozilie regardait. Non. Pas d'envoyé d'Evgueny.

« Suis-je sotte ! se dit-elle. S'il vient, il ne peut pas être en costume de cour, comme « là-bas », mais habillé à la mode de Paris. Ne serait-ce pas ce monsieur qui fait semblant de lire?... »

Sur un banc, un homme tenait un livre. Il baissait la tête et ne se souciait de personne. Ozilie devait-elle continuer sa route? Cependant elle crut s'apercevoir que le personnage l'examinait au point d'en oublier sa lecture.

— C'est l'envoyé, pensa-t-elle aussitôt.

Elle observa le long visage maigre de cet homme qu'elle n'avait pas remarqué encore parmi les familiers d'Evgueny. Puis elle se dirigea résolument vers celui qu'elle soupçonnait d'être l'émissaire du prince. Elle s'arrêta et, tout de suite :

— C'est vous qui m'adressez des lettres non signées?

L'homme interpellé ne répondit pas.

— Bien, je me suis trompée. Excusez-moi, monsieur.

Déjà, elle s'éloignait. L'homme ferma son livre, se leva en agitant les bras.

— Oui, c'est moi qui vous ai écrit, déclara-t-il.

— Vous avez mis du temps pour vous décider?

— Je n'avais pas compris tout de suite.

— Vous comprenez maintenant?

— Parfaitement.

— Eh bien, c'est moi qui ne comprends pas !... Je ne comprends pas ce que vous me voulez.

Ozilie se tenait droite devant le personnage dont elle soutenait le regard.

— Le prince désirerait, commença l'émissaire... Le prince serait heureux de savoir pourquoi vous l'avez fui, débita-t-il avec une hésitation que l'on sentait feinte.

— Son Altesse, monsieur, le sait, si vous ne le savez pas. Ma réponse ne lui apprendrait rien.

— Moi, mademoiselle, c'est comme si je ne savais rien. Le prince... Son Altesse, désirerait encore...

Elle l'interrompit :

— Vous êtes délégué?... Vous appartenez au prince? Quel prince?

— Oui, mademoiselle, répondit le délégué avec assurance.

— Alors, vous savez qui je suis?

— Je le sais, mademoiselle.

— Comment se fait-il donc que, m'ayant reconnue, vous ne m'ayez pas encore saluée comme il convient?

L'homme, cette fois, parut vraiment confus. Ozilie, satisfaite de le sentir embarrassé, reprit :

— Qu'attendez-vous, monsieur. Vous êtes inexcusable. J'écrirai à Son Altesse pour lui rappeler qu'il n'a jamais eu le choix heureux.

L'homme s'inclina :

— Ce n'est pas à vous qu'il appartient de dire que Son Altesse n'a jamais eu le choix heureux.

Ozilie ne releva pas cette réponse de celui qu'elle avait mortifié.

— Mademoiselle, je vous prie..., continua le délégué.

— Si vous me connaissez, pourquoi m'appelez-vous mademoiselle?

— Pour ne pas attirer l'attention de ceux qui nous écoutent.

— Il n'y a personne, répliqua Ozilie.

— Peut-être. On ne sait jamais.

— Eh bien, poursuivit Ozilie, faites-moi la grâce quand même de me nommer chaque fois que vous m'adresserez la parole : « Votre Noblesse ».

— Faites-moi la grâce de ne jamais dire Son Altesse en parlant du prince. Ce sera plus prudent.

— Je n'ai rien à craindre, monsieur.

— On le dit. Mademoiselle, le prince, mon maître, m'a envoyé auprès de vous... auprès de Votre Noblesse, si vous voulez, parce qu'il désirerait que vous lui fassiez remettre les lettres que vous avez de lui.

— Si j'avais quelque chose à envoyer à Son Altesse, ce ne serait pas vous, monsieur, que je choisirais comme émissaire.

L'homme, qui semblait très calme et acceptait avec patience les impertinences d'Ozilie, changea d'attitude :

— C'est une explication que je puis rapporter. Mais je voudrais quelques mots de vous en réponse à cette autre question : les raisons de votre fuite?

— J'ai déjà expliqué tout cela.

— Comment?

— Peu vous importe...

— Oui, par lettre. Mais les lettres se perdent. Imaginez que celle-là se soit égarée. Vous ne dites rien? C'est bien la preuve que la demande du prince vous est désagréable. Peut-être même vous paraît-elle dangereuse?...

— Le danger est pour vous, monsieur, que je remercie, en attendant que votre maître agisse de même avec vous.

— Mais « Votre Noblesse » se tait toujours sur la deuxième question, remarqua le délégué ironique.

— J'ai répondu, monsieur, Son Altesse sait cela, mieux que vous.

— Votre Noblesse l'assure...

— N'en doutez pas.

— Ce n'est pas moi, c'est Son Altesse Evgueny qui cherche à savoir la vérité. Si Son Altesse avait pleine certitude, il ne m'aurait point envoyé à Paris ; je n'aurais pas accompli un long voyage...

— Oh! long voyage... dit Ozilie en riant. N'exagérons rien.

— C'est long quand même.

— Une demi-journée!

— Je vous demande pardon, rectifia le délégué.

— Quel train avez-vous donc pris?

— Celui de nuit, répondit-il.

— Eh bien, en partant de Genève le soir, à neuf heures et demie, vous arrivez à la gare de Lyon à neuf heures du matin, le lendemain.

Ozilie, qui se tenait en face du délégué, ne vit pas le sourire de son partenaire.

— Je vous le concède, dit-il, cependant vous oubliez les précautions à prendre, les raisons du voyage à cacher, les détours qu'il faut prévoir.

— Mais enfin, monsieur, que me voulez-vous? demanda tout d'un coup Ozilie, d'une voix agressive.

— Ce que je vous ai dit. Pas plus.

A son tour, elle regardait cet homme avec étonnement. Et lui, de la voir ainsi, se sentait pris de pitié pour cette femme qui se débat-

tait. Peut-être aurait-il prononcé quelques paroles superflues. Mais Ozilie le rappela au souci de son propre rôle.

— Qu'est-ce que cela peut bien cacher? Répétez un peu la demande que vous m'avez faite?

Le délégué recommença, exagérant la leçon apprise. Ozilie réfléchissait.

— Je vois, conclut-il, que pour vous, tous ces mots ont un sens. Pour moi, non...

Ozilie, sans répondre, s'éloigna...

II

Sur Lonlay-Labbaye.

Lonlay-Labbaye ne s'était point pressé de fermer sa valise aussi vite du moins qu'il l'avait laissé entendre à Pierre Caussanges. D'abord il avait voulu voir lui-même Ozilie, lui parler, la faire parler.

« Il faut avouer, disait-il, que je n'ai pas réussi. Et cette première entrevue ne m'a pas appris grand'chose. »

Lonlay se rendait compte également qu'il ne pouvait pas recommencer l'expérience et se présenter de nouveau devant Mlle Ozilie de Wicheslaw. C'est alors qu'il songea à Jacques Wisel.

Boulevard Raspail, non loin de la rue de Rennes, habitait ce curieux garçon, voyageur par goût, historien par ennui, propriétaire terrien par état. Lonlay songeait en outre qu'il recueillerait auprès de Wisel d'utiles précisions sur la Kabardie actuelle et sur l'exil du prince héritier Evgueny. Car Lonlay avait l'habitude de consulter ses amis, suivant leurs spécialités, plutôt que de rechercher des documents dans des ouvrages plus ou moins introuvables.

Comme un homme pour qui les heures sont précieuses, Lonlay énuméra devant Wisel ses acquisitions.

Wisel tenait le journaliste pour un garçon audacieux, volontaire, passionné pour sa profession, aimant du reste à rendre service, assez orgueilleux toutefois sous ses airs modestes. Et il ne cachait pas l'estime et l'indulgence un peu sur le qui-vive qu'il ressentait pour cet esprit actif et fertile en ressources. D'autre part, Lonlay, qui aimait les déplacements, l'imprévu et qui s'intéressait à tout ce qu'il pouvait découvrir, lui apportait toujours une vivante distraction.

Wisel écoutait donc avec curiosité l'exposé de Lonlay :

— Il y a en Suisse, près de Genève, un lieu dit « la Grande Marche » que l'on ne relève ni sur les cartes ni dans les guides.

— Exact, sans doute. Car je ne connais pas.

— Un prince, nommé Evgueny, établi là, s'y entoure d'une petite cour d'exilés comme lui. Peu de renseignements sur ce prince. Toutefois, ce monarque doit ignorer l'art de choisir ses ministres et ses émissaires. Son peuple l'a déclaré déchu et lui-même, l'Altesse, a dû abandonner sa couronne et son royaume pour se réfugier, incognito, en Suisse.

— Qu'y a-t-il autour de lui?

— Comme personnage de la cour, un premier ministre dont la fille Gina, négligente ou hostile, ne répondait pas aux lettres que lui envoyait une demoiselle Ozilie de Wicheslaw.

— Quelle est cette demoiselle? demanda encore Wisel, gagné peu à peu par cette intrigue.

— Une aventurière, sans doute. Caussanges l'a rencontrée...

Lonlay conta par le menu l'entrevue d'Ozilie et de Caussanges...

— Si je comprends bien, vous ne possédez pas grand'chose. Et sans être indiscret, reprit Jacques Wisel, puis-je savoir à quoi ces renseignements doivent vous servir?

— Comment? s'étonna Lonlay. Mais c'est bien simple. Il y a un petit prince en exil qui n'a rien voulu confier à personne, pas même l'endroit de son refuge. Il se cache, il est silencieux, il vit secrètement. Des partisans restés fidèles lui composent un entourage discret. Or, nous tombons par hasard — le hasard, c'est Caussanges, vous le connaissez de vue et de nom — sur une pièce qui nous permet de suivre la piste de toute une intrigue amoureuse, au milieu des machinations et des jalousies d'une cour de réfugiés... Cela ne vous intéresse pas?

— Vous allez donc dévoiler la retraite de ce prince, servir d'indicateur à ses ennemis, vouer ainsi ce jeune garçon à quelque obscure et tenace vengeance?...

— Vous vous trompez ! On ne révèle jamais ces choses là !

— En somme, vous n'avez pas réussi auprès de cette dame au nom étrange !

— Ozilie? Pas du tout.

Lonlay ne cachait pas son souci de connaître Ozilie et la démarche qu'il avait entreprise sans succès auprès de la jeune fille.

— Il faudrait lui expédier Floriant de Floriot, observa Jacques Wisel ironique. Il saurait peut-être l'interroger.

— Vous plaisantez. Floriot ne saurait me servir.

— Pourquoi le gardez-vous dans votre compagnie?

En parlant ainsi, Jacques Wisel faisait allusion à la petite classe de reporters qui s'égaillaient dans le sillage de Lonlay. On en remarquait

deux ou trois, quatre même, de journaux différents, appelés à accomplir de compagnie les mêmes déplacements, qui prenaient parfois leur mot d'ordre chez Lonlay, ne dédaignaient pas ses renseignements et profitaient de son expérience.

Des rivalités, certes, mais pas de trahison. Une sorte de syndicat tacite était ainsi formé : les nouvelles y étaient souvent jetées en commun ; chacun les présentait ensuite à son gré.

— Floriant de Floriot me divertit, répliqua Lonlay-Labbaye. Il représente pour moi le personnage qui s'est trompé de métier, qui est entré par distraction dans la carrière la plus contraire à ses goûts et à son tempérament. C'est pourquoi il m'est utile. Ce qu'il néglige d'entreprendre, c'est cela qu'il faut faire tout de suite. Ce bureaucrate ingénu est comme une gageure réussie. Mais je ne lui demande jamais rien au-dessus de ses forces.

Dans ces derniers mots Lonlay se peignait en entier, avec son besoin d'autorité qu'il maquillait sous des conseils, une bonhomie obligeante et de l'ironie. Il n'ignorait pas, du reste, qu'on lui décernait quelques mérites et que l'on reconnaissait son ascendant sur autrui. Ce pouvoir, quelques-uns le croyaient important. Mais Lonlay délimitait sans tricherie le secret de sa force. Il parlait peu, il agissait beaucoup, payait toujours de sa personne et donnait rarement un avis superflu. C'est suffisant parfois pour s'assurer des alliés. Enfin, dans le monde disparate où il vivait, Lonlay savait reconnaître ses amis, leur rendre service et ne point les oublier dans l'adversité.

— Je crois deviner, reprit Wisel, que vous m'avez choisi pour voir cette jeune personne?

— Je ne suis pas allé jusqu'à un choix. Mais je suis sûr que votre rencontre avec une véritable dame d'honneur d'une cour étrangère vous sera une vivante leçon d'histoire.

Et puis, cela vous divertira, ajouta Lonlay.

— Je ne vois que les désagréments de cette démarche, répondit Wisel soucieux.

— Je n'en discerne pas avec un homme adroit, sympathique et courageux.

— Que voulez-vous faire des lettres du prince? insista Wisel.

— Rien. Si Ozilie me les apportait, nous ne saurions où les cacher. Mais rassurez-vous, elle ne vous les offrira pas. Ces lettres, ce n'est donc qu'une entrée en matière. Je vous expliquerai : pour la circonstance, vous auriez le titre de second délégué du prince... Ce qu'il nous faudrait, c'est l'adresse précise du prince. Le lieu dit « la Grande Marche » est un nom de convention pour les initiés.

— Et lorsque vous aurez cette adresse?

— J'irai voir le prince. Pourquoi pas? poursuivait Lonlay. On annonçait ces jours derniers que Son Altesse Evgueny combattait parmi ses partisans, puis qu'il avait été enlevé par ses adversaires... Un petit télégramme sans commentaires. Cette nouvelle a été démentie, puis confirmée. Retrouver le prince détrôné, le retrouver en Suisse, où personne ne songe plus à le rechercher, n'est-ce pas renverser toutes les hypothèses et accomplir un coup de maître?

— Oui, dit Wisel sans enthousiasme, je conçois maintenant l'intérêt que vous portez à Son Altesse...

— Vous voyez bien qu'il est nécessaire que vous rencontriez Sa Noblesse Ozilie. Laissez-moi faire. Je vais tout préparer. Et vous passerez une amusante après-midi.

— Décidément Floriot ne vous est d'aucun secours dans ces cas-là !

— C'est votre impression surtout que je voudrais connaître. Vous parlerez de choses vagues, pas compromettantes. Je suis impatient de confronter votre opinion avec la mienne...

III

Deuxième entrevue.

A l'hôtel de la rue de Tournon, cet après-midi du 12 octobre, Ozilie trouva, en entrant dans sa chambre, une lettre que Trophime Trophimova, sa femme de chambre, lui tendait. C'était un billet à peu près semblable au précédent :

« Un délégué vous attend toujours devant la grille des Tuileries, place de la Concorde, à quatre heures... »

— Je n'irai pas ! décréta tout de suite Ozilie. Non, je n'irai pas.

Mais en pareille circonstance, une décision muette a plus de prix que deux dénégations prononcées à voix haute, sur le ton de la colère. A quatre heures, Ozilie ne bougea point. Mais à quatre heures et demie elle commença de s'apprêter et à cinq heures elle sortait. « Il faut en finir, » dit-elle comme pour s excuser d'avoir changé d'avis...

*
* *

Le crépuscule avec le vent chassait les rares ombres que le froid n'avait pas chassées. Le cri d'une sirène de remorqueur dispersait des mouettes sur le fond de l'horizon.

La jeune fille attendait. Elle s'était promis de rester jusqu'à l'heure fixée par le billet anonyme : six heures.

Un garçon habillé de noir la regardait. Serait-ce le délégué? Elle hésita cependant. Pour se punir de cette hésitation, elle partit résolument à la rencontre du gentleman.

Tout de suite il s'inclina et sans détours :

— Vous connaissez, mademoiselle... la mission qui m'est confiée. Je pense que vous avez réfléchi à la réponse que vous voulez me remettre. Aussi, je ne vous en parlerai plus et j'attendrai tout de votre bonne volonté.

Il avait parlé très vite et maintenant il regardait du côté des Champs-Élysées. Ozilie l'examina. C'était un homme sérieux, un peu trop sérieux même. Ozilie cherchait à définir l'impression qu'elle recevait de ce personnage de taille moyenne qui devait avoir une dizaine d'années de plus qu'elle. Il lui parut sympathique. C'est pourquoi, par esprit de contradiction ou peut-être pour ne pas céder à son premier mouvement, elle répliqua :

— Je vais vous rassurer sur-le-champ, monsieur. Je n'ai pas de lettre à remettre au Prince. Si je suis partie, c'était pour changer d'air. Telle est ma réponse. Vous pouvez vous retirer, monsieur, si votre temps a quelque valeur.

— C'est ce que je fais, mademoiselle.

Déjà il allait s'éloigner, l'air ravi, semblait-il, lorsque Ozilie lui demanda avec une indifférence polie :

— Comment va Son Altesse?

— Fort bien, répondit Jacques Wisel.

— Il habite toujours?...

Elle ne termina point sa question.

— Toujours.

— A la « Grande Marche », alors? précisa cette fois la jeune fille.

— Toujours la même adresse.

— Pour lui écrire?...

— Écrivez-lui, s'il vous plaît, répliqua Wisel. On fera suivre si c'est nécessaire.

— Vous êtes content d'être à Paris? demanda encore Ozilie.

— Très content.

Puis Jacques Wisel sourit, pour cacher son embarras, car il ne savait comment mentir.

— Mon départ pour Paris était depuis plusieurs jours chose convenue. Son Altesse l'ayant appris vint jusqu'à la gare me confier un message. Je m'en acquitte ce soir.

— Vous êtes le deuxième messager ainsi expédié.

— Je l'apprends à l'instant, mademoiselle.

— Vous êtes au service du Prince? poursuivit Ozilie qui ne cachait plus sa curiosité.

— Oh! si peu!

— Mais enfin, vous êtes à son service? Je veux dire : vous faites partie de la cour?

— Vous en voyez la preuve, se contenta de répondre le délégué.

— Rien de changé au château?

— Quel château? Celui de Son Altesse?

— Oui.

— Non. Rien. Vraiment rien.

— Et Gina?

Jacques Wisel ne se pressait pas de répondre. Lorsqu'il y consentit, il le fit avec un étonnement qui était peut-être feint, mais qui surprit un peu Ozilie.

— Gina?

— La fille du premier ministre.

— Ah! Mademoiselle Gina! Presque invisible ces derniers temps. On a parlé d'une mauvaise grippe.

— C'est pour cela qu'elle ne me répondait pas! Et moi qui l'accusais d'indifférence!

Jacques Wisel se taisait. Ozilie, sans bien discerner les raisons qui la faisaient agir, aurait voulu continuer cette conversation avec le nouvel émissaire. Mais elle se sentait déroutée par cette politesse distante.

— Je ne veux pas abuser de vos instants, monsieur... mais... croyez-vous vraiment que je garde par devers moi une importante correspondance du Prince?

— Je ne crois rien, mademoiselle.

— La croyez-vous compromettante, dangereuse?

— Ces questions, je n'ai même pas le droit de me les poser.

Cette réponse déplut à la jeune fille. Peut-être aussi les manières et l'accent de Jacques Wisel.

— Au revoir, monsieur. J'ai votre adresse, n'est-ce pas? Non, je ne vous enverrai pas un mot, au cas où... je changerai d'avis. Je n'aime pas écrire.

— Comment me préviendrez-vous?

— Vous le verrez bien, dit-elle en riant.

*
* *

A quels signes imperceptibles à l'œil nu, deux êtres qui se voient pour la première fois se reconnaissent-ils comme des gens certains en eux-mêmes qu'ils devaient, un jour ou l'autre, se rencontrer et s'aimer?

Ozilie entendit-elle l'appel de cet avertissement intraduisible? Elle ne pouvait se décider à partir. Jacques Wisel non plus ne pensait pas à s'en aller.

— Avouez-moi, reprit brusquement Ozilie, avouez-moi que vous connaissez peu le Prince et encore moins la cour?

Est-ce Ozilie qui a parlé? Elle ne s'en rend pas compte elle-même. Quelle autorité la guide en ce moment et lui fait poser cette question?

Wisel n'a pas bougé. Mais une incertitude le paralyse. Serait-il deviné? « J'ai agi avec légèreté, pense-t-il, en acceptant cette ridicule délégation pour faire plaisir à Lonlay. »

— Avouez-moi que vous êtes un délégué de hasard?

— Si c'est votre opinion, mademoiselle...

Puis comme s'il prenait une résolution :

— S'il vous est plus facile de vous exprimer en anglais, dites-le-moi.

— Non, c'est l'allemand que je préfère. Mais je parle donc si mal en français? Je continue, car cela m'intéresse. Dites-moi, vous n'êtes pas un familier de Son Altesse?

— Non, je connais mal le Prince et pas du tout la cour. On m'a chargé de ce message. Je n'y entends rien. Voilà la vérité. Maintenant, mademoiselle, faites comme il vous plaira.

Cet homme allait-il se retirer à présent? Ozilie le ramena aussitôt.

— Écoutez-moi.

— Parlez, mademoiselle. Je vous écoute.

Contradiction bien humaine. Ozilie ne tenait plus maintenant à confier à cet étranger ce qu'elle voulait lui soumettre tout à l'heure.

— Il vaut mieux que vous sachiez tout, reprit-elle enfin.

Jacques Wisel attendait. « Quel secret fardé vais-je entendre? » Toutefois, cette jeune fille lui inspirait confiance et remuait en lui il ne savait quels romanesques désirs de dévouement. « Dans quelles difficultés doit-elle se débattre! » pensa-t-il.

— D'abord, je dois vous raconter des choses qui ne sont pas de mon secret, reprit Ozilie.

— Marchons, si vous voulez...

— Oui, vers les Champs-Élysées. Je mettrai un voile à ces choses-là.

Sous une lampe à arc ils s'arrêtèrent. La même idée : l'un et l'autre, ils voulaient lire dans leurs yeux.

Jacques Wisel parut à Ozilie un peu plus grand que tout à l'heure et plus âgé qu'elle n'avait cru, si l'on s'en rapportait aux cheveux grisonnants de ses tempes. Un visage ferme, un regard doux avec le sourire plutôt triste au repos.

« Que pense-t-il de moi? » se demandait Ozilie. Wisel, s'il s'était interrogé, n'aurait pu répondre. Ou du moins une seule chose : la jeune fille l'attirait. Il remarquait encore : « Elle a des sourcils très fournis et des cils très longs. » Car, déjà, il avait tracé à son insu, en lui-même, un portrait d'Ozilie qu'il lui fallait compléter.

— Donc, il y a un peu plus d'un an, je vivais, avant de venir à Paris, reprit la jeune fille, à la cour d'un Prince en exil, d'un Prince détrôné, si vous préférez... Les partisans de ce Prince ne désespèrent pas encore de son retour au trône. Moi, qu'est-ce que j'étais? La fille d'un fonctionnaire du palais royal. Or, Son Altesse, un jour, me remarqua. Je lui étais indulgente à cause de ses malheurs. Le Prince découvrit dans mon dévouement plus que de l'affection. Je ne sais si je me fais bien comprendre?

— Continuez, mademoiselle.

— Pouvais-je demeurer près de S. A. Evgueny dans ces conditions-là? Je ne le crois pas. D'abord, je ne voulais pas de situation fausse. Et une seule alternative s'offrait. Ou bien le Prince m'épousait et renonçait par le fait à la couronne. Ou bien il ne renonçait pas à la couronne et il eût été peut-être très malheureux — moi aussi — par les difficultés que je lui aurais suscitées. La situation n'avait pas d'issue. J'allai consulter le chancelier qui me conseilla le parti le plus sage, celui de m'en aller. Vous me suivez, monsieur?...

— Je vous entends, mademoiselle...

— Je partis. Un des oncles de Mlle Isabelle, chez qui je vis, il faut le dire ici, avait des propriétés en France, du côté du Dauphiné... Ou de la Savoie, peu importe. Evgueny le savait. Lorsqu'il apprit mon départ, il m'écrivit à mon nom, à l'adresse de cet oncle, quelques lettres dans lesquelles il me suppliait de rentrer auprès de lui, disant qu'il ne m'abandonnerait jamais, etc...

— Est-ce qu'il vous promettait la moitié de sa couronne au cas où les événements?... demanda Jacques Wisel.

— Le Prince est bien trop adroit pour commettre une imprudence de cette taille.

— Qu'avez-vous répondu aux lettres de Son Altesse?

— Que je ne pouvais retourner auprès de lui et que je devais me marier prochainement.

— Ah ! vous allez vous marier...

— Mettons que cela pourrait être vrai, répondit Ozilie en souriant.

— Le Prince a dû être furieux, observa Jacques Wisel.

— Je ne lui ai pas donné à lui-même ces explications définitives, mais à une personne de son entourage dont j'étais sûre.

— Confiance mal placée...

— Non. J'étais sûre que cette personne répéterait au Prince ce que je lui avouais à elle. Aujourd'hui, on me prie de retourner les insignifiantes lettres que j'ai reçues d'Evgueny.

— Vous tenez à ces souvenirs?

— Pas du tout ! s'écria Ozilie.

— Eh bien, alors !

— Cette correspondance, je veux bien la rendre au Prince. Mais...

— Il y a un empêchement?...

— Sérieux. Cette correspondance n'est pas à Paris. Elle est en lieu sûr. Voilà ce que j'avais à vous dire. Daignez monsieur, en informer Son Altesse mal renseignée, si vous en avez le loisir ou l'occasion.

— Comptez sur moi, répondit Jacques Wisel.

— Peut-être vous verrai-je à la cour de Neu... car je pense bien y retourner dans quelques jours.

— Je le souhaite également.

Ozilie tendit la main à Jacques Wisel. Se jugeaient-ils à cette minute, l'un et l'autre, de la même famille spontanée et loyale, sincère et sensible? Se découvraient-ils alliés comme s'ils étaient unis par une amitié éprouvée? Mais que d'obstacles encore ! « Nous sommes de même race, toi et moi, » affirmaient leurs yeux souriants, tandis que se prolongeaient les souhaits et les adieux.

— Bon voyage, répéta Wisel.

— Tenez-moi au courant, dit Ozilie. Et soyez indulgent pour mes lettres : je connais si mal la langue française...

— Mais à quel nom ! s'écria soudain Jacques Wisel étonné tout d'un coup de la marche rapide de leur soudaine entente.

— Ozilie de Wicheslaw... Quant à l'adresse, je l'ignore encore. Mais je vous la dirai... En attendant, bureau rue Danton, à Paris, comme vous savez... Si c'est nécessaire, ajouta-t-elle en se retirant.

IV

Lettres de fiançailles.

Ozilie revint chez elle, à pied dans la nuit. Elle suivit un moment les quais de la Seine. Au-dessus du fleuve, les nuages fuyaient, un orage s'annonçait.

Cette promenade favorisait les réflexions de la jeune fille. Une allégresse subite la poussait... Quel chemin parcouru depuis le soir où, sur la route de Chamargues, un brusque écart du vent lui avait enlevé les deux feuillets d'une lettre qu'elle relisait ! Lettre inutile à présent. A quoi bon désormais écrire à Gina de fausses confidences sur les fiancés qui se pressaient chez son oncle en quête d'une riche héritière? Pourquoi même chercher des raisons à son évasion de la « Grande Marche », loin du prince Evgueny?

Pauvre Prince détrôné pour qui elle avait gardé une trouble pitié. Un temps, elle avait cru l'aimer. Mais elle sentait bien, aujourd'hui, que l'amour c'était autre chose.

« Dans cette lettre égarée, songeait Ozilie, je parlais de l' « Irrépa- « rable » à placer entre le Prince et moi. Qu'est-ce que j'entendais alors par l' « Irréparable », si ce n'était le fiancé de mon choix? L'aurais-je entrevu, par hasard, puisque j'ose, pleine d'assurance et de confiance en moi, considérer sans crainte l'idée de mon retour en Suisse, à la cour d'Evgueny, tout au moins pour quelques semaines? »

Ozilie ne cherchait pas pourquoi elle se découvrait ainsi joyeuse et pleine d'espérance. Ce Jacques Wisel, qui existait maintenant pour elle, qui était-ce? Aurait-elle occasion de le revoir? Sans doute. Elle ne se demandait ni où, ni comment ; elle imaginait des possibilités de toutes sortes et ramenait volontairement ses pensées aux préparatifs de départ pour « la Grande Marche ».

« Finissons-en avec cette histoire, Je demanderai une explication au Prince... Partons vite... »

Quand reviendrait-elle? Le plus tôt possible. Mais d'abord liquider les affaires de la Grande Marche.

« Je prendrai le train demain matin... »

C'est ce qu'elle annonça tout de suite à Trophime qui, pour se distraire, avait entrepris de peindre en bleu foncé les volets de la chambre d'hôtel.

— Quelle odeur désagréable? Qu'est-ce donc?

— De l'huile, expliqua Trophime.

— Eh bien, demain, nous ne respirerons plus cette infection-là.

— Dommage. Je commençais à m'intéresser à cet appartement. Je le décorais. Alors, nous allons à Chamarges?

— Non, en Suisse.

Trophime regarda la jeune fille.

— Et l'on dira de moi que je n'ai pas de suite dans les idées.

— Ne t'inquiète pas du qu'en-dira-t-on. Écris plutôt à la machine deux ou trois lettres que je vais te dicter.

— Elle est emballée dans une valise, la machine.

— Eh bien, il faut la déballer.

— Je ne sais plus dans quelle valise... Mais, dites-moi, en Suisse, vous ne redoutez pas le prince Evgueny?

— Pourquoi aurais-je peur du Prince? J'ai prévu tout un plan. Dépêche-toi de retrouver ta machine.

Ozilie tout en se promenant commença de dicter :

— « Chère amie. »

« Non, efface. Ah! tu prends des notes?... Comme tu voudras. Alors! « Chère fiancée chérie. » Tu es prête?

— Il y a longtemps que c'est écrit.

— Je continue : « Je suis un peu triste... Non : « très triste » parce que depuis quinze jours... Non. Pas quinze jours. Six jours seulement, je suis sans nouvelles de vous. Que devenez-vous? Il faut m'écrire, sinon, je serai désespéré... désespéré... Rappelez-vous cette nuit du mois dernier où tu vins me surprendre. Rappelle-toi nos baisers... »

— C'est fou! c'est insensé! interrompit Trophime, tenant au-dessus de son papier un crayon scandalisé. Où allez-vous chercher des imaginations pareilles? Si votre oncle lisait cela?

— D'abord, ce n'est pas écrit pour mon oncle! trancha Ozilie. Je ne sais plus où j'en étais! Relis-moi ce que tu as écrit!

Trophime, mécontente, commença la lecture d'une voix uniforme.

— « Cher ami, cher fiancé chéri. Je suis un peu triste, très triste parce que depuis quinze jours, six jours seulement, je suis sans nouvelles de vous... »

— Tu as raison! C'est insensé ce que tu as écrit là. C'est « Chère petite fiancée chérie » au féminin qu'il faut et non « fiancé chéri ». Enfin, continue, je corrigerai.

— Mademoiselle en a encore beaucoup comme cela?

— Trois, répondit Ozilie, trois lettres. Ce sera vite fait. Je sais ce qu'il faut dire. La deuxième a pour sujet : « Quand seras-tu mon épouse devant tous ; à quand notre mariage en grande cérémonie? »

— C'est original, fit la femme de chambre, ironique. Et la troisième?

— La troisième est relative à notre nuit de noces.

— Votre nuit... Je pense que Mademoiselle a lu tout cela dans des livres et qu'elle s'en souvient, remarqua Trophime d'un air pincé.

— Quand tu auras fini ces lettres, tu mettras en bas du feuillet le nom et l'adresse de l'expéditeur. Voyons, le nom? Claude Bauvoise. Ou bien Robert... Je sais! Tu mettras une signature illisible.

— Et l'adresse des enveloppes?

— La mienne, poste restante, rue Danton.

— Alors, vous vous écrivez des lettres d'amour à vous-même, maintenant?

Trophime protestait beaucoup, mais elle finissait par céder. Un grave indice chez elle lorsqu'on lui demandait quelque chose : sa correction parfaite. Si elle répondait : « Oui, » tout de suite, sans observation, on pouvait être assuré qu'elle ne ferait rien. Au contraire, quand elle discutait les ordres, c'était la preuve qu'elle se sentait d'humeur remuante. On avait alors l'impression que Trophime voulait comprendre toutes les consignes pour les mieux exécuter.

Les trois lettres qu'Ozilie attribuait ainsi à un correspondant anonyme, Trophime Trophimova les transcrivit. La jeune fille les prit pour les porter à la poste.

— Demain, avant de partir pour la Suisse, tu iras les retirer rue Danton.

— Et vous pourrez être fière de montrer la correspondance de votre fiancé, répondit Trophime. Cependant, il vous était facile, même pour laisser traîner ces lettres devant le Prince (ou devant Mlle Gina qui rapporte tout au Prince) et prouver ainsi que votre « Irréparable » était accompli, il vous était facile d'écrire des lettres sans y ajouter tant d'horreurs. D'abord, ce ne sont pas des lettres de fiancés, ça!

— Je me demande ce que tu peux bien en savoir? dit Ozilie, déjà prête à sortir.

— Dame! J'en ai assez souvent reçu.

TROISIÈME PARTIE

LE LIVRE DE BORD DE LONLAY

> O Dieu, moi qui pourrais, enfermé dans une coquille de noix, me croire le roi d'un espace infini !... Si ce n'était que j'ai de mauvais rêves.
>
> SHAKESPEARE.

I

Devant la Grande Marche.

Lonlay-Labbaye commence son enquête.

A la tombée de la nuit, ce 18 octobre, pourquoi cette propriété close de murs, sa solitude et son silence, m'oblige-t-elle à un arrêt?

Une porte fermée avec de hautes grilles. Mais à travers les grilles, on aperçoit une allée et, dans cette allée, un gros chien noir et blanc qui va, vient, s'arrête et reprend sa course monotone de bête prisonnière...

« Gardien-des-portes-sacrées ! »

Cette invocation lue sur la lettre d'Ozilie, que Pierre Caussanges découvrit par hasard, me revient à l'esprit devant ce chien qui tourne comme un loup de jardin zoologique dans sa cage ratissée. Et voici que ma mémoire complète la phrase écrite par Ozilie : « Rocamadour, gardien des portes sacrées. »

Suis-je donc devant la maison du prince Evgueny? J'appelle :

— Rocamadour !

Là-bas, sur sa piste de gravier, le chien s'arrête. Les oreilles tendues en pavillon, le nez pointant, les yeux interrogateurs, il flaire cet homme qui connaît son nom. Pour moi, pas de doute possible : je viens de découvrir Neu-Thorenberg sur la route dite pour les seuls initiés de « la Grande Marche ».

Je n'ai pas perdu mon temps.

Ce matin, en effet, dès mon arrivée à Genève, j'ai laissé à l'hôtel Jacques Wisel qui a tenu à me suivre et je me suis renseigné. La « Grande Marche »? On ne connaît pas. Quelqu'un, par charité, m'a indiqué une voie au hasard, sur une route parallèle au lac. J'ai l'impression que je m'égare. Je reviens. Je me trompe à un croisement. Tout d'un coup, ces haies de fusains soutenues par des treillis de fils

de fer, puis ces murs, cette porte grillée, la romantique désolation de cette propriété, ce chien qui s'ennuie et cette halte imposée par un ordre secret...

Maintenant, il ne s'agit plus que d'approcher le prince Evgueny. Une lettre d'audience ne me serait pas inutile. Mais comment la solliciter d'un homme qui se cache derrière ces murs? Le mieux est d'aller de l'avant.

Jusqu'ici, pas de sentinelles apparentes. Sans doute, la nuit les fera surgir. Ce soir, cependant, je ne vois personne. Comment pénétrer dans ce parc qui semble clos de tous côtés? Les murs? N'y pensons pas. S'il y a une brèche — et tout parc possède la sienne, paraît-il, on me l'a dit et je l'ai lu — ce ne peut être que le long de la haie, loin des grilles de la porte d'entrée. Tout d'abord, je ne trouve rien. Toutefois, voici sur cette crête que pousse le museau prudent d'un chat gris largement taché de noir. En grimpant à cet endroit — un mètre cinquante de hauteur, pas plus — je pourrai distinguer la villa. Un rétablissement sur les poignets. Le chat a déjà disparu. Des arbres malheureusement cachent le paysage. Il faut descendre dans le parc pour apercevoir quelque chose. Et Rocamadour! Sans doute, je ne suis pas dans le rayon de sa surveillance...

Une hésitation compréhensible tout à coup : Suis-je sûr que le Prince est ici? Ne devrais-je pas me renseigner encore? Mais pourquoi renvoyer à demain? La meilleure manière de savoir, n'est-ce pas de chercher soi-même? Le domaine est là, à ma portée. Nul ne s'oppose à mon inspection. Une aussi belle occasion se présentera-t-elle de nouveau?

Et puis des scrupules encore? Ai-je le droit de... Tout à coup, la sirène d'une automobile sur la route. Pas d'autre ressource que de me glisser le long du mur dans la propriété, car je n'ai plus le temps matériel de redescendre dans le fossé et de gagner le chemin que je suivais.

C'est fait. Je suis à « Neu-Thorenberg ». Le bruit de mes pas, sur les sentiers, à cause des feuilles tombées, on l'entend à peine. Une allée, puis une autre plus loin. Puis d'autres encore. Des poteaux indicateurs placés à un carrefour sollicitent ma curiosité. Je ne puis pas rentrer à Genève sans les avoir au moins vus de près. Je déchiffre, écrits en français et en anglais : « Place du Sobranié. » Au-dessous : « Perspective du prince Cyrille. » A gauche : « Boulevard du Sobranié. » Puis, à droite : « Avenue du Prince Evgueny. » Tout cela avec des flèches pour indiquer la direction. Aucun doute désormais : je suis chez « Son Altesse »... J'ai gagné!

Cependant, la villa du Prince n'est pas visible... Je devine devant moi une pièce d'eau, reconnaissable surtout aux vapeurs qui s'élèvent dans le soir...

Soudain, deux silhouettes dans la perspective du « Prince Cyrille »...

Mon premier mouvement : me cacher derrière cette baraque à outils, qui n'est peut-être pas, du reste, une baraque à outils, puisqu'elle porte ce titre sur son fronton : « Musée de l'armée. » Malheureusement, les deux silhouettes ont vu mon geste. Et leur immobilité étonnée va, sans doute, me coûter cher.

Soyons beau joueur. Je salue et je m'approche, le chapeau à la main. Une des silhouettes me reconnaît, j'en suis sûr. Elle est toute en blanc — c'est Mlle Ozilie — et durcit son visage de mécontentement...

— Je ne pensais pas avoir l'honneur, mademoiselle...

— Retire-toi, Trophime, ordonne Mlle Ozilie à la jeune femme assez corpulente qui l'accompagne.

— Oh ! ça m'est égal, riposte la suivante, j'ai déjà tout compris !

— Que faites-vous là, monsieur?

— Mon métier, mademoiselle.

— Lequel?

— Celui que vous savez.

Elle insiste :

— Lequel? Délégué, toujours? Ce qu'il y a de certain, c'est que vous ne teniez pas beaucoup à me rencontrer, si j'en juge par votre rapide retraite, suivie d'un changement de tactique.

— Je suis ici incognito. Je ne tenais pas à me faire remarquer.

— Ici, monsieur, dites-moi donc « Votre Noblesse », je vous prie. L'incognito qui vous protège ne vous libère point de l'étiquette...

Mais elle pense à part et je le vois clairement : « Que fabrique dans ce jardin l'envoyé du Prince? » Et moi je songe, sans me formaliser de son observation : « Comment me tirer de ce mauvais pas? Enfin, je pouvais plus mal tomber. » Je constate aussi la tendance d'Ozilie à prononcer *ou* là où une Française dirait *u* et cette façon d'aspirer certaines lettres, l'*h* notamment.

Je répète que je suis dans ce parc pour le service secret.

— Comment? s'étonne Mlle Ozilie.

— Oui, je suis ici, mais c'est comme si je n'y étais pas : je dois passer inaperçu.

— Vous y réussissez ! Et pourquoi passer pour invisible?

— Secret professionnel.

— Vous voulez rire? Le Prince sait où vous êtes?

— Il le sait, bien sûr. Mais s'il me rencontrait, il ferait celui

qui m'ignore. Et moi celui qui ne l'ai jamais vu, que de loin...

J'imagine à mesure la première fable plausible. En parlant, je regarde Ozilie. Elle aussi mériterait bien une enquête. Quelle est cette femme? Que fait-elle? Que désire-t-elle? Tout ce qu'elle a raconté à Caussanges, je parie que c'est inexact. Et si je compte sur Caussanges pour apprendre quelque chose! Mais j'ai assez réfléchi; je puis me permettre une question :

— Il y a longtemps que vous êtes... que Votre Noblesse est arrivée?

— Quatre jours bientôt.

C'est extraordinaire : elle me répond maintenant sans se fâcher.

— Votre Noblesse a vu Son Altesse?

— Oui. A son jour d'audience.

Nous marchons un peu. Nous sommes arrivés — un poteau indicateur me l'apprend — dans l'avenue du grand-duc Michel. Cette bâtisse, au fond, simple maison de campagne, n'est-ce pas le « palais de Neu-Thorenberg », qui appartenait au Prince bien avant son exil et où celui-ci s'est, à présent, réfugié? Je me souviens que je ne dois jamais paraître surpris. Des gens passent, près de nous, un jardinier, deux domestiques. Ils nous saluent.

— Vous vous êtes décidée... Votre Noblesse s'est décidée à revenir à la cour?

— Oui, j'ai voulu reprendre ma place.

— Vous regrettiez la cour?

— Non. Mais je ne savais pas Son Altesse en danger. L'ayant appris, je suis rentrée.

Quelle étourderie à cette minute! Je ne sais pas cacher mon étonnement et j'interroge sans y mettre de formes :

— Le Prince est en danger?

— Vous ne savez pas? Des troubles ont surgi en Kabardie, poursuit Ozilie. Les indigènes se querellent pour le pouvoir. Il y en a qui ont peur du retour d'Evgueny. Des émissaires sont partis pour empêcher ce retour. On veut encercler le Prince ici, le retenir par tous les moyens, attenter à sa vie même. Ne me faites pas marcher, ajoute Ozilie méprisante.

— Je ne me permettrai pas, Votre Noblesse... Avez-vous rencontré quelqu'un de suspect?

— Rien, monsieur, avant de vous avoir découvert.

— Merci, je l'ai bien mérité.

Et j'ai le sang-froid — légèrement tardif — de laisser croire que je prends cette insolence pour une plaisanterie un peu vive.

II

Selon « Sa Noblesse Ozilie ».

Un petit silence toutefois. Quelque froideur. Mais la jeune personne est, comme moi, pleine de curiosité.

— Quel temps fait-il à Paris? demande-t-elle.

— Temps d'octobre : pluies, accalmies, vent, et ces soirées si brusques, vous savez, où les femmes sont tout d'un coup si nombreuses sur les trottoirs des villes et semblent se hâter pour essayer des jambes faites pour la course...

— Il y a longtemps que vous avez quitté Paris?

— Un peu après vous.

— Vous aimez Paris?

— Comme tous les étrangers, je l'adore, Votre Noblesse, mais je ne le proclame pas sur tous les toits.

— Oui. On vous arrêterait. De quel pays êtes-vous donc?

— De la Suisse, parbleu.

— *Es ist nicht möglich*, dit-elle.

— Pourquoi n'est-ce pas possible?

— Parce que vous n'avez pas l'air d'un Suisse, mais d'un Français. Parlez-moi de Paris.

Et nous revenons sur Paris. Au fond, Ozilie n'est pas contrariée ni surprise de me voir à Neu-Thorenberg. Ma présence, même, lui paraît tout à fait normale.

— Vous aimeriez mieux trotter dans Paris, me dit-elle.

— Vous aussi, Votre Noblesse, car enfin, que faites-vous ici?

— Si on vous le demande, vous direz...

— C'est une façon de m'exprimer, Votre Noblesse. Je ne demande rien, je ne sais rien en dehors de ce que l'on me dit.

— Vous devez savoir peu de choses, en effet... Parce que vous ne possédez pas d'aimant pour attirer les confidences...

Je songe de mon côté : « Ce sont les démarches de Jacques Wisel et les miennes qui ont obligé cette dame à revenir à la cour d'Evgueny. Si je l'avais surveillée lorsqu'elle a quitté les Tuileries, elle m'aurait indiqué le chemin que j'ai péniblement cherché à tâtons. Mais maintenant, il faudra bien qu'elle me fasse connaître ce qu'elle sait. »

Derrière nous, des voix, un raclement de souliers. Je commence tout de suite mon enquête :

— Qui est-ce?

— C'est Esteban.

— Ah! oui, Esteban.

« Sa Noblesse » me refait :

— « Ah! oui, Esteban. » Vous ne connaissez pas Esteban, celui qui...

— Oui, parfaitement... Et où va-t-il, Esteban?

— Il va faire sa prison. C'est l'heure.

— Ah?

— Vous avez prononcé un « ah » qui, cette fois, me prouve que vous ne savez rien.

Ozilie n'a pas tort. J'ai su depuis, mais j'aurais quand même mieux fait de le savoir à ce moment-là, qu'Esteban puni de « cinq jours de solitude » (cinq jours d'arrêt) travaillait à Genève l'après-midi, comme interprète dans un grand hôtel, et venait chaque soir, se placer volontairement en cellule, à Neu-Thorenberg : « le capitaine de lanciers Esteban ayant été réprimandé par S. A. Evgueny, pour manquement au service. »

— Je vois, reprend Ozilie impitoyable. Je vois. Vous êtes vraiment de la secrète police du Prince. J'en suis désormais assurée.

— Pourquoi?

— Parce que vous êtes mal renseigné.

Elle se met à rire. Puis, méfiante, elle corrige :

— Ou bien parce que vous jouez à l'imbécile pour rester discret. Vous m'interrogez et vous ne parlez pas. Que faites-vous donc en réalité?

— Pour vous prouver que je n'ai pas peur de vos indiscrétions et que j'ai confiance en vous, je vais vous avouer que je suis ici en surveillance.

— Je m'en serais doutée, répond-elle.

— Pour le compte du Prince. Vous voyez : je ne dissimule rien.

— ...Rien de ce que l'on devine. C'est en effet la deuxième fois que vous me dites les mêmes choses sur deux tons différents.

A part moi, je remarque sans y insister davantage, qu'Ozilie parle souvent, très souvent, un français naturellement correct. Puis, brusquement, elle accumule des fautes grossières. Je reprends :

— Je fais une enquête incognito, c'est-à-dire que je ne connais personne, personne ne me connaît, personne ne peut se permettre de me reconnaître.

— Alors, mettons que moi non plus je ne vous ai pas reconnu tout à l'heure. Parlons d'autre chose.

— Si vous voulez... Parlons des villas qui sont échelonnées sur la route de Chamarges.

— Ah!

Son regard à cette minute et la colère qui monte dans toute sa personne!

— Pourquoi? reprend Ozilie avec brusquerie, pourquoi ferais-je le silence sur Chamarges? Vous êtes maintenant un excellent appareil *(sic)* pour porter au Prince ce que je veux qu'il sache.

— Merci.

— Ne me remerciez pas encore. Écoutez. J'ai quitté Chamarges pour remettre moi-même au Prince les lettres qu'il désirait. Et du même coup, mesurer ma force.

— Je ne comprends pas.

— Je vais vous renseigner. J'ai cru, un moment, que j'aimais le Prince. Mais oui, monsieur! Et on vous l'a dit sûrement. Comme je ne voulais pas être plus tard une gêne pour lui, je suis partie...

— Pour Chamarges.

— Exact. Ayant quitté la cour et le Prince, je me suis aperçue que je n'éprouvais pour ce dernier que de la sympathie. Pas de trouble. Pas de gêne. Au contraire, un sentiment de sécurité et de calme... Donc, je m'étais trompée.

— Sans doute... dis-je, et je pense : « C'est peut-être vrai, après tout, ce qu'elle me raconte là... »

— Vous qui savez tout, poursuit Ozilie, ne découvrez-vous pas dans ces signes apaisants les premiers symptômes de l'agonie du troublant amour?

— Vous ne gardez rien au cœur? Aucune contrainte?

— Absolument pas de fièvre.

J'ai l'air de prendre au sérieux cette consultation :

— Alors, c'est excellent. Lorsque l'on a un bon estomac on n'y pense ni quand on mange, ni quand on a fini de manger. Et vous êtes revenue à la cour?

— Le Prince m'ayant fait l'honneur de me réclamer, comme vous savez, des lettres, « ses lettres », je suis revenue à la Grande Marche. Et comme j'ai su que le Prince était en danger, je suis restée pour montrer que je ne l'abandonnais pas.

— Auprès du Prince, vous n'avez éprouvé aucun embarras.

— Rien, répond Ozilie, en riant cette fois.

— Excellent encore. Mais pourquoi me dites-vous tout cela?

— Pour que vous le répétiez à Son Altesse.

— Impossible, Votre Noblesse.

— Pourquoi impossible?

— Je ne raconte au Prince que ce qui est exact et que j'ai contrôlé moi-même.

Je crois une seconde que « Sa Noblesse » Ozilie va se fâcher. Mais elle se contient, hausse les épaules :

— Vous devez être souvent silencieux !

« Allons, ajoute-t-elle, avouez que vous êtes là pour protéger le Prince. Ne faites pas l'innocent. Je sais.

— Oh ! si vous savez, que voulez-vous que je vous apprenne?

— Depuis que les émeutes ont éclaté en Kabardie, on ne laisse plus le Prince seul et personne ne peut pénétrer au Palais.

— Ce n'est pas difficile de deviner tout cela.

— Possible, monsieur. Encore faut-il savoir que depuis cinq heures du soir les sentinelles sont doublées et les rondes permanentes. Personne ne passe plus !

Je pense presque tout haut :

— Heureusement que je suis entré...

— Oh ! pour vous, tous les passages sont ouverts.

— Sauf la grande grille qui est bien fermée.

— Qui peut le savoir mieux que vous, monsieur?

— Qui, Votre Noblesse? Mais « Rocamadour, gardien des portes sacrées ! »

Ozilie se tourne vivement vers moi, d'un subit mouvement où il y a de la surprise et de la crainte.

— Enfin, dit-elle en se maîtrisant une fois de plus, on garde le Prince parce qu'on a peur pour lui...

— Oh ! on a peur ! De quoi donc?

— Des ennemis du Prince et de ses amis. Ces derniers veulent l'enlever pour le proclamer roi ; les autres pour le faire disparaître.

— Cependant, des dépêches anglaises annoncent que Son Altesse combat en Kabardie...

— Si vous croyez les informations de source anglaise ! Mais cela vous étonne, monsieur l'émissaire, que je sache tout cela?

— Que vous le sachiez, non. Que vous le disiez, oui.

Je la regarde bien en face. Grande, aussi grande que moi, presque, qui suis d'une bonne taille, souple, elle tient fixés sur les miens ses yeux durs et noirs. Elle est plus forte d'ailleurs qu'on ne le croit.

— Hélas ! Je ne vous apprends rien, monsieur, et c'est parce que ces faits sont connus que le péril grandit autour de Son Altesse...

Un autre poteau indicateur : « avenue Stanislas ». Et cet autre plus loin. Et cette pièce d'eau qu'entourent d'autres chemins.

— Nous voici devant la mer intérieure, observe Ozilie.

Puis elle se signe deux fois en passant près d'un vieillard qui sommeille dans l'ombre :

— La bénédiction de Dieu soit sur vous ! dit ce prêtre.

Je m'incline aussi. Mais un jeune officier arrive sur nous. On le prendrait pour un colonel de hussards polonais.

— Allons, bon, Son Altesse! s'écrie Ozilie.

— Ah! c'est Son Altesse!

— Oui, dans l'uniforme qui lui plaît. Le reconnaissez-vous, ô fin limier chargé de veiller sur lui?

— La nuit approche et ma vue baisse, Votre Noblesse.

— Voilà qui est complet.

— J'aime mieux vous laisser seule.

— A votre aise.

III

Selon le Prince et Ozilie.

Même soir. Il peut être sept heures et demie, huit heures. Ma montre s'est arrêtée quand j'ai sauté par-dessus le petit mur.

Évidemment, j'ai bien fait de m'en aller. Sans doute, le prince Evgueny m'a aperçu lorsque je parlais à Ozilie. S'il interroge la jeune fille, qu'en résultera-t-il? On va peut-être me donner la chasse...

Ce qui me rassure un peu, c'est qu'Ozilie est persuadée que je lui ai joué la comédie quand je lui ai demandé le nom de ce bel hussard de Pologne. Je m'arrête derrière une bordure de buis et me retourne. En réalité, ce Prince paraît frêle, mince et triste. Il se dirige vers une sorte de hangar qu'Ozilie ne perdait pas de vue tout à l'heure.

En passant près de « Sa Noblesse », c'est à peine si Son Altesse daigne la saluer. Cependant Ozilie commence une longue révérence, puis elle attend. Le Prince s'arrête. Je me hâte de gagner le petit hangar, sorte de salle de débarras. Je voudrais voir le Prince de près. Ce n'est pas maintenant que je dois m'interroger : ai-je le droit d'attendre? ai-je le droit d'examiner ce qui ne me concerne pas? Ces questions-là, nous en reparlerons plus tard, si c'est nécessaire. J'arrive derrière cette baraque en même temps que le Prince et Ozilie. Mais nous ne sommes pas du même côté.

La première pièce de ce hangar où l'on a accumulé des meubles hors d'usage, semble bâtie pour me servir de refuge. J'ai su depuis que c'était la salle de tir réservée au Prince. Ce soir, il y fait complètement nuit. Mais une lumière me parvient par une lucarne du fond de cette chambre. Je me dirige à tâtons de ce côté. Je m'approche de l'ouverture. J'entends, je crois reconnaître la voix d'Ozilie et une

autre, celle du Prince, hésitante, avec des notes trop basses ou trop élevées, toujours d'une tonalité changeante.

Si j'entends assez mal, je distingue mieux — grâce à cette lucarne — je remarque d'abord, dans la pièce voisine qui est éclairée, le trouble du Prince. Il se tient devant Ozilie dans une attitude rigide, lointaine, tandis que la jeune fille, tout à fait à l'aise, témoigne d'une parfaite assurance. Et je perçois :

— Ainsi, c'est vrai, vous êtes revenue pour cela seulement?

C'est Son Altesse qui parle un français un peu lent, mais pas désagréable. J'entends encore :

— Je ne vous ai rien demandé. Ce n'est pas moi. C'est le premier ministre, sans doute, qui a dû prendre sur lui de vous envoyer des émissaires en mon nom.

— Quels émissaires?

Ici la voix d'Ozilie :

— Je ne les connais pas, mais Votre Altesse doit les connaître.

— Je n'ai rien envoyé, répond le Prince.

Il paraît ennuyé, un peu las, d'une froideur de commande.

— Je regrette beaucoup ces excès de zèle, reprend-il. Gardez vos lettres, détruisez-les comme il vous plaira, j'ai confiance en vous.

Le Prince, qui s'était probablement assis, s'est levé. Il marche. L'audience est finie.

Un valet — invisible pour moi — a ouvert la porte. Ozilie se retire, à reculons, après trois révérences.

— Prince, vous êtes digne de régner.

C'est elle qui s'exprime ainsi. Le ton un peu trop grandiloquent de ces derniers mots a quelque chose de théâtral. Mais le moyen d'exprimer simplement de semblables souhaits! Un courtisan, seul, possède cet art. D'autre part — je le sais — Ozilie ne croit pas en la fermeté, ni peut-être en la générosité d'Evgueny.

Ozilie partie, la morgue déplaisante du Prince disparaît. Je le constate avec surprise. Evgueny court à la fenêtre. Il doit regarder Ozilie qui s'éloigne. Il secoue la tête. Il paraît très abattu. Que se passe-t-il? Est-il vraiment amoureux de cette jeune fille, ou joue-t-il pour lui-même la tristesse d'un amant incompris?

Ma situation toutefois me semble assez périlleuse. Si je pouvais m'en aller! C'est le moment, puisque le Prince examine des armes, choisit un revolver. Mais voici qu'il allume d'autres lampes électriques. Pourquoi?

Quelqu'un vient d'arriver. Je ne vois personne en dehors d'Evgueny et cependant on parle dans cette pièce. J'écoute. C'est la voix d'Evgueny :

— Quand le Premier sera là, il aura affaire à moi.

Voici que le Prince s'assied devant sa table et se met à écrire une lettre qu'il se dicte en même temps :

— « Pourquoi, monsieur, ces mesures extraordinaires? Et ces démarches pour capter des lettres qui ne me gênent point? Vous n'y trouverez rien de confidentiel. Je vous prie, monsieur, de vouloir bien... non... de ne pas continuer à traquer cette jeune fille et de retirer vos espions de son passage !... »

Que va répondre le premier ministre? Et Ozilie quand elle saura que ce n'est ni le Premier ministre ni le Prince, ni quelqu'un de la cour qui l'a suivie et lui a demandé les lettres du Prince? A ce moment-là, je ferai bien de ne pas planter ma toile de tente à Neu-Thorenberg. Mais peut-être ne suis-je qu'au début de mes étonnements.

J'attends aussi, car je ne sais comment partir. Le Prince est seul. Et il se croit seul aussi puisqu'il ignore ma présence. Il va de long en large. Il dit bonjour à des gens invisibles. On dirait qu'il s'habitue à saluer militairement des personnages qui le saluent. Il prononce quelques mots à voix basse...

Maintenant le Prince entame une petite chanson, donne un ordre à un homme que je suppose imaginaire, en congédie un autre, tout cela avec cet air hautain qu'il affectait tout à l'heure avec Ozilie.

Puis, il se laisse choir dans un fauteuil. Il arrange son pantalon, se gratte la jambe avec application, se lève, sautille sur un pied, se regarde devant une glace, essaie plusieurs attitudes de fermeté, boxe dans le vide, enfin s'occupe à corriger le pli tombant de ses lèvres, lourd héritage des Georgevitch et des Romanoff panachés. Tout à coup, il déclare, très haut :

— Il faut que je sois fort, très fort, le plus fort. Il faut que je fasse ce que je veux.

En parlant, il serre les poings et continue de se regarder, en tournant devant la glace.

— Est-ce moi qui tremble en face de celui que j'ai nommé moi-même?

Brusquement il fait volte-face comme si l'on venait de l'interrompre et, d'un ton de commandement :

— Monsieur, vous aurez quinze jours d'arrêt ! Retirez-vous !

Satisfait sans doute de l'intonation de sa phrase, il recommence :

— Vous serez puni. Disparaissez !

Puis il prononce une allocution en étudiant avec complaisance les gestes reproduits dans le haut miroir. Comme il se sent libre, sûr de lui-même ! Quelle aisance dans ses mouvements ! Quelle assu-

rance dans l'accent égal de sa voix ! Comme tout doit lui sembler facile, simple. Et à chaque ordre qu'il distribue sans effort, comme tout ponctuellement s'arrange !

Le Prince joue positivement, ainsi que font les enfants, à « comme s'ils étaient plusieurs ». J'entends en effet, les demandes qu'il formule à des réponses favorables sans doute, mais que nul, hors lui-même, ne perçoit.

D'abord je me sens gêné et inquiet. Puis une impression de douloureux cauchemar, la désagréable impression d'être le seul témoin d'une étrange aberration. Et le complice en quelque sorte de cette exposition inquiétante et comique, angoissante aussi : les extravagances que peut inventer dans la solitude un homme qui se croit seul.

Jusqu'au moment où la lumière se fait en mon esprit et où je comprends soudain le secret du prince Evgueny...

*
* *

Tragique vie intérieure du timide, lutte sans repos contre un ennemi vigilant et sournois qui a élu domicile dans son propre appareil humain. La nuit même, cet hôte, adversaire infatigable, rôde et procure à son esclave des songes où il n'a pas le meilleur rôle. Éveillé, le malheureux reprend confiance : « Tu es grand, tu es fort, tu es intelligent, se répète-t-il. Tu fais ce que tu veux. Rien ne te résiste et tu es supérieur à ces gens ! »

Avec ce viatique peut-être parviendra-t-il à se vaincre lui-même.

Mais il y a autant de timides que de timidités.

Il faut compter aussi avec les alternatives de triomphes et de défaites, de capitulation, de violences agressives qui déconcertent, avec les fausses soumissions et les colères dissimulées sous un sourire. Mais que d'ennemis qui, sans même le savoir, l'ont blessé. Il les range par ordre... Ils sont voués à une vengeance lente et silencieuse.

Quelquefois, la revanche surgit. Un jour vient en effet, son jour. Il doit agir, il doit commander. Stupeur ! Il agit, il décide, il exécute.

— Le danger est grand, lui annonce-t-on.

Il le sait, car il l'a depuis longtemps imaginé sous tous ses visages. Et il y va. Il vit dans un élément nouveau où il respire. Il sait qu'il peut s'attaquer désormais à ses adversaires... Mais cette minute de victoire va-t-elle bientôt sonner pour le prince Evgueny? Il n'en sait rien. Il s'y prépare.

*
* *

Ce soir encore.

Rien ne bouge dans la pièce voisine. Le Prince s'est peut-être endormi. Le moment est bien choisi pour me retirer. Mais une porte que l'on ouvre. La curiosité, une fois encore, est la plus forte. Je reste... Le temps de me rendre compte.

Un officier vient annoncer quelque chose que je ne parviens pas à saisir. Le Prince de répondre d'une voix sans réplique :

— Non, personne. Je ne veux voir personne.

Le Premier ministre, avant que l'officier soit sorti, est entré quand même. Je ne connais pas le « Premier ». Je le *reconnais* cependant tout de suite. Il n'y a pas à se tromper : c'est ce gros homme patient et têtu qui domine Son Altesse...

Le Prince n'a pas remué. Cependant le « Premier » a salué, et tout de suite il commence d'une voix insidieuse et ferme, pas du tout agréable, car elle tâche de voiler un bizarre accent opiniâtre et décidé :

— Votre Altesse est toujours imprudente. Se retirer ici, dans ce hangar, est bien périlleux !

Joie ! Le « Premier » s'exprime en français. Pourquoi? Sans doute parce qu'il est plus difficile à un espion de Kabardie d'entendre cette langue ou encore parce que le Prince et le « Premier » peuvent parler très vite, ainsi, dans un idiome qu'ils connaissent parfaitement.

— Des espions sont signalés dans le parc. Mais l'on veille sur Votre Altesse. Des gens sûrs...

Silence persistant du Prince. Je remarque qu'il ne parle même pas de l'ordre qu'il écrivit quelques instants plus tôt à l'usage du « Premier ».

— Rien à craindre, par conséquent, poursuit le ministre.

— C'est donc pour cela, ironise Evgueny, que je rencontre autour de moi tant de visages peu rassurants !

— Que Votre Altesse me le dise — ou m'en donne l'ordre écrit. Je ferai partir tous les gens à visages déplaisants, mais je ne réponds plus de rien.

— Je n'ai pas dit « déplaisant ». J'ai dit « peu rassurants », reprend le Prince. Il y a une nuance...

Le Premier ministre sourit. Il sait par expérience que la grande offensive du Prince n'ira pas plus loin. Le reste viendra peut-être, mais plus tard.

— J'étais venu, déclare-t-il, pour mettre Votre Altesse au courant des événements de Kabardie. Votre Altesse connaît-elle les dernières nouvelles?

Evgueny fait signe que non.

— Je vais donc résumer. En Kabardie, la révolution continue. Le Prince veut-il reprendre le pouvoir? Déjà des télégrammes annoncent qu'il est là-bas, qu'il encourage ses partisans. Et cela donne confiance à ses amis. Mais bientôt on saura qu'il est en Suisse, à l'abri. Et alors?...

Le Prince ne répond pas.

— Voici, poursuit le Premier, une proclamation que je vais faire tenir à la presse et que vous adressez à vos sujets. Voulez-vous la lire?

— Non, merci.

— Bien. Votre Altesse n'a qu'à signer...

— .....

— En bas de page. On fera clicher la signature.

— Laissez-moi cette pièce ; je vais la signer et la lire.

— Maintenant, voici des décrets. Votre premier ministère est constitué. Votre maison, avec la confirmation des grades et des emplois. Car il faut penser à récompenser non seulement ceux qui vous ont servi en exil — ce qui est très honorable — mais aussi ceux qui sont restés là-bas et risquent encore leur vie.

— Laissez. Je signerai.

— Votre Altesse ne dîne pas, ce soir?

— Merci, monsieur, j'ai dîné.

— J'emporte tous ces papiers, reprend le Premier ministre.

— Ils ne sont pas signés, fait observer le Prince.

— C'est juste.

Ces derniers mots d'un air indifférent. Le Premier a l'air de considérer cette signature qu'il demande comme une formalité dont il peut aisément se passer.

Le Premier ministre va sortir, puis comme s'il les apercevait seulement, il désigne les armes du Prince sur la table.

— Bonne précaution.

— Non. Je vais m'exercer dans le stand, à côté, au tir à la cible.

— Votre Altesse n'y verra rien.

— J'allumerai.

— Les lampes attireront les mauvais papillons de nuit.

— Il y a tant de gardiens dans le parc !

— Et le bruit des balles.

— Ah ! c'est vrai, réplique le Prince ironique. Le bruit des balles ! Je n'y pensais pas : ils sont capables de fuir.

Sitôt que le ministre est parti, le Prince saisit les décrets et la proclamation, les jette dans la cheminée et y met le feu. Tandis qu'une

flamme s'élève, Evgueny — quel mélancolique et dur visage à la clarté de ce foyer ! — se frotte les mains.

— Ah, murmure-t-il, « il » croit faire de moi ce qu'il veut ! « Il » se trompe lourdement. C'est moi qui fais ce que je veux. Des proclamations pour ces gens qui ne savent ce qu'ils veulent ! C'est bien utile...

« Et puis, je « lui » dirai que je les ai égarés, ces papiers, ou qu'on me les a volés, s' « il » insiste... »

Et le Prince éclate de rire. Il y a chez lui, en effet, tout un côté de farces à froid, de mystifications secrètes qui doit souvent décontenancer ceux qui l'approchent. Mais se peut-il que cet Evgueny soit tout simplement un jeune homme faible, vaniteux et cruel?

— Maintenant, allons tirer dans le stand, reprend Son Altesse. Si quelques espions du ministre passent à ma portée, ils me serviront de cible. Un accident est si vite arrivé !

Cette dernière réflexion ne présage rien d'agréable. Aussi j'estime qu'il est sage de ne pas rester dans le poste d'écoute que je me suis choisi et qui est précisément le stand de tir du Prince.

Au dehors, nuit opaque. Quelle heure peut-il être? Neuf heures? Dix heures? Je vais au hasard, dans un terrain inconnu lorsque j'entends des piétinements derrière moi. Serais-je suivi? Je marche encore, puis je m'arrête... Si j'allais me réfugier à présent chez mon excellente ennemie Ozilie? Sa demeure est dans cette région. Par Ozilie, sans doute, je trouverai la sortie de ce parc... C'est une expérience à tenter. Et puis, je n'ai pas le choix.

A une ronde qui marche prudemment — celle que j'entendais derrière moi — je demande ma route.

— Suivez l'avenue du grand-duc Michel, tout droit. Puis, sur votre gauche, dans la Wilhemstrasse. Le pavillon des dames est là.

« Bien, les femmes dans ce pays sont isolées, me dis-je. »

ÉMILE ZAVIE.

(A suivre.)

les idées & les faits

LA VIE A L'ÉTRANGER

LA RÉCIDIVE MAC DONALD

Que M. Mac Donald rentrant en scène nous redonne du Mac Donald, on ne saurait en être surpris. Rares sont les acteurs capables de changer leur manière, surtout quand ils se retrouvent dans une atmosphère qui les encourage à chercher toutes les explications de leur échec antérieur, sauf leur propre maladresse. N'est-ce pas le cas?

Il y a cinq ans, le chef du premier cabinet travailliste prétendait assurer la réconciliation par des manifestations théâtrales, tout en favorisant les espoirs de revanche des vaincus. L'impudence des Soviets a provoqué une prompte réaction de bon sens. Mais cette réaction a été temporaire, parce qu'elle s'est bornée à la défensive passive et surtout parce qu'elle a été limitée à la politique anglaise, tandis que la politique européenne, suivant l'impulsion pacifiste, glissait sur la pente de Locarno. Comment M. Mac Donald aurait-il résisté à la tentation de revenir à son dada quand sa rentrée en scène coïncide avec l'épreuve décisive de l'enterrement de la politique de contrainte? Ceux qui connaissent l'homme dans sa vaniteuse médiocrité et sa fausse bonhomie, ne sont même pas autrement surpris de le voir répéter exactement les mêmes gestes. Le parallélisme est frappant.

En 1924, M. Mac Donald est hanté par le danger qu'il croit survivre à l'abandon de la tactique de la Ruhr par M. Poincaré. Il ne peut pas attendre de consacrer la victoire du Cartel. Sans délai il entend donner l'accolade à M. Herriot et régler avec lui le

problème européen en quelques heures dans l'intimité des Chequers. En 1929, M. Mac Donald croit découvrir le danger du côté de l'Amérique, comme si ses prédécesseurs n'avaient pas multiplié les concessions, allant jusqu'à saisir le rameau d'olivier, tendu par M. Gibson, au mois de mai dernier, à Genève. N'importe, le chef socialiste entend infliger à ses devanciers un désaveu éclatant sans se soucier de savoir si sa manifestation n'atteint pas les intérêts essentiels de son pays plus encore que ses adversaires politiques. Un nouvel ambassadeur des États-Unis arrive. On ne lui laisse même pas le temps de défaire ses malles. Dans les vingt-quatre heures le général Dawes est admis à présenter ses créances au roi, jeté dans un train qui le transporte au fin fond de l'Écosse, saisi dans le wagon même par M. Mac Donald et invité, après trois heures de conversation, à planter des sapins, symbole de la réconciliation.

On verra la suite. En 1924, la déception ne s'est pas fait attendre. L'entente s'est dérobée dès que les écrits ont cherché à fixer les nébuleuses des paroles. M. Mac Donald a dû se précipiter à Paris, pour tâcher de réparer le dégât. Puis ç'a été le calvaire de la Conférence de Londres, évoqué par M. Herriot sur le perron de l'hôtel Hyde Park, et les équivoques du Protocole de Genève. Dès ce moment, la diplomatie travailliste s'appliquait à nous entraver, tout en réservant sa liberté d'action. Dès ce moment on répudiait les alliances défensives et même les solidarités internationales. Le jeu recommence exactement en 1929. Ce n'est pas par hasard que le jour même où il se jetait dans les bras des Américains M. Mac Donald laissait publier par le *Sunday Times* un article qui est à la fois une diatribe contre les survivances de l'esprit de violence en Yougoslavie et en Italie et un encouragement aux revendications des minorités, soi-disant opprimées sur toutes les frontières de l'Europe nouvelle, à commencer par l'Alsace. On n'atténue pas la portée de la manifestation en alléguant que le factum date du mois de février. En admettant qu'il ait été écrit par un chef de l'opposition qui ne faisait d'ailleurs pas preuve d'une grande clairvoyance, il paraît sous la signature d'un chef de gouvernement responsable qui n'a même pas été capable de retenir le *boomerang*. Trouver moyen de cumuler, dans une même manifestation, une incorrection, un appel aux discordes et une immixtion dans les affaires intérieures des autres pays : voilà qui donne une belle idée de la confusion du pacifisme internationaliste.

Nous aurions le droit d'être préoccupés, même si l'activité d'un aussi redoutable récidiviste de la gaffe s'exerçait seulement dans le domaine des armements. La France est en effet directement exposée

aux effets d'une campagne dont ses propres abdications n'ont que trop devancé les menaces. Mais tout se tient dans la politique internationale et, surtout, tout découle de l'inspiration générale. On tient partout ou on cède partout. On fait partout du réalisme ou partout de l'utopie. On soutient son droit partout ou partout on s'abandonne aux maquignonnages et aux concessions. M. Mac Donald n'a-t-il pas découvert sa véritable pensée quand il a dit qu'il espérait régler ensemble la question des armements et la question des dettes? Il a eu beau ergoter, sa conception procède bien du reproche des pharisiens transatlantiques qui prétendent que l'Europe peut payer puisqu'elle a de l'argent pour s'offrir des croiseurs et des soldats. Ici encore nous retrouvons l'étrange tactique qui, pour mieux gagner la bataille, se précipite à corps perdu sur le terrain choisi par l'adversaire. En l'occasion la manœuvre est doublement spécieuse parce que les travaillistes anglais escomptent les gros avantages de la révision des dettes tout en espérant faire payer les frais par les sous-marins et les bataillons de la France.

Ce n'est certes pas le côté le moins troublant de la situation que d'être obligé de constater que les travaillistes anglais ne sont pas les seuls à fonder leurs calculs sur des concessions de l'Amérique. Le grand projet de liquidation financière de la guerre ne procède-t-il pas exactement de la même inspiration? N'est-ce pas même la véritable explication de l'empressement de M. Mac Donald qui veut doubler les étapes pour tâcher de rattraper l'avance prise par le Comité des experts?

Brillante démonstration, en vérité, des avantages de la conciliation et de la modération. C'est à qui se disputera les faveurs des Américains, les seuls à refuser toute concession, et quel moment choisit-on? Celui où les rois du dollar répondent aux combinaisons de solidarité en prétendant augmenter encore leur tarif douanier et en inondant les États européens d'un débordement d'exportations qui, dans les quatre derniers mois seulement, présentent un excédent de 6 milliards de francs. N'importe, c'est à qui se disputera l'espoir de séduire le pratique M. Hoover et le farouche M. Borah.

Que la Conférence financière ait été dominée par cette préoccupation, il est impossible d'en douter. L'idée directrice a été de surprendre discrètement les Américains au détour de la liquidation des réparations. L'idée est apparue dès l'origine. Pourquoi le gouvernement français s'est-il prêté à une révision rapide du plan Dawes, alors qu'il avait toutes les raisons de laisser se développer l'expérience, sinon parce que nos dirigeants ont été hantés par l'échéance des stocks américains du 1er août? A tout prix, il fallait trouver une

combinaison pour régler la question des dettes de guerre avant cette date. Sans ce fil d'Ariane tout est incompréhensible. Et le rôle extraordinaire des délégués américains, ignorés de leur gouvernement, appelés à diriger et à arbitrer une affaire dans laquelle ils sont les principaux intéressés et les seuls à ne pouvoir accorder aucune concession. Et la faiblesse des créanciers reculant devant la rupture, au moment où les Allemands découvraient à la fois la persistance de leurs arrière-pensées politiques et leur ferme intention de se réserver des possibilités d'escamotage. Coûte que coûte, on a voulu aboutir à une combinaison qui se flatte d'entraîner les Américains dans l'émulation de la suppression de toutes les contraintes et qui prétend apaiser les scrupules des Français en leur donnant l'illusion que, si l'Amérique se fait tirer l'oreille, le fardeau des dettes retombera sur l'Allemagne seule. Ne sont-ce pas là exactement les caractéristiques essentielles du plan Young?

Que reste-t-il dans le monde, en fait de manifestations de la contrainte et des survivances de la mentalité de guerre? L'occupation de la Rhénanie, la tutelle financière du plan Dawes, la réclamation impérative des dettes de guerre par l'Amérique. Les experts européens n'ont pas hésité à faire table rase en ce qui les concerne. Ne sont-ils pas allés jusqu'à empiéter indirectement mais de la manière la plus nette sur une des prérogatives les plus essentielles des gouvernements, qui auraient dû rester seuls juges de la fin de l'occupation rhénane?

Il ne faut pas jouer sur les mots. L'échéance du plan Dawes a été fixée au 1er septembre. Qu'on ne nous dise pas que c'est là un simple artifice de comptabilité et que les gouvernements conservent toute leur liberté d'action. La disparition du plan Dawes signifie la disparition des crédits affectés au paiement de l'occupation militaire. Pour trouver de nouveaux crédits, il faudrait les demander à l'Allemagne dont on entend d'avance les hauts cris ou bien les chercher dans une nouvelle répartition des sommes disponibles au prix d'une nouvelle bataille entre créanciers en compagnie de notre excellent ami M. Mac Donald. Deux hypothèses aussi invraisemblables l'une que l'autre. Le retrait des troupes est donc bel et bien décidé en principe.

Pour la suppression de la tutelle financière, le cas est plus net encore. Non seulement on ne cherche pas à dissimuler, mais on se glorifie d'une transformation qui est présentée comme le triomphe de la réconciliation. Non seulement les contrôles et les gages sont supprimés, mais l'Allemagne devient l'associée d'une banque internationale dont les profits lui sont réservés pour la plus large part et qui doit assurer le paiement des vingt-deux dernières annuités des

dettes. L'Allemagne, en effet, n'a consenti à accepter le plan Young que sous la condition expresse que d'une manière ou de l'autre elle ne ferait pas les frais des paiements au delà de trente-sept années.

Une seule survivance du régime des gages subsiste. C'est la redevance des chemins de fer. Et ce maintien se trouve encore lié à une combinaison qui prétend faciliter l'enchaînement indirect des dettes aux réparations. En effet, la redevance des chemins de fer est destinée à faciliter la commercialisation de la tranche réservée aux réparations. Or cette tranche a dû être limitée à 10 milliards de marks pour permettre de donner l'illusion que l'on demanderait à l'Allemagne toutes les sommes nécessaires pour assurer le règlement des dettes de guerre.

Dix milliards pour les réparations et 24 milliards pour les dettes, la comparaison est édifiante. Du moins ce petit capital de 10 milliards est-il réellement assuré? Avons-nous la certitude que les Allemands le paieront? On nous l'affirme. La somme sera mobilisée rapidement sous forme d'emprunts garantis par les redevances des chemins de fer. Pour cette tranche, l'Allemagne renonce à toute réserve. Il reste seulement l'éventualité d'une désorganisation complète des finances du Reich. L'hypothèse est-elle si invraisemblable avec un gouvernement socialiste et avec des capitalistes qui ne trouvent même pas 500 millions pour venir en aide à leur gouvernement dans le besoin? La meilleure preuve que l'on n'est pas très rassuré est que les États appelés à bénéficier des emprunts seront invités à effectuer un dépôt de garantie en devises.

Si la tranche des réparations reste exposée aux aléas des finances allemandes, que dire alors de la tranche des dettes? Pourtant rien n'a été négligé pour donner l'impression que cette part se substitue exactement au fardeau des nations victorieuses. Les échéances sont rigoureusement les mêmes. Les clauses éventuelles de report et de sauvegarde sont calquées sur les conditions inscrites dans l'accord Mellon-Bérenger et dans la lettre annexée à l'accord Caillaux-Churchill. On n'a même pas hésité à promettre aux Allemands les bénéfices des deux tiers des réductions que les Américains pourraient octroyer. Est-ce pour faciliter le geste des Transatlantiques ou pour faire croire aux Européens que des réductions sont inévitables? Le croira qui voudra. Pour notre part, nous avons quelque peine à penser que ce soit le meilleur moyen de faciliter le règlement des dettes que d'ajouter aux engagements réels des créanciers alliés l'illusion d'une garantie allemande. Plus les Américains auront de chance d'être payés, moins ils seront enclins aux concessions. A-t-on jamais vu des créanciers accorder des réductions à des débiteurs qui

payent avec une régularité scrupuleuse? Nous en sommes donc réduits à guetter la fameuse crise économique qui fera comprendre aux Américains qu'ils sont solidaires de leurs clients européens.

En attendant on est bien obligé de constater que le plan Young, malgré toute l'ingéniosité des experts, n'est pas parvenu à supprimer tous les risques d'une carence allemande. Il permet d'ajourner éventuellement les paiements. Il ne constitue pas du tout une substitution de dettes. Par conséquent, rien n'empêcherait les Américains de déclarer en cas de crise que les Français et les Anglais sont assez riches pour payer et que, s'ils n'ont pas d'argent, ils ont d'autres moyens de s'acquitter. Ce dernier risque n'est peut-être pas le moins redoutable.

Ainsi les espoirs fondés par la politique de la conciliation du côté de l'Amérique sont pour le moins fort problématiques. Rien n'indique que les Américains soient disposés à renoncer aux avantages de leur force, de la puissance du dollar et de la position de créanciers du monde. Par contre, les effets de la conciliation du côté de l'Allemagne se manifestent d'une manière très nette. Les Allemands acceptent les avantages du plan Young, mais ils réservent toutes les possibilités d'évasion.. Les journaux les plus locarniens, la *Gazette de Voss*, la *Gazette de Francfort*, la *Germania*, ne cachent pas l'espoir d'une révision qu'ils tiennent pour inévitable. Le docteur Schacht, lui-même, n'a-t-il pas déclaré, dans un banquet offert à la presse allemande, qu'à son avis les annuités dépassent les possibilités de l'Allemagne?

Il y a des effets plus édifiants encore. Le désir même de préparer le plus rapidement possible la libération du territoire ne parvient pas à retenir chez les Allemands l'affirmation des arrière-pensées politiques. La dernière session du Conseil de la Société des Nations à Madrid nous en a offert une démonstration frappante. La question à l'ordre du jour était le fameux problème des minorités qui n'est pas autre chose que la propagande irrédentiste en faveur de la révision des frontières. Les Allemands avaient déjà obtenu un gros avantage. Ils réclamaient la constitution d'un grand comité permanent de la Société des Nations chargé de soutenir, contre les gouvernements, l'agitation des fauteurs de troubles. On leur avait accordé une commission de cinq membres pouvant se réunir même en dehors des sessions du Conseil. C'était déjà un joli résultat. M. Stresemann ne s'en est pas tenu pour satisfait. Il a renouvelé contre la Pologne l'éclat du coup de poing de Lugano. En voilà un qui escompte les résultats de la rentrée de M. Mac Donald.

Saint-Brice.

LES LETTRES

M. ANDRÉ DEMAISON.
M. JACQUES DE LACRETELLE.

Le livre pour lequel M. André Demaison a obtenu le grand prix du roman n'est pas un roman, mais un recueil d'histoires aux trois quarts vraies, tirées des souvenirs d'un chasseur de bêtes fauves. Si l'on voulait épiloguer sur la décision du jury, on pourrait voir là le signe d'une décadence du genre romanesque au profit des livres qui reflètent la vie, — et de préférence la vie la plus active. Gardons-nous de tirer d'un cas particulier une indication trop générale. Tel qu'il est, le livre de M. Demaison avait assez de qualités pour être distingué, sans qu'il y ait lieu de prêter au choix de l'Académie la valeur d'un symbole.

Il a pour titre *le Livre des bêtes qu'on appelle sauvages*. Entendez que si les autres hommes les appellent ainsi, M. Demaison refuse de leur donner ce nom. Il les connaît, il les aime pour en avoir apprivoisé plus d'une. « Apprivoiser », c'est, au sens littéral, rendre privé, faire passer un animal de l'état sauvage à la condition domestique. Pour M. Demaison, c'est beaucoup plus. « Ces bêtes, nous dit-il, ont pénétré dans mon intimité ; j'ai connu les gestes et les pensées qu'elles cachent aux hommes. Il en est résulté des amitiés splendides, avec la douceur et les disputes de l'amitié. » A vrai dire, M. Demaison, comme tous ceux qui aiment les bêtes, semble leur avoir généreusement prêté des sentiments plus profonds et plus délicats qu'elles n'en éprouvaient à son égard. Seule dans son livre, une lionne se montre fidèle comme un chien au maître qui l'a élevée. D'autres ani-

maux, comme le marabout et l'éléphant, manifestent des sentiments plus frustes, et ne s'attachent à l'homme que s'ils y trouvent leur plaisir ou leur intérêt.

En somme, les bêtes que nous présente M. Demaison se sont trouvées en état de comparer les avantages de la civilisation et les joies de la vie naturelle. Les avantages de la civilisation, c'est surtout, pour elles, une bonne pitance. M. Demaison nous dit bien qu'il a gagné leur amitié par des caresses plus que par la nourriture. Nous voyons cependant dans son livre que la ration de poisson du marabout et les friandises prodiguées à l'éléphant ne sont pas le moindre attrait que ces animaux trouvent à la maison de l'homme. *Prius vivere.*

Deinde... Les bêtes ne philosophent point. Mais il arrive un temps où l'amitié de l'homme ne leur suffit plus, où l'appel de la forêt et de la savane se fait, pour elles, plus impérieux. Dans toutes les histoires de M. Demaison, on arrive tôt ou tard au même épisode : le marabout s'envole, à la saison des nids, pour ne plus revenir ; la voix des lions, dans la brousse voisine, sollicite la lionne. Pour l'éléphant seul la tentation est moins pressante. Un apologue de saint François de Sales nous avait appris que cet animal est d'une pudeur farouche. Nous savons, par M. André Demaison, qu'il ne faut pas trop l'en admirer : une passion plus vive que celle de l'amour peut faire sombrer l'éléphant dans d'ignobles débauches ; l'éléphant, qui aime le sucre, aime aussi les sirops, et, quand il s'est mis à boire, le goût de l'alcool lui vient facilement. Celui dont M. Demaison nous conte l'histoire est resté sourd à l'appel de la forêt, mais on le trouve un matin ivre-mort.

Les aises de la vie domestique n'ont donc de prix, pour les bêtes sauvages, que jusqu'au jour où leur nature l'emporte. On dira que, sur ce point, nos chats ne cèdent rien aux tigres ; nulle tasse de lait ne les retiendra au coin de la cheminée un beau soir de printemps. S'il n'y avait jamais de conflit entre le goût de la tasse de lait et l'envie de courir dans le jardin, l'amitié entre les hommes et les bêtes ne connaîtrait pas de nuages. On pourra même dire que bien des romans dont les hommes sont les seuls personnages ne comportent pas d'aventures d'autre sorte. « La nature de l'homme est toute nature, *omne animal* », dit Pascal. Mais n'allons point mêler Pascal aux bêtes de l'Afrique. M. André Demaison en serait le premier surpris, car il n'a pas prêté à ses bêtes une psychologie plus subtile qu'elles n'ont, et il a narré leurs histoires avec une louable simplicité.

*
* *

On a beaucoup parlé de M. Jacques de Lacretelle dans les jours qui ont précédé l'attribution des grands prix littéraires. C'était à coup sûr un des candidats les plus dignes de retenir l'attention de l'Académie. Il faut le mettre au rang de nos meilleurs écrivains : ceux dont le style a l'invisible perfection d'une eau limpide. On ne sait pas de quoi est fait le charme de cette écriture dépouillée ; peut-être de ce que chaque mot y est à sa place, et qu'il n'y en a pas un de trop. Quand M. de Lacretelle, par exemple, se trouve en face de l'émouvante beauté de Pœstum, il se contente de dire : « Ces colonnes denses expriment tout ce que l'on peut exprimer de sentiment à l'aide des lignes et de la forme. » Rien de plus ; mais tout est dit sur la qualité de la vision de Pœstum. M. de Lacretelle n'a pas le verbe d'un poète ; il en a la sensibilité et l'expression en est gouvernée par une intelligence souveraine.

Le livre que l'Académie a songé à couronner s'appelle *l'Ame cachée*. On a dit que ce pourrait être le titre général de l'œuvre de l'écrivain. Rien n'est plus vrai. M. de Lacretelle est plus sensible à l'esprit des êtres et des choses qu'à leur aspect. Il nous a confié lui-même ce qui l'émeut dans le spectacle du monde : « La sensation toute brute qui pousse la plupart des natures à l'enthousiasme, provoque chez moi, au contraire, un repli, parce qu'elle étouffe la pensée ou la fausse par une expression lyrique. De là ma rigueur devant certains paysages. Que ceux qui se disent vraiment sensibles à la nature me méprisent... tant pis : je juge un paysage comme un tableau, comme une œuvre d'art. Il faut qu'il parle à l'esprit... » M. de Lacretelle regarde l'humanité du même œil que les paysages. Derrière les traits d'un visage il cherche à connaître la vie secrète de l'âme. Nous ne manquons pas de romanciers qui s'efforcent d'évoquer l'image de cette vie, avec toutes ses troublantes complexités. Peut-être n'avons-nous pas d'écrivain qui soit, aussi exactement que M. de Lacretelle, un psychologue, c'est-à-dire un esprit qui s'attache, comme lui, à l'analyse des âmes, en projetant dans le jeu des sentiments la lumière de la connaissance. *L'Ame cachée* nous présente quelques-uns de ces exercices intellectuels. On y trouve peut-être les morceaux les plus parfaits que M. de Lacretelle ait écrits, car son art se prête mieux à des récits brefs, comme ceux qui composent ce volume, qu'à des ouvrages de plus longue haleine. L'un d'eux, *le Cachemire écarlate*, nous montre à merveille les possibilités et les limites de cette littérature toute cérébrale.

Le héros de cette nouvelle est un homme de devoir ; médecin, il se livre à des recherches de laboratoire dont il a fait le but de sa vie ; dès le temps où il était étudiant, il a résolument sacrifié tout entraînement passionnel aux ambitions de son esprit. Le hasard veut que cet homme épouse une femme qui est au contraire tout impulsion et tout instinct. Cette femme l'adore, au point de ne pouvoir supporter d'être séparée de lui. Et lorsque sa mère tombe malade, elle refuserait de quitter son mari pour se rendre auprès d'elle, si celui-ci ne l'exigeait pas. Quelques jours plus tard, la mère meurt, et son gendre constate avec épouvante que sa fille l'a empoisonnée. La jeune femme a-t-elle discerné quel crime elle commettait? Elle déclare à son mari que la séparation lui paraissait trop pénible. Le crime demeurera ignoré. Mais le jeune médecin brisera sa carrière pour s'exiler dans un village perdu, et consacrer sa vie à sa femme, inconsciente et désormais heureuse.

On imagine ce qu'un romancier comme M. François Mauriac eût tiré de ce thème, et comme il eût peint les passions qui mènent cette nature féminine avec l'exigence de la fatalité. M. de Lacretelle, lui, se place à un tout autre point de vue. La fatalité se tient devant lui, mais il ne cherche pas à la pénétrer. Cette jeune femme demeure un mystère. A-t-elle assez de raison pour être coupable? Il pose seulement la question, qui aurait pu faire l'objet de tout un livre. Et il se détourne de cette énigme pour analyser longuement l'échec de l'intelligence qui s'est heurtée à cette nature instinctive. Là son talent retrouve toute sa maîtrise. La perspicacité de M. de Lacretelle est sans égale pour tout ce qui se passe entre le cœur et la tête. Quand l'action des sens a trop de part à la vie sentimentale, son esprit ne se hasarde pas à des conjectures en ce trouble domaine. Il faudrait être doué de l'aveugle intuition qui peut créer des personnages. M. de Lacretelle compose les siens, non pas dans le feu d'une telle inspiration, mais à la lumière de sa claire intelligence.

Les satisfactions de l'esprit sont aussi celles qu'il recherche dans le voyage. On l'a vu plus haut dans des lignes que nous avons citées, et qui sont tirées de son dernier livre, l'*Histoire de Paola Ferrani*. Ce volume est un recueil d'impressions sur un voyage à Naples. L'histoire de Paola Ferrani, et quelques autres contes qui y sont insérés, sont de petits récits, assez stendhaliens de forme et de fond, qui illustrent les propres souvenirs de l'auteur sur Naples, Sorrente ou Amalfi. Rien ne plaît tant à ce psychologue que d'animer un paysage par une belle histoire humaine. Pour le reste, on devine ce qu'on y trouvera : les descriptions, toujours sobres et précises, ne servent que d'accompagnement ou de point de départ à des réflexions

sur les mœurs, sur l'art, à des comparaisons avec des souvenirs de lecture. Si M. de Lacretelle monte au Vésuve, c'est en compagnie de Stendhal et de Chateaubriand. Un voyageur comme lui n'aborde pas un paysage comme un décor ; il le fait entrer dans sa vie intellectuelle, avec toutes les valeurs dont il a été augmenté par d'autres hommes, par d'autres pensées ; il aime à s'enrichir de tout ce qu'un monument, une ville, un rivage, contiennent de civilisation. Les récits de tels voyages sont les plus précieux qui soient. Notre littérature n'en manque pas, depuis les *Mémoires d'un touriste* jusqu'aux *Sensations d'Italie*. C'est sur le même rayon que nous mettrons l'*Histoire de Paola Ferrani*. Et nous souhaiterons que d'autres dépaysements donnent souvent à M. de Lacretelle l'occasion de renouveler, à notre profit, sa curiosité de toutes les choses humaines.

André Rousseaux.

L'HISTOIRE

LE GÉNÉRAL WEYGAND ET TURENNE

Une étude du général Weygand est toujours digne d'attention ; un livre de lui, et surtout un livre sur Turenne (1) est de ceux qu'on ne peut se dispenser de lire. Seuls, les successeurs et les émules des grands capitaines de jadis ont chance de saisir encore, dans la figure et dans la vie de ces morts illustres, quelques-uns de ces traits qui échappent trop souvent aux simples historiens.

Les différences entre les armées, entre les guerres d'autrefois et celles d'aujourd'hui, les différences et aussi les ressemblances — car le matériel change et l'homme reste, l'art est éternel — sont indiqués dans ce livre avec une grande précision et une remarquable brièveté. Au temps où Turenne paraît, un général ne livre bataille que s'il ne peut éviter de le faire, car « l'assaillant aura rarement le cœur d'en courir le risque et préférera investir une place et se donner la gloire d'un siège victorieux. » Les armées vivent sur le pays : « De là ces guerres longues, dont le succès final est obtenu par une lente usure de l'adversaire, par un mélange d'habileté militaire et diplomatique, et non par un acte violent et décisif, la bataille, telle que la recherchent les idées modernes. » Une action décisive, observe encore notre historien, « était incompatible avec l'état anarchique où se trouvait la France ». Et rien n'est plus juste : « A mesure, ajoute-t-il, que l'autorité royale s'af-

(1) *Turenne*, dans la collection « Les Grands Cœurs « (Flammarion).

fermira, la discipline naîtra et, avec elle, les possibilités d'un art militaire moins désuet et moins passif. »

Turenne, le premier, réagira contre ce vice et recherchera la bataille qui, seule, peut assurer la destruction de l'ennemi. Il déconseille la guerre de siège et lance l'idée maîtresse, l'idée de *se défendre par l'offensive*. Le général Weygand trouve ici le jugement d'un maître, Napoléon, qui tenait Turenne pour le plus grand général de l'ancienne armée. Suivant le même juge, à côté de la « partie terrestre » de l'art de la guerre, ce capitaine possédait également la « partie divine ». Ce n'est pas, ajoute le général Weygand, que son esprit procédât par subites illuminations, mais « son application est extraordinaire, et, comme il est guidé par un sens aigu des réalités, tout ce qui en sort, dans le conseil comme dans le commandement, est solide et pratique. » Il y avait chez lui cet heureux équilibre des talents et du caractère qui, suivant Napoléon, « tire aussitôt quelqu'un hors de ligne. » Citons encore ce court et substantiel jugement : « En stratégie comme en tactique, Turenne a innové en préconisant le mouvement et la bataille, en donnant son importance au feu, en combinant avec habileté le mouvement et l'emploi du retranchement, et en pratiquant le tout avec un sens de la manœuvre toujours en éveil et des ressources incroyables pour rétablir une affaire en méchant état. La plupart des règles qu'il a mises en action trouveraient encore leur application de nos jours... A mesure qu'il vieillit, ses facultés s'épanouissent avec plus de puissance et d'originalité. Ses dernières années comme ses dernières campagnes furent les plus belles. Ses vues s'élargirent à mesure que grandirent ses fonctions. Sa hardiesse même augmenta : « Le seul général, a dit Napoléon, dont l'audace se soit accrue avec les années et l'expérience. » Tandis que son enseignement se perdait en France, l'étranger le recueillait, car Turenne est, en somme, le véritable inventeur de cet « ordre oblique », si largement exploité par Frédéric II. Ici, la leçon est toute actuelle : tandis que le vainqueur s'endort dans une confiance trompeuse, le vaincu s'efforce de comprendre les causes de sa défaite et travaille à se relever : « Par là, le vaincu de la veille est devenu le vainqueur de demain ; à Turkheim succéda Rossbach ; à Iéna, Sedan ; à Sedan, Rethondes : *puissions-nous ne pas l'oublier!* »

On ne s'étonnera pas que, sur d'autres thèmes encore que les thèmes militaires, le général Weygand apporte des jugements d'une rare pénétration. C'est avec la plus grande facilité qu'il s'acquitte de ce petit travail historique : replacer Turenne dans son temps et dans son milieu. Il fait aussitôt ressortir quelques-uns de ces traits saillants qui marquent une figure. Pour comprendre, par exemple, la

courte défaillance du héros sous la Fronde, lorsque, en 1650, il ne craint pas de s'unir aux Espagnols, il faut se souvenir que si Henri de La Tour d'Auvergne, vicomte de Turenne, est, par son ascendance masculine, de vieille souche française, il est, par sa mère, Élisabeth de Nassau, le petit-fils de Guillaume le Taciturne. D'autre part, son père, au moyen de l'héritage un peu forcé de sa première femme, est devenu duc de Bouillon et prince souverain de Sedan. Fils cadet de ce prince, Turenne entre au service du roi de France comme un otage de sa maison, dont il défendra opiniâtrement les droits et les prérogatives. Il n'aura de cesse qu'il n'ait fait reconnaître, à lui et aux siens, le titre de « princes étrangers ».

Étroitement apparenté à la maison de Nassau, regardé en Hollande comme un demi-compatriote, allié à de nombreux princes d'Allemagne, notamment à l'Électeur de Brandebourg, qui a épousé sa cousine germaine, en relations avec le roi d'Angleterre Charles II qu'il a contribué à rétablir sur son trône, Turenne est on ne peut mieux informé de ce qui se passe à l'étranger. Le chapitre de son activité diplomatique est l'un des plus originaux et presque un des plus inattendus qu'ait écrits le général Weygand. La volumineuse correspondance de Turenne avec Mazarin, notamment sur les affaires d'Allemagne et d'Angleterre, montre en effet quelle entente ce général avait de la politique et quelle part il a prise au règlement des grandes affaires de son temps.

Enfin, le petit-fils de Guillaume d'Orange est en France le chef moral du parti protestant et il sert volontiers d'intermédiaire entre ce parti et les ministres du roi. Son influence s'en accroît, mais ce n'est pas pour la conserver, c'est par fidélité à sa conviction qu'il reste calviniste. Il est constant qu'en 1660 le roi lui a offert l'épée de connétable, à la condition de changer de religion, et qu'il a refusé. Pourtant, huit ans plus tard, et sans aucune considération, ni de politique, ni d'intérêt quelconque, il se convertissait. Ce grand acte était uniquement le fruit de ses réflexions et d'un long travail intérieur. Les ouvrages de Nicole et de Bossuet lui firent « sauter le dernier pas », mais depuis longtemps déjà il avait constaté le danger des variations protestantes. En Angleterre, observait-il, « chacun étale dans une chaire ce qui lui plaît, une Bible à la main... Les Anglais ont défiguré la religion ; chaque personne qui lit la parole de Dieu fait une secte. » En France, il écrit à propos des pasteurs de Montauban : « On se confirme de plus en plus par l'expérience que l'indépendance des ministres ne peut pas compatir avec un ordre réglé. » De fréquents entretiens avec Bossuet achevèrent de lui donner ce qu'il appelait les « éclaircissements » nécessaires. Ces ins-

tructions ont été écrites sur sa demande et publiées plus tard par l'évêque de Meaux sous le titre d'*Exposition de la foi catholique.* C'est ainsi que Turenne abjura, à cinquante-sept ans, alors qu'il « n'avait pas une charge à désirer ni un honneur à envier ».

La beauté du caractère, la simplicité de la vie, cette constante sincérité devant soi-même et devant Dieu, enfin la mort sur le champ de bataille, après quarante-six ans de services et d'éclatantes victoires, ont fait de Turenne un héros auquel on ne saurait guère comparer aucun de nos contemporains. En dédiant son livre au maréchal Foch « par qui, dit-il, j'ai compris Turenne », le général Weygand n'a, sans doute, pas voulu instituer une comparaison. Grand également par le caractère, puissant par la volonté, simple encore et d'une modestie allant jusqu'à l'effacement, le maréchal Foch différait cependant par tant d'autres côtés de cet illustre modèle ! Ce n'est que très tard, à l'âge où Turenne meurt, et à une heure presque désespérée, que Foch fait enfin la guerre et obtient un commandement. Jusque-là, sa vie a été celle d'une sorte de moine militaire, toute d'étude, de préparation, d'enseignement, et c'est dans la même studieuse retraite qu'après les quatre années de fer et de feu, elle retombe. Un instant d'éclat fulgurant, dans trois quarts de siècle d'obscurité... cette vie peut comporter autant de grandeur secrète et plus encore d'abnégation que celle de Turenne, elle n'a pas le même rayonnement continu de gloire.

Paul Ballaguy.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

M. FERNAND PAYEN

Le bâtonnier Fernand Payen est né à Lille. Il n'est pas indifférent de connaître cette origine. Le nouveau bâtonnier nous vient donc de cette vieille cité patriarche et militaire qui est peut-être, avec Paris, la seule capitale historique, intellectuelle, économique, que nous ayons en France. Il n'est pas indifférent non plus de dire qu'à Lille il a été élevé par les jésuites. Les jésuites ont formé à Lille, depuis près d'un demi-siècle, toute cette haute bourgeoisie catholique qui en est la gloire et l'honneur. L'éducation première, à Lille, divise avec une sûreté impitoyable la population en deux classes : l'une formée essentiellement pour le patronat social, l'autre pour les emplois libéraux ou pour le prolétariat. Dangereuse méthode peut-être, qui, dans les Flandres essentiellement patriarcales, présente le minimum d'inconvénients. L'âme profonde et puissante de la cité a une telle force harmonieuse et collective qu'elle inspire à tous les hommes de chez elle un sens constant et noble de leur tradition et de leurs devoirs. L'espèce de contrat féodal qui lie la population des travailleurs au patronat a la valeur lui-même d'une tradition; les uns en recueillent le sentiment d'impérieux devoirs tandis que les autres en reçoivent la sécurité d'une destinée traditionnelle accomplie dans une discipline et sous une protection familiale. La haute bourgeoisie lilloise a le doux sens si précieux du labeur et du risque, elle unit à son sens précis et positif le goût et

l'habitude des arts. Il est essentiel de connaître cette origine quand on veut examiner une haute personnalité pouvant la revendiquer. Le cas du bâtonnier Payen n'est pas commun. Les Lillois n'ont guère l'habitude de faire la conquête de Paris, mais lorsqu'ils s'en mêlent, ils se distinguent par ce rare et précieux mélange de qualités que j'ai dites. A vingt-deux ans, Fernand Payen était premier secrétaire de la Conférence à Paris : c'est dire qu'il avait tout de suite donné sa mesure. Les premiers secrétaires de la Conférence font de glorieuses carrières : c'est une sélection qui marque, dès l'entrée au forum, ceux qui doivent être les premiers. Fernand Payen fut le collaborateur de M. Poincaré. Il noua, auprès du maître, des amitiés célèbres et fut un des rares que ne tenta point la politique. Il demeura fidèle au Palais, et devait y trouver, dans l'hommage de ses pairs. une assez rapide et précieuse récompense.

Avocat, il le fut, exclusivement. Il est de la grande école des Martini, des Barboux, des du Buit, qui furent et restèrent uniquement des avocats : il n'a même pas recherché le hasard des causes particulièrement sensationnelles dont l'éclat et la publicité ne sont pas exclusivement la consécration de la jurisprudence et du droit. Il semble même que dans les causes le plus strictement, le plus sévèrement juridiques, Fernand Payen ait choisi les spécialités les plus arides, celles où le succès ne saurait venir d'autre part que des qualités essentielles de l'avocat.

Il s'est fait, en effet, une grosse réputation dans les affaires industrielles et dans ces affaires délicates qui touchent à la banque, à la coulisse, à ces problèmes infiniment subtils, absolument moraux, pour lesquels l'ancien droit essentiellement foncier n'avait pas de solution, sur lesquels les textes sont obscurs et les responsa prudentium *absentes et pour lesquels il a fallu créer de toutes pièces un droit et une jurisprudence : au Parlement, de Monzie passait pour être le seul à connaître ces questions, au Palais Payen fut un maître de cette jurisprudence difficile. Quant aux problèmes industriels, il faut se souvenir qu'il fut, à un moment particulièrement délicat de la guerre, le collaborateur du ministère de l'Armement, et que c'est à lui encore que l'on doit la plupart des contrats types dont il fallut se servir alors : aussi bien sa compétence était-elle dès lors solidement établie, et il avait écrit de solides ouvrages sur les questions d'électricité et de transports.*

Mais ce serait mal définir Fernand Payen que de l'enfermer dans cette spécialité aride où il serait seulement un maître de la doctrine et de la pratique. Cet avocat d'affaires est un grand orateur, qui tient justement l'art oratoire pour une des plus nobles traditions classiques, et par là encore il s'apparente directement à la grande lignée des Russe et des Barboux. Non point tant parce qu'il est le vice-président — et un peu l'âme — du Palais littéraire, *dont M. le bâtonnier Chenu, après*

M. Poincaré, est le président. mais parce qu'il est un lettré et un artiste, et que, ce lettré et cet artiste, il l'est et veut l'être à la manière de sa profession, et par sa profession même. Lettré et artiste, non en amateur, en dilettante, virtuose distingué d'un violon d'Ingres dont les accords délassent des soucis professionnels, mais membre actif de cette phalange de littérateurs dont l'effort vers la perfection est une des plus riches parures de la France. Comme l'éloquence de la chaire, comme l'éloquence politique, l'éloquence judiciaire est, au même titre que la morale ou la tragédie, un genre littéraire. L'avocat est, comme le prédicateur ou le tribun, homme de lettres au même titre que le moraliste ou le romancier, et ses chefs-d'œuvre ont le même titre à figurer dans les anthologies. M. le bâtonnier Payen, nourri de la forte sève des ancêtres, a réussi une anthologie des avocats français contemporains, pour bien affirmer sans doute, pour ne pas surtout laisser prescrire une glorieuse possession d'état. Il est d'ailleurs parmi les plus dignes de laisser un nom dans ce genre : ses débuts ont été singulièrement remarqués, et Marcel Proust disait alors, à l'entendre, son plaisir et son admiration. Depuis, dans les grands procès de sociétés ou de dommages de guerre qu'il a plaidés, ou telles autres plaidoiries, souvent prononcées pour l'État et les grandes administrations, il ne s'est jamais départi du souci d'une forme parfaite, à laquelle il semble atteindre sans effort.

Ce grand avocat, cet homme du monde sérieux et caustique, humoriste, parisien, qui garde la saveur si originale de sa cité, ne serait pas complet s'il ne s'était avéré gourmet. Non seulement, il est fondateur des Psychologies du goût, *mais il a publié en une plaquette une conférence charmante sur Brillat-Savarin. Il y a beaucoup à dire sur Brillat-Savarin gourmet, dont certaines erreurs de goût sont manifestes et dont la clairvoyance s'est trouvée parfois démentie par les faits. Ce n'en fut pas moins un maître averti et délicat. Beaucoup ignorent qu'il fut le héros d'aventures romanesques; certains savent mieux aussi qu'il était conseiller à la Cour de cassation, et reliait la sûreté variée de sa doctrine gastronomique à une des plus nobles traditions françaises, celle des grands parlementaires. Fernand Payen a-t-il trahi simplement son brillant opuscule, son attachement à l'institution nécessaire des* Psychologies du goût? *Ou a-t-il voulu exprimer son affection pour une haute tradition nationale, qui ne séparait pas l'exercice du droit du culte des belles-lettres et des arts — la cuisine étant un art et une littérature, où, si l'art est malaisé, la critique n'est pas moins difficile. Qu'on veuille se rappeler que Fernand Payen est de Lille, nourri dans un milieu à la fois patriarcal et artistique. Si les Flandres nous ont doté des plus riches étoffes et de ces industries les plus parfaites, si elles réclament la gloire des plus illustres écoles de peinture, si elles sont peuplées d'amateurs*

compréhensifs et passionnés de musique, elles enferment aussi des trésors non moins incomparables puisque plus matériels, qui permettent aux grandes familles de là-bas la plus magnifique hospitalité. On a dit que Fernand Payen était le plus jeune des traditionalistes. Jeune? Assurément. Sa tête fine, sa taille svelte, ses gestes nerveux et souples l'affirment. Traditionaliste? Certes. Il ne pourrait en être autrement, si l'on m'a bien compris. Il a écrit aussi un beau livre sur les Règles de la profession d'avocat, *qu'il ne pouvait guère ne pas écrire. Traditionaliste, donc, mais jeune traditionaliste, c'est-à-dire pénétré de cette idée que la tradition n'est pas une idole vénérable, mais une entité vivante dont la force croît tous les jours lorsqu'elle sait se renouveler et se rajeunir.*

***

Le Théâtre : *Arrière-saison.*

Les mois qui finissent le printemps et qui ouvrent l'été sont ceux où les provinciaux et les étrangers viennent le plus volontiers à Paris. Il ne fait ni trop chaud, ni trop froid. Comme la fonction crée l'organe, Paris s'efforce de multiplier pour eux les attraits. Que leur offre l'art dramatique? Malgré tout, ces mois sont pour lui l'arrière-saison. Toutes les œuvres qu'on jugeait intéressantes ont été présentées. Seuls, les succès ont survécu. Ceux de qui les affaires allaient mal ont fermé leurs portes. Puis deux éléments ont paru, qui n'entrent en jeu qu'à cette période de l'année. D'une part, ce qu'on appelle les directions d'été, combinaisons qui permettent de louer un des théâtres en sommeil à des conditions relativement économiques. Cette initiative est prise presque toujours par un riche amateur, soit qu'il ait commis une pièce, soit qu'il s'intéresse à une actrice, et qu'il désire montrer l'une ou être agréable à l'autre. Second cas, les compagnies, les acteurs ou les auteurs qui viennent demander à Paris sa consécration, car à part les Américains du Nord qui ne pensent qu'au profit matériel, tous les peuples du monde ont encore le respect des lois de la civilisation intellectuelle, et l'une de ces lois veut que le jugement de Paris soit plus précieux que celui d'aucune autre ville.

Il sera curieux de regarder ce que nos théâtres offrent aux visiteurs ; comme il est évident qu'aucune volonté ne préside à la composition d'un tel ensemble, on saisira le jeu des forces naturelles en son éloquente et irrécusable liberté.

Tout d'abord, une première catégorie échappe à notre rubrique,

les théâtres où l'art lyrique occupe soit la place entière soit la part la plus importante. On ne peut donc que signaler le défilé des virtuoses étrangers à l'Opéra, la présence d'une troupe de danse espagnole à l'Opéra-Comique et d'une troupe de danse russe au théâtre Sarah-Bernhardt, tandis que l'opéra russe et l'opéra italien alternent au théâtre des Champs-Élysées. Rien ici de scandaleux, au contraire. Que tout ce qui compte à l'étranger vienne à Paris, c'est profit aussi bien pour l'étranger que pour Paris.

Les opérettes anglo-saxonnes ont moins de prix. *Rose-Marie* au théâtre Mogador, *Mississipi* au Châtelet, *Flossie* au théâtre des Bouffes, la civilisation se passerait sans regret de ces divertissements ; et les œuvres des compositeurs indigènes sont malheureusement contaminées par le voisinage. Mais enfin, ce sujet ne nous appartient pas.

Les théâtres d'État, Comédie-Française et Odéon, méritent une étude particulière, qu'on ne manquera pas de leur consacrer au cours des loisirs de l'été. Aussi bien, comme leur programme change chaque soir, c'est un tout autre aspect de la question.

Les quatre compagnies littéraires du Cartel ont fermé leurs portes. L'Atelier de M. Dullin a interrompu, pour se reposer, le succès inépuisable de *Volpone* et M. Jouvet a sagement arrêté *Jean de la Lune*, dont le succès était médiocre, pour céder avec opportunité la place à l'une de ces combinaisons financières que l'été fait éclore. M. Baty a terminé l'année par un insuccès avec la fameuse pièce de guerre allemande, le *Karl et Anna* de M. Franck, qui a justement déplu aux Français. Enfin M. Pitoeff a encore connu une année déplorable, couronnée par un échec total et immérité : la pièce qu'il avait tirée du procès de Jeanne d'Arc avec tant d'intelligence et de pitié n'a pu tenir l'affiche une semaine entière. Le public a subi tant d'œuvres aussi lugubres que bien intentionnées qu'il prend la fuite sitôt qu'on lui parle de Jeanne d'Arc, comme le chat échaudé se méfie de l'eau froide.

Le théâtre de l'Œuvre, qui joue parmi les compagnies littéraires le rôle, si l'on peut dire, du cinquième mousquetaire, termine honorablement la saison avec la comédie de M. Tristan Bernard, *Jules, Juliette et Julien*, qui est encore plus mince qu'elle n'est fine.

Parmi les théâtres qui, selon l'ancienne formule du boulevard, font passer la recette et l'agrément avant les prétentions littéraires, cinq restent ouverts jusqu'à l'extrême fin de la saison grâce à des succès remportés avec des ouvrages sérieux, on veut dire avec des ouvrages de valeur. Trois grands succès, *Mélo*, *Topaze* et *Marius;* deux moindres, *l'Ennemie* et *Un homme d'hier*. *Mélo* tient et tiendra l'affiche longtemps encore comme font tous les ouvrages signés du nom de M. Bernstein. Les deux autres, les deux triomphes de la saison, sont les deux comédies qui ont brusquement jeté dans les étoiles le nom et la renommée de M. Marcel Pagnol. Elles feront

cette année la fortune de théâtre des Variétés et du théâtre de Paris. Au théâtre Antoine, *l'Ennemie*, de M. Paul-André Antoine, a plu non pas en dépit de ses nombreux défauts, mais en grande partie à cause de ses défauts, le public s'étant laissé prendre une fois de plus aux apparences de l'originalité à bon marché. Si son verdict est ici contestable, en revanche il a mieux jugé que la critique dans le cas de M. Artus. On avait accueilli avec quelque froideur cet ouvrage honnête et honorable : *Un homme d'hier* tient encore l'affiche du théâtre de la Renaissance après plusieurs mois. Ce goût du public, se prononçant contre la critique en faveur d'un ouvrage qui milite bravement pour la droiture des mœurs, est un signe à ne pas négliger.

Dans une seconde catégorie, on rangera les ouvrages qui doivent une fortune plus ou moins assurée à des raisons d'un ordre moins relevé. Comédies légères qui réussissent plus ou moins parce que le public qui vient par tradition dans certains théâtres n'est pas difficile. La réputation du théâtre du Palais-Royal a survécu à celle de ses restaurants, et cependant, si nous ignorons ce que valent ceux-ci à l'heure actuelle, nous n'avons que trop de raisons de constater que le théâtre a bien baissé de Feydeau à M. Mirande. N'importe, provinciaux et étrangers viennent encore voir de cet auteur la médiocre *Attachée*, de même qu'ils vont à l'Athénée entendre la comédie de M. Gandéra, *Il manquait un homme*, qui à l'inverse vaut un peu mieux que d'habitude.

La Femme au chat, au théâtre Daunou, est dans la moyenne des œuvrettes légères. Au théâtre Michel, une nouveauté porte ce titre étrange : *Bou Raïb, marchand de tapis*, et l'auteur porte un nom plus étrange encore : il s'appelle M. Aimelafille. Ni l'auteur ni l'ouvrage ne semblent mémorables.

D'autres succès sont motivés par des raisons infiniment moins reluisantes : par exemple *la Garçonne*, de M. Margueritte, qu'on s'est hâté de reprendre à l'Ambigu pour remplacer l'absurde *Bétail humain*, qui avait dégoûté tout le monde, le public aussi bien que les délicats. *La Garçonne* pique encore les curiosités, mais avant de porter ce trait fâcheux au débit de Paris, il conviendrait peut-être d'établir une statistique touchant l'état civil des spectateurs. La même remarque s'applique à la pièce qui survit au théâtre Caumartin et qui traite des mœurs, qu'on disait jadis inavouables, de ceux que l'auteur, qui est une femme, appelle *les Egarés*.

Zone intermédiaire, les reprises : *la Dame aux camélias* au théâtre Sarah-Bernhardt, un drame de M. Kistemackers et une admirable bouffonnerie de Feydeau à la Porte-Saint-Martin.

Pour finir, les spectacles d'été et les pièces étrangères. Dans la première de ces sous-classes, une *Castiglione*, taillée par le charmant M. Gignoux pour faire valoir, à la Comédie des Champs-Élysées, une actrice israélite, née en Pologne, et devenue par

son mariage Américaine en même temps que multimillionnaire, Mme Ganna Walska.

Dernier compartiment, les pièces étrangères ; histoires policières venues d'Amérique comme *le Procès de Mary Dugan* à l'Apollo et *Prise* au théâtre de l'Avenue ou d'Angleterre, comme *le Train fantôme* à la Madeleine ; aimable comédie d'intrigue comme *la Vie de château* du Hongrois M. Molnar, qui a au moins le mérite de faire rire sans grossièreté.

Dans une zone tout à fait différente, il faut constater le succès permanent des pièces militaires dans les théâtres populaires. *Tire-au-flanc* à Déjazet, *En bordée* à la Scala, *Derrière la caserne* à l'Eldorado. Ici, ce ne sont certainement pas les étrangers qui viennent. Et après tout, pour clore le tableau, ce n'est pas un si mauvais signe pour le vrai peuple de Paris, qui vaut mieux que presque tout le théâtre qu'on lui donne.

Lucien Dubech.

LES FAITS DE LA QUINZAINE

La fin de la conférence des experts. — *La conférence des experts, qui avait commencé le 12 février, prend fin, le 7 juin, par la signature des textes du rapport.*

En Allemagne, des journaux modérés et locarniens, comme la Gazette de Francfort, *laissent entendre que l'accord des experts a été imposé par la France à une Allemagne dont la liberté est théorique.*

La ratification des dettes. — *Cette question, que l'avènement au pouvoir du cabinet travailliste anglais Ramsay Macdonald (7 juin) va rendre des plus épineuses, est portée pour la première fois devant la Chambre (4 juin). Faut-il ratifier ou non? Ratifier par décret ou après débat devant le Parlement?*

Le groupe Marin se déclare hostile à toute ratification.

La commission des affaires étrangères (7 juin) et le groupe radical-socialiste (11 juin) prennent position contre la ratification par décret.

A la Société des Nations. — *La 55e session du conseil de la S. D. N. s'ouvre à Madrid, le 10 juin.*

La question des minorités nationales fait l'objet d'un grand débat en séance publique. Les conclusions du rapport de M. Adaci, délégué japonais, sont adoptées (13 juin).

France. — *Deuxième tour des élections au conseil général de la Seine. La majorité de l'assemblée départementale passe à droite (2 juin).*

— *Les autonomistes Ricklin et Rossé sont réélus conseillers généraux à Dannemarie et à Colmar (2 juin).*

— *Grève de vingt-quatre heures des postiers à Paris (4 juin).*

— *A la suite de l'arrêt de la Cour d'assises de Limoges condamnant l'assassin Barataud aux travaux forcés à perpétuité, des troubles graves, suscités par les communistes, se produisent dans cette ville, les 7 et 9 juin. Il y a de nombreux blessés dans les rangs de la police et de la garde mobile. Les pouvoirs de police sont retirés au maire socialiste, M. Betoulle (9 juin).*

— *Ouverture, devant la Cour d'assises du Doubs, du procès de l'autonomiste alsacien Roos (10 juin).*

— *Au Maroc, un détachement français tombe dans une embuscade de dissidents et perd 80 tués ou disparus (8-9 juin). Le poste et le village d'Aït-Yacoub subissent, le 11 et le 12, de furieux assauts. La garnison n'est pas encore dégagée.*

Italie. — *Le cardinal Gasparri et M. Mussolini ratifient solennellement les accords de Latran (7 juin).*

Vénézuéla. — *500 Vénézuéliens armés s'emparent, dans la nuit du 8 au 9 juin, de la capitale de l'île hollandaise de Curaçao.*

Grèce. — *L'amiral Coundouriotis est réélu président de la République* (3 *juin*).

Hongrie. — *Mort du comte Jules Andrassy, ancien ministre des Affaires étrangères* (11 *juin*).

Belgique. — *Les résultats des élections provinciales confirment ceux des élections législatives. Les socialistes perdent des sièges au profit des libéraux, les catholiques au profit des « frontistes »* (9 *juin*).

A. M.

Le Gérant : Georges Moreau.

PARIS. — TYPOGRAPHIE PLON, 8, RUE GARANCIÈRE. — 1929. 38190.